

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

DES

EFFETS DE L'EXTRADITION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue

Le Lundi 5 Juin 1899, à 10 heures.

PAR

ALFRED MARCILLE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DU PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR D'APPEL DE PARIS.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1899

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES

EFFETS DE L'EXTRADITION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Lundi 5 Juin 1899, à 10 heures

PAR

ALFRED MARCILLE

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DU PROCUREUR GÉNÉRAL PRÈS LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Président: M. DUCROCQ.

Suffragants: { MM. LARNAUDE, }
 { CHAVEGRIN, } *professeurs.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

BIBLIOGRAPHIE

- P. Bernard.** — Traité théorique et pratique de l'extradition. Paris, 1890.
- Bertauld.** — Cours de Code pénal, 1873.
- Billot.** — Traité de l'extradition. Paris, 1874.
- Bomboy et Gilbrin.** — Traité pratique de l'extradition. Paris, 1886.
- Bonafos.** — De l'extradition. Paris, 1866.
- Calvo.** — Droit international. Paris, 1870.
- Clarke.** — Treatise upon the law of extradition. Londres, 1874.
- Desjardins.** — Étude sur les principes de l'extradition en Angleterre. (Bulletin de la Société de législation comparée, IV, p. 126.)
- Deloume.** — Principes généraux du Droit international en matière criminelle. Paris, 1882.
- Ducrocq.** — Théorie de l'extradition. Paris, 1866 (Monographie reproduite dans ses études du Droit public. Paris, 1888).
- Examen doctrinal de la jurisprudence en matière d'extradition. (Revue critique de législation et de jurisprudence, t. XXIX, p. 481 et suiv., t. XXX, p. 1 et s.)
- Duverdy.** — Droit international. Extradition. (Gazette des Tribunaux, 8 août 1867.)
- Faustin Hélie.** — Traité de l'instruction criminelle.
- P. Fiore.** — Traité du Droit pénal international et de l'extradition (traduction de M. Ch. Antoine). Paris, 1880.
- Fœlix et Demangeat.** — Traité de Droit international privé.
- Herboux.** — Étude sur les déclarations de réciprocité. (Journal de Droit international privé, 1895).
- Hoffmann.** — Traité théorique et pratique des questions judiciaires, nos 449 et suiv.

- Kirchner.** — Recueil des traités d'extradition.
- Laborde.** — Cours de Droit criminel. Paris, 1898.
- Lammasch.** — Situation légale de l'extradé vis-à-vis des Tribunaux de l'état requérant. (Revue du Droit international. Bruxelles, 1888, p. 36 et suiv.)
- Legraverend.** — Législation criminelle.
- Moulineau.** — Discours de rentrée à la Cour de Caen, 1877.
- Prévost-Paradol.** — De l'extradition des accusés entre la France et l'Angleterre. (Revue des Deux-Mondes, 15 février 1866.)
- L. Renault.** — Étude sur les travaux de la commission anglaise chargée d'examiner les questions relatives à l'extradition. (Bulletin de la Société de législation comparée, VIII, p. 175 et VIII, p. 247.)
- Rapport sur l'extradition. (Annuaire de l'Institut du droit international. Bruxelles, 1881-82, p. 70 et suiv.)
- Articles sur l'extradition. Journal « Le Droit », 3 7-8 avril 1879.
- Le Sellyer.** — Traité de la compétence et de l'organisation de la répression.
- Seruzier.** — Examen du projet de loi sur l'extradition. Paris, 1880.
- De Vazelhes.** — Étude sur l'extradition. Paris, 1877.
- Villefort.** — Des traités d'extradition de la France avec les pays étrangers. Paris, 1851.
- Verdussen.** — Discours de rentrée à la Cour de Bruxelles, 1879.
- A. Weiss.** — Étude sur les conditions de l'extradition. Paris, 1880.

Journal Officiel. — Projet de loi sur l'extradition du 6 avril 1878.
16-17 janvier, 19-23-28 mars, 4-5 avril 1879.

DES EFFETS DE L'EXTRADITION

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES

« La persuasion de ne trouver aucun lieu sur la terre où le crime demeure impuni serait un moyen bien efficace de le prévenir » (1). L'idée qui a inspiré Beccaria, l'auteur de cette phrase demeurée célèbre, avait déjà été exprimée par Bodin dans son livre de la République, et n'est autre qu'une belle idée de justice et de solidarité universelles. Quel que soit le fondement que l'on donne au droit de punir, c'est-à-dire que l'on considère la justice humaine comme puisant sa force et son principe dans la justice morale, reflet de la justice divine, ou comme s'inspirant uniquement d'une préoccupation utilitaire et sociale, peu importe ; il y a toujours une partie du droit pénal qui se retrouve dans toutes les législations des pays civilisés et cette constatation est suffisante pour déclarer

(1) Traité des délits et des peines, § 25 des asiles

que des gouvernements civilisés soucieux de leurs devoirs et pénétrés de leur responsabilité, se doivent une mutuelle assistance dans la répression des crimes et des délits qui peuvent être universellement châtiés.

« Quelle est la mission du pouvoir social dans le sein de chaque société ? dit M. Faustin Hélie, c'est d'assurer, autant qu'il le peut, l'application de cette justice universelle qui régit l'humanité ; c'est de se servir de sa puissance pour en faire observer les règles, pour en réprimer les infractions ; ce n'est, en effet, que par cette action incessante qu'il peut aider la société à atteindre le but vers lequel elle gravite sans cesse et qui est l'ordre moral. Mais ce devoir est-il restreint pour chaque souverain aux limites de son territoire ? Ne doit-il son concours à l'ordre, à la justice, qu'autant que cette justice est celle de son pays ? Pourquoi cette restriction ? Pourquoi son action s'isolerait-elle quand elle peut s'étendre ? Pourquoi demeurerait-elle égoïste et locale, quand toute l'humanité en sollicite l'application ? Est-ce que la conscience, en pesant les actions, fait une différence entre les nations ? Est-ce que la répression des crimes, en quelque lieu que ce soit, est une chose indifférente et stérile ? Cette répression ne tend-elle pas à assurer les principes que fondent les sociétés ? Ne constitue-t-elle pas une sanction, éloignée peut-être, mais toujours agissante de ces principes ? »

L'on peut donc considérer comme un desideratum universel que le criminel ne puisse pas rester impuni,

en quelque lieu qu'il se trouve ; mais pour arriver à ce résultat, il nous faut abandonner les considérations morales et sociales pour aborder des questions plus juridiques, des questions de compétence.

Supposons que l'auteur d'un crime tente d'échapper par la fuite au châtement qu'il mérite ; s'il est appréhendé dans un pays différent de celui où le crime a été commis, deux solutions sont possibles *a priori* pour éviter l'impunité du coupable.

a) La loi pénale du pays de refuge permettra de punir l'inculpé pour un crime commis à l'étranger, auquel cas, l'on dira qu'elle est extraterritoriale.

b) La loi pénale du pays de refuge ne permettant pas la solution précédente, c'est la loi du pays où le crime a été commis qui est seule applicable ; on dira dans ce cas que la loi pénale est territoriale et le fugitif sera assuré de l'impunité s'il n'est pas livré aux tribunaux compétents, c'est-à-dire à ceux du pays qu'il a quitté.

I. — *De l'extraterritorialité de la loi pénale.*

L'extraterritorialité de la loi pénale n'a jamais été admise dans aucune législation comme un principe susceptible d'assurer à lui seul la répression efficace de tous les délits.

« Quiconque a foulé aux pieds le droit d'autrui, déclare M. Pasquale Fiore dans son remarquable traité de Droit pénal international, doit être puni d'après les lois qui protégeaient le droit qui a été violé » (1).

(1) *Op. cit.*, p. 80.

On peut d'ailleurs opposer au système de l'exterritorialité tous les arguments qui seront proposés plus loin en faveur du système contraire. Il n'est pas inutile toutefois de faire remarquer que plusieurs législations européennes ont, dans le cours de ce siècle, admis et même renforcé l'exterritorialité de quelques dispositions d'ordre pénal. C'est dans cet ordre d'idées que l'on peut citer la loi française du 27 juin 1866 qui a modifié en ce sens les articles 5 et 7 du Code d'instruction criminelle, visant les crimes et délits commis à l'étranger.

S'agit-il d'un Français ? En cas de crime, des poursuites peuvent être intentées contre lui, s'il n'a pas été jugé définitivement à l'étranger et s'il est de retour en France ; encore cette dernière condition n'est-elle pas nécessaire lorsque le crime a été commis contre la sûreté ou le crédit de l'État.

En cas de délit, il faut en outre que le fait soit puni à la fois par la loi française et la loi étrangère du pays de refuge.

S'agit-il d'un étranger ? La poursuite ne peut être intentée en France que lorsqu'il s'est rendu coupable d'un crime contre la sûreté ou le crédit de l'État.

Il est aisé de voir que ces quelques dérogations au principe de la territorialité de la loi pénale française seraient absolument insuffisantes pour assurer en France la poursuite de réfugiés qui auraient commis des crimes ou des délits à l'étranger ; cette impuissance est pour ainsi dire absolue si l'on suppose que le réfugié n'est pas Français.

II. — *De la territorialité de la loi pénale.*

En dehors des considérations pratiques qui appuient le système de la territorialité, il est permis de prendre en considération l'origine historique de ce principe. L'exercice de la justice était sous la monarchie de droit divin un des attributs essentiels de la souveraineté ; or celle-ci est nécessairement territoriale.

« Aucune souveraineté ne peut exercer son pouvoir répressif sur un territoire soumis à une autre souveraineté, déclare encore M. Pasquale Fiore » (1).

En outre, le jugement d'un inculpé dans le lieu où s'est produit le trouble social qui a été la conséquence de son crime est pour ainsi dire une nécessité en raison d'abord de l'exemplarité de la peine, et en second lieu des commodités de l'instruction.

Dans la cause *Tivman* jugée par la Cour du Banc de la Reine, en Angleterre, la discussion s'étant engagée au sujet du concours de juridiction des tribunaux d'Angleterre et de ceux des États-Unis, le président de cette Cour parla en ces termes : « C'est un inconvénient très grave que l'inculpé ne soit pas jugé dans le lieu même où il a commis le délit, car le malfaiteur ne s'enfuit pas seulement pour se soustraire à l'empire de la loi qu'il a violée, mais encore pour rendre difficile, pour ne pas

(1) *Op. cit.*, p. 94 et sq.

dire impossible, la preuve du délit, puisqu'il est traduit en justice dans un milieu différent de celui où le fait s'est passé » (1).

Lors de la discussion devant le Parlement français de la loi de 1866, M. Jules Favre s'exprima en ces termes :

« En thèse générale, en droit commun, la loi qui doit être appliquée aux crimes et aux délits, c'est la loi du territoire où ces crimes ou délits ont été commis. Le juge compétent est le juge du territoire et en même temps le plus grand intérêt de l'accusé ou du prévenu, c'est d'être jugé là où il peut recueillir ses preuves, c'est-à-dire là où l'infraction lui est reprochée. De telle sorte que, quant à ce qui touche à la juridiction, à la compétence, à l'intérêt de l'accusé, c'est la loi du territoire où le crime ou le délit a été commis, qui seule peut les régler et être invoquée. »

De cette doctrine, il est facile de déduire que les États, se trouvant le plus souvent dans l'impossibilité matérielle de réprimer avec leurs propres lois territoriales, le délit commis à l'étranger, sont tenus, comme solidairement intéressés, de ne pas apporter d'obstacles à ce que le mal-faiteur soit ramené devant son juge naturel.

Nous avons ainsi justifié la livraison d'un fugitif coupable d'un crime ou d'un délit entre les mains du gouvernement compétent pour le poursuivre et nous sommes arrivés à démontrer l'utilité, la nécessité et le fondement même de l'extradition.

(1) Clarke, *Law of extradition*, 1874, p. 126.

L'extradition apparaît dès lors comme la conciliation nécessaire entre ces deux idées : la nécessité de la répression d'une part et la territorialité de la loi pénale de l'autre. La nécessité de la répression exige que le coupable soit poursuivi et condamné, et le principe de la territorialité exige que cette poursuite ait lieu, et que cette condamnation soit prononcée dans le pays même où le crime a été commis. L'extradition est la mesure qui permet d'obtenir ce résultat.

Définition. — L'extradition, a-t-on dit, consiste dans la remise d'un individu par un État à un autre État qui a compétence pour le juger et le punir (1). Telle est bien en effet la description exacte de la livraison du fugitif; mais l'extradition est quelque chose de plus que cela.

L'étymologie même du mot le montre : certains auteurs font dériver il est vrai ce mot extradition de « extra-ditio » qui aurait le sens de *ditio* ou *potestas territorium*. Mais une semblable explication n'est pas satisfaisante, car elle ferait supposer que l'extradition implique une juridiction sur un territoire étranger, en d'autres termes, ainsi qu'il vient d'être dit, une extension absolument injustifiée de la souveraineté.

Il est plus naturel et plus conforme aux principes contemporains de trouver l'origine de ce mot dans « traditio ex », signifiant remise de souverain à souverain (2). Le terme extradition est d'ailleurs moderne ;

(1) Bomboy et Gilbrin

(2) P. Fiore, p. 300.

dans les ouvrages latins, le mot *remittere* est seul employé, et dans tous les traités conclus par la France jusqu'en 1828 on ne trouve que les expressions *remettre*, *restituer*, *livrer*. Le terme extradition se rencontre pour la première fois dans le décret du 19 février 1791.

En réalité, l'extradition est un véritable contrat, parce qu'elle suppose, pour pouvoir être réalisée, le concours de deux souverainetés en conflit. Ce conflit n'est d'ailleurs qu'une apparence, car les États doivent être réciproquement intéressés à se livrer les malfaiteurs et s'il est une chose avantageuse pour chaque nation, c'est qu'aucun criminel étranger ne puisse venir se fixer sur son territoire, où, par suite de ses mauvais instincts et du spectacle démoralisateur de son impunité, il constituerait un danger public.

C'est pourquoi M. Billot a pu donner de l'extradition la définition suivante :

« Un contrat par lequel un État s'oblige à livrer un individu, accusé ou reconnu coupable d'une infraction commise hors de son territoire, à un autre État qui le réclame et qui est compétent pour le juger et le punir. »

Il ne peut être question que d'un contrat d'une nature toute particulière. Il ne s'agit pas en effet d'une personne physique qui s'oblige envers une autre à donner, à faire ou à ne pas faire une chose inanimée ou non susceptible de droits, mais bien de deux personnes souveraines, n'admettant aucune autorité commune et s'obligeant l'une envers l'autre à se livrer un homme, c'est-à-dire un être

vivant qui, lui, peut avoir des droits à faire valoir. La théorie juridique de ce contrat a été faite d'une façon très complète par M. Billot dans son *Traité de l'extradition*. Mais, la matière fait partie du droit international public, et il est bon de ne pas pousser trop loin les assimilations que l'on peut faire entre un contrat de cette sorte et ceux du droit privé.

CHAPITRE II

NOTIONS HISTORIQUES

L'extradition comme notion juridique est un principe moderne et de création relativement récente. Néanmoins, quoique que ce soit un lieu commun d'opposer à la pratique actuelle et courante de l'extradition l'ancien principe du droit d'asile, il ne faudrait pas croire qu'autrefois les peuples aient toujours regardé comme une règle absolue que le fait seul de s'être réfugié en pays étranger, fût pour les malfaiteurs une cause d'impunité.

L'histoire en effet nous enseigne le contraire. Ainsi, dans l'antiquité, nous voyons que chez les Juifs il n'y avait pas de droit d'asile pour le meurtrier : « Si quelqu'un tue son prochain de propos délibéré, et lui ayant dressé des embûches, vous l'arracherez même de son autel pour le faire mourir » (1).

Chez les Grecs, les Lacédémoniens déclarent la guerre aux Messéniens (2) qui refusaient de leur délivrer un meurtrier ; et les Achéens demandent à Sparte des individus qui avaient attaqué une de leurs villes. Les Athé-

(1) P. Bernard. Traité de l'Extradition, t. I, p. 35.

(2) Pausanias, liv. IV, cité par Bernard, p. 26.

niens publiaient qu'ils livreraient ceux qui, après avoir attenté à la vie de Philippe, se réfugieraient sur leur territoire (1).

A Rome, Annibal est réclamé par les Romains, et Caton propose d'abandonner César aux Germains (2).

Dans les temps modernes, les exemples sont plus nombreux. Charles VI de France demande au roi d'Angleterre des individus compromis dans des troubles à Paris (3) de son côté, Elisabeth demande au roi de France la personne de Morgan accusé du crime de lèse-majesté. En 1672, Colbert charge l'ambassadeur de France à Londres, M. de Croissy, de faire arrêter M^{me} de Brinvilliers réfugiée en Angleterre (4).

Parfois, la remise d'un accusé n'avait lieu que sous certaines réserves ; tel fut, en 1682, le cas de Balthazar Liévens livré à la Hollande par les États de Brabant, sous la condition qu'il ne lui serait infligé aucun châtiment corporel.

Quelques conventions furent signées ; on peut citer celle qui fut conclue entre Charles V de France et le comte de Savoie (5) de même les règles contenues dans le traité de Fontainebleau relatif aux mariages espagnols, signé en 1612 par Villeroi au nom de Louis XIII et par Carde-

(1) Diod. Sic., lib. XV cité par Bernard, p. 26.

(2) Voir l'étude remarquable de M. Weiss sur le droit féodal à Rome (Paris 1880).

(3) P. Bernard, *op. cit.*, t. I, p. 169.

(4) *id.* p. 252.

(5) Convention passée le 4 mars 1376. P. Bernard, *op. cit.*, p. 160.

nas au nom de Philippe III. Il y était dit que « les deux souverains se secourraient mutuellement contre ceux qui entreprendraient quelque chose contre eux et leurs États, de même contre ceux qui se révolteraient contre leur autorité, qu'ils n'assisteraient aucun de ceux qui seraient criminels de lèse-majesté à l'égard de l'un des deux rois ; que même ils les remettraient entre les mains des ambassadeurs du roi qui les réclamerait (1). »

Tous ces exemples ne nous apparaissent que comme des faits exceptionnels, des dérogations à cette règle sacrée du droit d'asile, règle qui n'a commencé à être discutée que lorsque les idées de justice ne connaissant plus de frontières ont été universellement adoptées. Le droit d'asile était fondé sur l'indépendance du territoire, et la France a été le pays où ce principe a régné avec le plus de force. « *Fit liber quisquis solum Galliae cum asyli vice contigerit* ». Tout étranger réfugié en France, accusé de quelque crime, demeurait à l'abri de toute poursuite ; sa personne était sacrée et il ne reconnaissait que la juridiction immédiate du souverain (2).

Aussi les exemples cités plus haut, comme tous ceux que l'on peut citer, sont isolés, sans réglementation, sans conséquences juridiques. Il leur manque une base commune, l'idée du droit.

Les gouvernements, en effet, en cédant aux sollicitations de leurs voisins, n'avaient jamais en vue que leur sécurité

(1) P. Bernard, p. 248.

(2) Voir Faustin Hélie, Tr. de l'I. criminelle, t. II, chap. xii.

politique, mais nullement les intérêts de la justice. Ils obéissaient à un sentiment de crainte plutôt qu'à celui de l'équité ; c'était, en un mot, le règne de la loi du plus fort.

Comme le fait remarquer M. de Villefort (1), ces faits ne ressemblent rien moins qu'à nos extraditions modernes, puisqu'ils se rapportent presque exclusivement à des crimes politiques en constituant une violation du droit des gens et que, précisément, les infractions de cette sorte ne peuvent jamais donner lieu actuellement à extradition.

Il ne pouvait être question de règles ni de garanties, et, en ce qui concerne spécialement les effets de la mesure, le pays requérant faisait en général fort peu de cas des réserves faites par le pays de refuge : ainsi, malgré la condition expresse imposée à la Hollande par les États de Brabant, qu'il ne serait infligé aucun châtiment corporel à Balthazar Liévins, celui-ci fut mis à mort, en vertu d'un jugement rendu par la justice des Provinces Unies.

Néanmoins les gouvernements commencèrent à sentir que leurs moyens de répression contre les attentats qui menaçaient la paix publique seraient souvent impuissants s'ils ne trouvaient pas un appui et un concours dans les gouvernements étrangers, que la certitude d'avoir un asile dans un autre pays était pour le crime un puissant levier, et que la pensée de ne trouver aucun lieu sur la terre où il pût demeurer impuni serait le moyen le plus sûr de le prévenir (2).

(1) Villefort, dans Tr. d'extrad. de la France avec les pays étrangers.

(2) Principe posé par Beccaria.

Aussi les souverains du XVIII^e siècle, sans comprendre les véritables bases de l'extradition, en sentirent toutefois la nécessité.

A la veille de la Révolution, la France avait conclu des conventions d'extradition avec tous les États limitrophes, sauf la Grande-Bretagne, qui pendant longtemps se montrera réfractaire à ces principes nouveaux.

Des conventions d'extradition furent conclues avec les Pays-Bas en 1736 ; le Wurtemberg, le 26 mai 1759 ; l'Espagne, le 29 septembre 1765 ; la Suisse, le 28 mai 1777 ; le Portugal, le 15 juillet 1783.

Il convient d'ajouter à cette liste une série de conventions qui prirent le nom de Cartels, parce qu'elles ne visaient que des cas de désertion. Telles sont les conventions du 11 septembre 1733 avec l'évêque de Bâle, du 7 août 1764 avec la république de Gênes, du 13 mars 1765 avec l'Espagne, du 16 juin 1782 avec la Sardaigne, du 31 décembre 1786 avec la Russie.

En dehors de la France, des conventions liaient le Danemark et la Suède, le Danemark et l'Espagne, l'Espagne et les Pays-Bas (1).

Même à cette époque l'extradition était presque exclusivement réservée aux cas de crimes politiques ou de désertion. C'est là une différence essentielle avec l'extradition telle qu'elle est pratiquée de nos jours. Néanmoins les règles de forme et de procédure posées alors sont

(1) Villefort, *Des traités d'extr. de la France avec les pays étrangers*.

déjà inspirées par les mêmes principes que ceux qui prévalent au XIX^e siècle.

La demande a lieu par voie diplomatique, quelquefois elle se fait directement par les autorités voisines des frontières.

L'État requérant doit fournir la preuve de la condamnation ou de l'accusation qui pèse sur le fugitif.

L'arrestation reste confiée aux autorités du pays requis, c'est-à-dire du pays de refuge.

Enfin, en ce qui concerne spécialement les effets de l'extradition, il était décidé dans le traité avec le Wurtemberg du 26 mai 1753 que les objets saisis avec le fugitif devaient être remis en même temps que sa personne au pays requérant, qu'en outre, les frais devaient être mis à la charge de l'État sur le territoire duquel ils auraient été occasionnés.

L'extradition pouvait entraîner certaines conséquences. Ainsi, d'après le traité du 29 septembre 1765 avec l'Espagne, si l'asile ecclésiastique ne doit pas faire opposer une fin de non-recevoir à une demande d'extradition quand il s'agit de crime de premier ordre, alors même qu'il serait nécessaire d'arracher le malfaiteur de l'église dans laquelle il se serait réfugié, il a pour effet cependant de subordonner l'extradition à la promesse que l'accusé ne sera pas puni de mort (art. 5 du traité) (1).

(1) L'art. 3 du traité de 1765 déclarait crime de 1^{er} ordre : le vol sur les grands chemins, dans les églises et dans les maisons avec fracture ou violence, l'incendie prémédité, l'assassinat, le viol, le rapt, l'empoisonnement prémédité, le faux monnayage et le vol de deniers publics. L'asile ecclési-

Une autre restriction avait également été insérée dans le traité entre la France et le Portugal : la peine de mort ne devait pas être prononcée contre les déserteurs extradés.

Dans la convention qui liait l'Espagne et le Danemark, il était dit que l'esclave extradé, pour le seul fait de désertion, ne pouvait être puni de mort ni mutilé.

Pendant la Révolution, le mouvement que nous avons vu se dessiner d'une façon si apparente au XVIII^e siècle s'est trouvé naturellement ralenti. La pratique même de l'extradition a été suspendue ainsi qu'en témoignent les difficultés survenues entre le gouvernement français et le gouvernement autrichien. Ce dernier avait demandé la remise de 3 employés de la banque de Vienne réfugiés à Huningue après avoir commis un vol. Le tribunal de Huningue crut devoir consulter l'Assemblée constituante : celle-ci déclara refuser l'extradition tant qu'une loi n'aurait pas été votée sur la matière.

Telle est l'origine du projet de loi voté en 1879 par le Sénat et qui ne figure pas encore à l'ordre du jour de la Chambre des députés.

Le droit de l'extradition a été définitivement remis en vigueur dans l'article 20 du traité d'Amiens signé le 25 mars 1802.

« Il est convenu que les parties contractantes, sur les

stique faisait obstacle à l'extradition lorsqu'il s'agissait de crime de 2^e ordre. Ce traité est resté en vigueur jusqu'en 1850. Ce n'est que depuis cette époque que l'asile ecclésiastique a cessé de produire des effets en Espagne dans ses rapports avec la France. P. Bernard, *op. cit.*, p. 391.

réquisitions par elles faites respectivement ou par leurs ministres et officiers dûment autorisés à cet effet, seront tenues de livrer en justice les personnes accusées de meurtre, de falsification, de banqueroute frauduleuse, commis dans la juridiction de la partie requérante, pourvu que cela ne soit fait que lorsque l'évidence des crimes sera si bien constatée que les lois du lieu où l'on découvrira la personne ainsi accusée auraient autorisé sa détention et sa tradition devant la justice au cas que le crime y eût été commis » (1).

Ces principes ne furent pas religieusement observés par les parties contractantes tout au moins dans les années qui suivirent immédiatement la paix d'Amiens. Mais le Congrès de Vienne les remit en honneur, et depuis lors, cette partie du Droit International n'a cessé de progresser, principalement à dater de 1830.

Actuellement, toutes les nations civilisées sont unies entre elles partout un réseau de conventions d'extraditions.

Si, en raison de difficultés de détail relatives notamment aux effets de l'extradition, il n'est pas encore vrai de dire que la justice ne connaisse plus de frontières, on peut du moins affirmer que les criminels ne peuvent plus s'en prévaloir pour réclamer l'impunité.

Le droit d'asile disparaît au fur et à mesure des progrès et de l'extension du droit d'extradition.

(1) Le traité d'Amiens a été conclu entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et la République Batave, et déclaré commun à La Porte. L'Angleterre s'était jusqu'alors toujours montrée hostile aux principes contenus dans l'art. 20 cité.

CHAPITRE III

CARACTÈRES DE L'ACTE D'EXTRADITION

L'extradition est, avons-nous dit, l'acte par lequel un État livre un individu prévenu, accusé ou reconnu coupable d'une infraction commise en dehors de son territoire, à un autre État qui est compétent pour le juger et le punir.

De cette définition, il ressort que l'extradition touche à la fois au droit international et au droit criminel : au droit international, car elle ne peut s'opérer que par le concours de deux volontés également souveraines, celle de l'État requérant et celle de l'État requis ; au droit criminel, car il s'agit de la répression pénale, raison d'être et cause du contrat international. Il est néanmoins certain que l'extradition ne peut être considérée *stricto sensu* comme un acte de poursuite judiciaire. Le but que l'on se propose est bien d'amener le coupable ou celui qui est présumé tel devant la juridiction compétente, mais tandis qu'en matière pénale, les actes de poursuites sont confiés aux officiers de police judiciaire qui ont chacun, dans sa sphère, une compétence déterminée en matière d'extradition,

au contraire, ces magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire ne peuvent agir par eux-mêmes sans outrepasser leurs droits et sont forcés de recourir à l'action gouvernementale. Ils y sont contraints et forcés par la nécessité même des choses, et nous ne croyons pas que l'on puisse donner une raison plus péremptoire de ce caractère de l'extradition, d'être un acte de gouvernement.

Deux souverainetés sont en effet en présence : l'une qui a droit au châtiment du fugitif, l'autre qui a le droit d'empêcher qu'on vienne le saisir chez elle. C'est un conflit qui s'élève et, pour le résoudre, il est nécessaire de recourir à une entente : cet accord international constitue ce que l'on appelle le contrat d'extradition.

L'existence de traités internationaux ou de lois intérieures réglementant certains points de la matière ne saurait faire échec à ces principes.

En effet, en passant un traité, un gouvernement n'abandonne rien de sa souveraineté ; il y a simplement une convention internationale type entre les deux pays qui sert de règle aux conventions à intervenir ultérieurement.

De même, une loi intérieure réglementant les conditions dans lesquelles les conventions diplomatiques devront être acceptées ne saurait davantage enlever à l'extradition son caractère international.

Une loi de cette sorte vient limiter les attributions du pouvoir exécutif, au profit du pouvoir législatif, mais elle

ne diminue en rien la souveraineté internationale de l'État.

Ces principes généralement adoptés ne rencontrent toutefois pas une unanimité absolue dans la doctrine.

M. Paul Bernard a exposé en 1883, dans son *Traité théorique et pratique de l'extradition* (1), un système complet diamétralement opposé aux idées exprimées plus haut.

M. Bernard voudrait faire de l'extradition une mesure purement judiciaire s'exécutant par le seul intermédiaire des magistrats, d'après une loi unique adoptée par tous les peuples.

Le pouvoir législatif s'arrogeant toutes les attributions que possède en France, sur cette matière, le pouvoir exécutif, déterminerait par une loi fixe et immuable, les causes, les conditions, les formes et les effets de l'extradition. L'autorité judiciaire serait chargée de l'application de la loi sans que la diplomatie ait jamais à intervenir. De cette façon, on éliminerait toutes les préoccupations politiques, les lenteurs et les contradictions diplomatiques, l'arbitraire même inhérent à cette dernière voie ; en un mot aucune considération étrangère à la justice ne viendrait plus entraver la poursuite des infractions au delà des frontières.

Ce système évidemment séduisant par la noble idée qui l'inspire, exige pour sa mise en pratique une confor-

(1) Paris, 1883.

mité absolue entre les législations des divers pays. Or il faut, pour arriver à un tel résultat, une entente entre les puissances. Cette idée avait déjà été émise en 1866 par M. Bonafos qui proposait la réunion d'un Congrès international où l'on soumettrait aux grandes puissances l'adoption de règles générales et positives sur l'extradition. Chaque législation interne devrait ensuite s'inspirer de ce règlement général.

Peut-être convient-il de voir dans le projet dressé par M. Bernard un système judiciaire international tel qu'il pourra exister entre certaines puissances dans quelque cent ans, voire dans quelques siècles. L'évolution que l'on peut constater dans la matière qui nous occupe depuis le début de ce siècle peut fort bien se continuer sous l'influence de l'idée de solidarité internationale : aussi ne traitons-nous pas d'utopie la solution proposée par M. Bernard.

Toutefois, il est certain que, longtemps encore, l'extradition ne pourra être abandonnée sans réserve aux autorités judiciaires des différents pays, précisément à cause des différences de législation qui les séparent.

A côté de l'opinion de ceux qui comme M. Bernard voudraient voir dans l'extradition un acte purement judiciaire, se place une théorie qui tend à considérer cet acte comme un acte administratif. Tel est l'avis de M. Billot (1). Dans cette théorie, on repoussa avec juste raison une dis-

(1) *Op. cit.*, p. 303.

linction qui avait été faite entre les extraditions opérées en vertu d'un traité général et celles qui sont consenties en dehors des clauses de ce traité. Les traités d'extradition, a-t-on dit, ont le caractère de lois : « Attendu, déclare la cour de cassation dans un arrêt du 11 août 1841, que les traités ne sont pas de simples actes administratifs, mais qu'ils ont le caractère de lois... » Dans un arrêt du 5 septembre 1845, la cour de cassation a encore davantage précisé cette doctrine : « Les traités d'extradition régulièrement promulgués sont des lois spéciales ».

Si cette distinction était exacte, il en résulterait que les extraditions consenties en dehors de l'existence de tout traité ou en dehors des clauses d'un traité existant ne s'imposeraient pas aux tribunaux de la même manière que celles qui sont opérées en vertu des clauses expresses d'un traité, c'est-à-dire en vertu d'une loi. Nous aurons ultérieurement l'occasion de revenir sur cette question, et nous verrons qu'il n'en est rien (1). Mais les traités diplomatiques ne peuvent en aucune façon être considérés comme des lois. Si en effet la constitution exige que ces actes internationaux soient soumis au vote du parlement, il ne faut pas se tromper aux apparences, et c'est en réalité le pouvoir exécutif qui contracte avec un gouvernement étranger. Le pouvoir législatif n'intervient pas comme législateur, mais comme pouvoir politique associé à l'action gouvernementale (2).

(1) Voir *ultra*, p. 43.

(2) Voir Billot, *op. cit.*, p. 304.

La cour suprême n'a d'ailleurs pas persévéré dans son premier système et sa jurisprudence est fixée actuellement et depuis longtemps déjà dans un tout autre sens. D'après ce nouveau système, les traités d'extradition seraient des actes de haute administration et non des lois (1).

La cour d'assises de la Charente, dans un arrêt du 8 mai 1867, s'exprime ainsi : « Attendu qu'il est de jurisprudence constante que les traités d'extradition, concertés et arrêtés entre la France et les puissances étrangères, sont des actes administratifs ».

Dans ses arrêts des 4 et 25 juillet 1867 (affaires Renneçon-Charpentier et Faure de Montginnot) la cour de cassation a qualifié les traités et conventions d'extradition d' « actes diplomatiques de gouvernement à gouvernement ».

Ce qui paraît acquis par la doctrine et la jurisprudence, c'est que les traités d'extradition ne peuvent être considérés comme des lois, mais comme des actes de haute administration, des actes administratifs, des actes de gouvernement. Entre ces trois termes, auquel donner la préférence ?

Nous croyons, à cet égard, qu'il est rationnel de faire une distinction entre les traités d'extradition et un acte individuel d'extradition.

Cette distinction a été faite par M. Ducrocq dans une

(1) En ce sens, arrêt C. de Cass., 4 mai 1865, aff. Chardon ; arrêt C. d'Ass. Vienne, 3 déc. 1866, aff. Lamirande ; arrêt C. de Cass., 26 juillet 1867, aff. Guérin.

remarquable étude qu'il a publiée dans la *Revue Critique* (1) à la suite d'un arrêt rendu par la cour d'assises de la Vienne le 3 décembre 1866.

Voici quelques-uns des motifs de cet arrêt :

« Attendu en droit, que les traités d'extradition sont des actes de haute administration intervenus entre deux puissances dans un intérêt général de moralité et de sécurité sociales.....

« Attendu que le principe fondamental de la séparation des pouvoirs s'oppose à ce que la justice française puisse s'immiscer dans l'interprétation et l'application des actes de gouvernement qui livrent l'accusé à sa juridiction... »

Dans son commentaire, M. Ducrocq, jetant les bases de tout un système qui a été admis depuis par la jurisprudence, s'exprime ainsi :

« Cet arrêt a très exactement qualifié d'*actes de haute administration* et d'*actes de gouvernement*, d'une part les traités d'extradition et d'autre part les actes d'exécution de ces traités » (2).

Les traités de cette sorte sont en effet des actes de haute administration car ils engagent l'avenir, ils ont un certain caractère réglementaire international, en ce sens qu'une infraction aux termes d'un traité peut constituer un *casus belli*.

D'autre part, l'acte par lequel un gouvernement livre

(1) *Revue critique*, 1867.

(2) Ducrocq, *op. cit.*, p. 53.

un individu prévenu, accusé ou condamné dans un autre pays, constitue — qu'il y ait eu traité préalable ou non — un acte de gouvernement et non un acte administratif.

« Le gouvernement est la portion du pouvoir exécutif qui a mission de diriger le pays dans les voies de son développement intérieur et de ses *relations extérieures*, tandis que l'administration en est le complément et l'action vitale. » Ainsi s'exprime M. Ducrocq dans la dernière édition de son Cours de droit administratif (1).

« L'action diplomatique, sous quelque forme qu'elle se manifeste, rentre dans les attributions *gouvernementales* du pouvoir exécutif et non dans ses attributions *administratives*, dit M. Laferrière dans son Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux (2). En effet, continue-t-il, les pouvoirs d'administration de chaque État expirent à sa frontière. Au delà, les rapports qui s'établissent entre les puissances, les conventions qui se forment, les décisions que prend chaque partie contractante pour en assurer l'exécution, sont des actes politiques et de gouvernement, qui échappent par leur nature à la censure et au contrôle de toute juridiction. »

Il est bien certain que la demande d'extradition, adressée à un gouvernement étranger, peut éveiller des susceptibilités, provoquer des résistances ou des demandes reconventionnelles qui risquent de troubler la bonne intelligence, la paix même des États. Le gouvernement a

(1) Tome I^{er}, n^o 32

(2) Tome II, p. 46

le droit d'apprécier souverainement non seulement la valeur des griefs, mais encore l'opportunité diplomatique de la réclamation, et le plus ou moins d'insistance qu'il convient d'y apporter. Qu'il s'agisse de traités ou d'actes d'extradition, la qualification importe peu, nous sommes en présence d'actes gouvernementaux qui engagent la responsabilité du pouvoir exécutif, non pas vis-à-vis des particuliers, c'est-à-dire dans le domaine du droit privé, mais vis-à-vis des gouvernements étrangers ou des Chambres, c'est-à-dire dans le domaine du droit public.

Les conséquences de ces principes fondamentaux en la matière sont nombreuses et importantes, et nous aurons l'occasion de les développer dans le cours de cette étude. Signalons une de ces conséquences immédiatement pour ne plus y revenir.

L'extradition étant un acte de gouvernement, c'est l'administration qui est chargée d'y procéder et, comme le seul mode de communication régulier entre les gouvernements est la voie diplomatique, c'est cette voie qui devra être employée.

Dans un rapport adressé par M. L. Renault à l'Institut de Droit international, réuni à Oxford en 1880, il est dit (1) :

« Nous pensons qu'il y aurait de grands inconvénients sans avantages sérieux à changer la règle actuellement suivie. L'extradition soulève des questions délicates

(1) *Annuaire de l'Institut de Droit international*, 1881-82, p. 90.

soit en droit, soit en fait, qui ne peuvent être résolues que par le gouvernement, qui dispose des moyens d'information et qui a la responsabilité ; autrement, il serait exposé à être compromis par le zèle intempestif d'un magistrat. Maintenons donc comme bonne la règle actuelle qui exige l'emploi de la voie diplomatique pour l'extradition ».

Le Congrès d'Oxford entra complètement dans ces vues en adoptant un projet de résolutions dont l'article 18 était ainsi conçu : « L'extradition doit avoir lieu par voie diplomatique (1). »

(1) Il y a 2 cas, où généralement la voie diplomatique n'est pas requise : l'extradition de marins déserteurs et l'extradition entre colonies de deux puissances différentes.

CHAPITRE IV

EFFETS DE L'EXTRADITION QUANT AU POUVOIR EXÉCUTIF DU PAYS REQUÉRANT

Dans cette étude, nous nous plaçons dans l'hypothèse où l'extradition est un fait accompli, c'est-à-dire que nous ne voulons pas discuter comment la demande d'extradition a été provoquée dans l'État requérant, comment on a procédé à l'arrestation provisoire de l'extradé dans l'État requis, ni par quelle procédure ce dernier est passé pour livrer l'individu réclamé. Nous supposons au contraire cette livraison faite, nous nous plaçons au moment où l'extradé écroué dans un lieu de détention du pays requérant est à la disposition des magistrats compétents pour le poursuivre et le juger.

Que doit faire, dans ces conditions, le Pouvoir exécutif du pays requérant ? Incontestablement respecter les termes du contrat intervenu entre lui et le gouvernement du pays de refuge. Or, pour interpréter ce contrat, il convient de s'en référer à l'intervention des parties. Le gouvernement requis livre l'individu réclamé au gouvernement requérant à la charge par celui-ci de prouver :

l'identité du fugitif, sa nationalité et sa condition, la condamnation ou l'accusation dont il est l'objet, la nature de l'infraction, la compétence du pouvoir poursuivant.

Ce sont là des questions de pure forme à part les preuves qui concernent la condamnation ou l'accusation et la nature du fait incriminé.

Lorsque ces dernières preuves sont fournies, le gouvernement requis possède tous les éléments qui lui permettent de voir s'il ne convient pas de faire fléchir la règle de l'asile en ce qui concerne l'individu réclamé, en considérant que ce dernier s'est rendu l'auteur de telle ou telle infraction. Se ralliant à la règle « *locus regit actum* », le gouvernement du pays de refuge donne au gouvernement de la société dont l'ordre a été troublé par le délit dont il s'agit les moyens nécessaires pour poursuivre la réparation de ce trouble social. Ce n'est donc pas un individu X ou Y qui est livré, mais bien l'auteur de telle infraction dont la nature et l'importance sont les motifs déterminants du gouvernement contractant.

Aussi, doit-on considérer qu'en règle générale, le gouvernement du pays requérant s'oblige en vertu même du contrat d'extradition, à ne poursuivre l'extradé qu'à raison des faits qui ont motivé le consentement du pays requis, s'il s'agit d'un prévenu ou d'un accusé ; ou à ne faire subir à ce même extradé que la condamnation prononcée pour les faits qui ont été portés à la connaissance du pays requis, s'il s'agit d'un condamné.

Telle est la justification théorique du principe qui a été appelé : l'effet limitatif ou plus exactement la spécialité de l'extradition.

C'est le système qui a été admis en France par la chancellerie dès 1841. Voici en effet comment s'exprimait le garde des sceaux de cette époque dans une circulaire ministérielle :

« Du principe que l'extradition ne peut être accordée pour délit, il résulte que si un individu qui a commis un crime en France est livré au gouvernement français pour être jugé sur ce fait, et qu'en même temps, il soit prévenu d'un délit, il ne doit pas être jugé pour ce délit.

« Comme les actes d'extradition sont non seulement personnels à celui qu'on livre, mais qu'ils énoncent en outre le fait qui donne lieu à extradition, l'individu qu'on a livré ne peut être jugé que pour ce fait. »

Il convient de remarquer qu'en 1841 l'extradition n'était accordée que pour des crimes ; mais si les traités ont été modifiés depuis, les principes sont restés les mêmes et ont été consacrés de nouveau dans les circulaires du 3 décembre 1866 (aff. Lamirande) et du 30 juillet 1872.

Enfin, la jurisprudence elle-même a consacré ce système quoiqu'il ne soit pas de nature à satisfaire tous les intérêts de la justice.

La Cour de Paris par un arrêt du 9 mai 1882 (1) a eu

(1) Sirey, 83-2-16.

en effet l'occasion d'examiner cette question dans les circonstances suivantes :

Par ordonnance du juge d'instruction en date du 17 février 1882, Teyssier des Farges fut renvoyé devant le tribunal correctionnel de la Seine sous l'inculpation d'escroquerie ; antérieurement et pour d'autres actes délictueux il avait été poursuivi devant le tribunal correctionnel de Reims. S'étant enfui en Angleterre, il fut extradé mais pour être jugé seulement sur les faits ayant donné lieu à la poursuite devant le tribunal de Reims. A raison de ces faits, il fut condamné à 15 mois d'emprisonnement. Pendant qu'il subissait cette peine à Mazas, il fut assigné pour être jugé sur les faits d'escroquerie poursuivis devant le tribunal de la Seine : étant considéré comme absent du territoire français, il fut assigné au parquet.

Le tribunal correctionnel par jugement du 28 mars 1882 déclara cette assignation nulle et non avenue par ce motif que, au moment où elle avait été donnée, la résidence de Teyssier des Farges était connue, de sorte que l'assignation aurait dû lui être délivrée en personne. La cour de Paris a réformé cette décision par arrêt du 9 mai 1882 ; elle fait remarquer avec raison que le tribunal a méconnu une règle constamment suivie en France et d'après laquelle les effets de l'extradition se limitent strictement aux faits pour lesquels elle a été accordée. La conséquence est que pour les griefs, sur lesquels l'extradition n'a pas porté, l'extradé doit être considéré comme absent du territoire français et comme continuant à résider sur le territoire étranger.

« La justice française ne peut pas profiter de sa présence en France résultant d'une extradition limitée pour le faire assigner et juger comme présent relativement à des faits non compris dans le contrat d'extradition. Elle a toutefois le droit de poursuivre ces délits mais à la condition de considérer, quant à eux, le prévenu comme non extradé, c'est-à-dire comme défaillant ».

La cour de cassation a admis cette opinion, mais n'en a pas conclu que Teyssier des Farges devait être assigné au parquet; elle a décidé que, étant assigné en personne à son domicile, le prévenu pouvait néanmoins faire défaut et que le principe de la spécialité de l'extradition était respecté.

L'acte anglais de 1870 dans son article 2 consacre également ce principe. Enfin le projet de loi français voté par le Sénat dispose dans son article 4 : « L'extradition ne sera demandée ou accordée qu'à condition que l'individu extradé ne sera ni poursuivi ni jugé pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition. » Une clause analogue a d'ailleurs été insérée dans la plupart des traités conclus par la France avec les pays étrangers, de sorte qu'en pratique il ne peut guère s'élever de difficultés relativement à cette règle.

Une théorie partant d'un principe contraire a cependant été soutenue par les États-Unis en 1875, dans un débat avec l'Angleterre.

La question qui avait donné lieu à cette discussion retentissante entre ces deux pays dont les législations s'ins-

pirent des mêmes principes peut se résumer de la façon suivante (1) :

Lawrence (réfugié en territoire britannique et extradé) pouvait-il être mis en jugement aux États-Unis pour des faits dont il n'avait pas été parlé en Angleterre quand son extradition avait été demandée et accordée ?

L'Angleterre disait *non* ; les États-Unis prétendaient au contraire que l'État auquel un délinquant a été livré ne contracte qu'une obligation : celle de le juger pour le fait à raison duquel l'extradition a été accordée. En d'autres termes, dans cette doctrine, ce n'est plus, ainsi que nous avons essayé de l'établir plus haut, l'auteur de telle ou telle infraction qui est livré, mais toute la personnalité morale d'un individu qui est abandonnée aux tribunaux de l'État requérant.

Assurément, c'est là une conception de la justice infiniment plus élevée que la précédente ; en se plaçant au point de vue moral et spéculatif, on ne peut s'empêcher de trouver étrange qu'un individu qui s'est rendu coupable dans un pays de nombreuses infractions diverses en gravité puisse, par la fuite en pays étranger, acquérir le droit exorbitant de n'être jugé que pour un certain nombre d'entre elles, et d'être assuré de l'impunité absolue pour les autres. Dans l'espèce qui nous occupe, Lawrence avait commis des faux et des fraudes au préjudice de la douane américaine. Ayant été extradé pour le crime de faux, il prétendit ne

(1) Déjardins, *Bulletin de la Société de législation comparée*.

pouvoir être poursuivi pour les fraudes qu'il avait commises et qui avaient entraîné pour le Trésor fédéral un préjudice de plusieurs millions de dollars.

La prétention de l'Angleterre avait nécessairement pour conséquence de consacrer une véritable iniquité, et cependant, elle s'inspirait des véritables principes de la matière.

Nous sommes en effet en présence d'un contrat international passé par voie diplomatique et qui part de ce principe faux et injuste : l'individu jouit dans le pays de refuge du droit d'asile. C'est bien là le principe qui domine la matière de l'extradition telle qu'elle est actuellement pratiquée, puisqu'il faut des conventions expresses et formelles pour y déroger. Il est logique d'interpréter ces conventions *stricto sensu* et il est naturel que parfois on puisse se trouver en face d'iniquités comme celle qui a donné lieu au débat irritant entre l'Angleterre et les États-Unis. Il en sera ainsi tant que les États ne consacreront pas le principe contraire au droit d'asile et tant que l'extradition ne sera pas pratiquée par voie exclusivement judiciaire.

Il est possible que cela soit d'une réalisation lointaine encore et il est certain que ce système ne saurait être appliqué dans l'état actuel des relations internationales. Il nous suffit de constater que les prétentions si morales du gouvernement américain sont inadmissibles et illogiques avec le droit conventionnel en vigueur et que, si elles sont soutenues sans réserve et jusqu'au bout, elles aboutissent à un résultat diamétralement opposé à celui qu'on voulait

atteindre, à la rupture complète des relations d'extradition entre les deux pays, c'est-à-dire pour le coupable à une impunité encore mieux assurée et plus complète que celle que l'on voulait précisément éviter. N'y a-t-il pas là des motifs suffisants pour écarter la théorie du gouvernement américain et pour déclarer, en se plaçant à un point de vue purement positif, que l'effet limitatif de l'extradition est une conséquence naturelle et forcée de cette sorte de *modus vivendi* que l'on appelle le droit conventionnel de cette matière. Ce *modus vivendi* n'est certes pas parfait, il est en tout cas bien préférable à la pratique absolue du droit d'asile.

Le gouvernement belge s'est rallié pendant un certain temps à un troisième système intermédiaire. L'État requérant pouvait faire juger l'extradé sur tous les faits qui ont été reconnus passibles d'extradition, par la convention générale, à moins qu'il ne s'agisse d'un fait expressément réservé par la convention spéciale d'extradition.

L'article 6 de la loi belge du 13 novembre 1833 sur l'extradition était ainsi conçu : « Il est expressément stipulé que l'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, pour aucun fait connexe à un semblable délit ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la convention. »

D'après ce système, l'extradé pouvait donc être poursuivi pour des faits autres que ceux qui avaient motivé l'extradition, pourvu que cette nouvelle incrimination soit

expressément prévue au traité. Toutefois cette extension de l'extradition n'était possible qu'à la condition qu'il ne s'agisse ni d'un délit politique ni d'un fait pour lequel le gouvernement requis aurait fait ses réserves. Ce système qui a été consacré dans quelques-uns des traités passés par le gouvernement français (1) a été abandonné par le gouvernement belge lui-même depuis 1874. Le traité du 13 mars 1874 avec la Suisse consacre en effet de la manière la plus formelle la doctrine de l'interprétation restrictive adoptée généralement en France.

Nous avons exposé plus haut pour quelles raisons nous avons cru donner la préférence à ce dernier système et quelles objections fondamentales on pouvait faire à celui de l'interprétation la plus extensive que le gouvernement américain a tenté, mais en vain, de défendre. Disons en quelques mots les motifs qui paraissent devoir faire repousser le système adopté par le gouvernement belge de 1833 à 1874.

En réalité ce système est hybride et manque totalement de logique. Il est hybride car il tente une conciliation entre les deux systèmes extrêmes ; il est illogique, car il présume le consentement du gouvernement requis dans certains cas, et ne permet pas cette présomption dans d'autres, sans qu'il existe de raison pour faire cette distinction. Il est établi en effet que, en l'absence de tout traité ou en dehors des clauses d'un traité existant, un

(1) Les traités avec Lippe (11 avril 1854), Lubeck (31 août 1847), Luxembourg (12 sept. 1875), Mecklenbourg (10 février 1847).

gouvernement a le droit d'accorder l'extradition d'un individu, s'il estime qu'il soit de bonne politique de le faire vis-à-vis du gouvernement requis (1).

La pratique de ces extraditions qui dépassent les termes d'un traité s'est multipliée en France depuis ces dernières années et a donné lieu à des « déclarations de réciprocité ». En vertu d'une déclaration de ce genre, deux gouvernements s'engagent à se livrer mutuellement les auteurs de telle infraction qui n'était pas prévue au traité ; en d'autres termes, on étend par ce moyen la liste des délits qui peuvent donner lieu à extradition entre les deux pays. Or le système belge ne tient aucunement compte de ces infractions et ne permet pas de présumer pour celles-ci le consentement du gouvernement requis.

En outre, ce système présente un autre inconvénient autrement grave. Le gouvernement requérant, dit-on, peut poursuivre le fugitif pour une infraction prévue dans le traité mais non mentionnée dans la demande. Or cette demande est toujours dans le pays requis l'objet d'un examen attentif, soit de la part de l'autorité judiciaire comme en Angleterre, soit de la part de l'autorité administrative comme en France, soit des deux concurremment comme en Belgique. Si cet examen minutieux est nécessaire, afin d'éviter l'arbitraire, pour les faits qui sont compris dans la demande, comment en serait-il autrement pour des faits qui n'y sont pas compris et à raison desquels l'extradé

(1) Voir Billot, *op. cit.*, et l'étude savante de M. Herbaux (*Journal de Droit international privé*, 1893) sur les « déclarations de réciprocité ».

pourrait dans cette opinion être poursuivi ? Il y a là plus qu'une contradiction, mais un véritable illogisme.

Enfin si l'extradé est poursuivi pour des faits qui n'ont pas spécialement motivé son extradition, il va se trouver seul avec son défenseur pour discuter la question avec le pouvoir poursuivant. Le gouvernement requis ne connaît pas en effet officiellement ces nouvelles poursuites pour lesquelles on n'a pas demandé son consentement et qui ne lui ont pas été notifiées : son intervention soulèverait donc de nouvelles difficultés. Nous aurons l'occasion plus loin d'examiner la question de savoir si un extradé peut opposer une exception tirée des conditions dans lesquelles son extradition a été obtenue. Il suffira de faire remarquer dès à présent que cette question est loin d'être toujours résolue dans le sens de l'affirmative, et qu'un système qui favorise la naissance de semblables difficultés doit être éliminé.

L'incrimination d'un fait est toujours chose très délicate ; le système belge et le système américain laissent ce soin au gouvernement requérant uniquement ; le système français de l'interprétation restrictive donne à cet égard un droit de contrôle au gouvernement requis, c'est ce système qui a toutes nos préférences.

Il est à remarquer que le principe de la spécialité de l'extradition n'est pas consacré législativement dans tous les pays qui pourtant ont une législation spéciale sur l'extradition. C'est ainsi que la loi belge du 15 mars 1874 est muette à cet égard ; il en est de même du nouveau Code

pénal italien de 1889, dont l'art. 9 est relatif à la matière de l'extradition.

L'art. 7 de la loi néerlandaise du 6 avril 1875 consacre le système qui a été admis par la Belgique jusqu'en 1874 : il est ainsi conçu : « L'extradition ne sera accordée qu'à la condition que l'individu extradé ne sera ni poursuivi ni puni pour une infraction qui ne serait pas mentionnée dans le traité et qui aurait été commise avant son extradition, à moins qu'il n'ait eu pendant un mois après son extradition la faculté de quitter le pays. »

L'art. 7 de la loi fédérale suisse du 22 janvier 1892 est moins large et consacre la théorie de la stricte spécialité : « L'extradition sera toujours subordonnée à la condition que l'extradé ne sera ni poursuivi ni puni pour les infractions qu'il pourrait avoir commises antérieurement à la demande, autres que celle qui a donné lieu à l'extradition et les infractions connexes à celle-ci, à moins toutefois que l'extradé et, le cas échéant, son défenseur ou conseil, n'y consentent expressément ou que le premier ayant eu, pendant un mois, depuis son élargissement définitif, la faculté de quitter le territoire de l'État requérant, n'ait pas usé de cette faculté. »

Enfin la législation anglaise consacre les mêmes principes sans parler toutefois du consentement de l'extradé.

L'art. 3, § 2 de l'acte du 9 août 1870 est ainsi conçu : « Les fugitifs ne seront livrés par le gouvernement anglais que s'il est admis par la législation de l'État qui demande l'extradition ou réglé par le traité, que les individus ex-

tradés ne pourront être détenus et poursuivis avant leur retour en Angleterre, pour un acte coupable, commis avant leur extradition, autre que celui qui a motivé l'extradition. »

L'art. 19 de la même loi est relatif à l'hypothèse où le gouvernement anglais est requérant et établit de nouveau le principe de la spécialité tant que le fugitif ne retourne pas sur le territoire du pays requis. (Voir dans le même sens les art. 22 et 23 de la loi canadienne du 28 avril 1877).

— Nous avons supposé jusqu'ici qu'il s'agissait de l'extradition d'un prévenu ou d'un accusé, il convient maintenant d'examiner quel est le rôle du pouvoir exécutif une fois l'extradition accordée, si cette mesure concerne un individu déjà condamné définitivement (1).

Il faut se placer dans l'hypothèse où le condamné a été extradé sous la réserve qu'il subira seulement la peine afférente à l'infraction qui motive l'extradition.

Il peut se faire que, dans la convention spéciale en vertu de laquelle l'extradition est effectuée, il soit stipulé qu'après l'exécution de sa condamnation, l'extradé soit remis dans la situation où il était auparavant, c'est-à-dire reconduit à la frontière. Dans ce cas, cette mesure sera prise par l'autorité administrative seule compétente.

Cette mesure pourra être prise en dehors de toute sti-

(1) Si la condamnation qui a été prononcée par défaut n'est pas définitive, l'extradé aura le droit de faire opposition et d'être jugé à nouveau, il sera donc dans la situation d'un prévenu.

pulation s'il s'agit d'un national, un arrêté d'expulsion ne peut être pris contre lui, il doit donc être mis en liberté purement et simplement. Mais s'il est libre, il va être sous le coup de nouvelles poursuites, à raison des chefs réservés par l'acte d'extradition, et sa situation sera exactement la même que s'il n'avait jamais eu à invoquer la protection du gouvernement du pays de refuge.

La pratique a remédié à cet inconvénient. On notifie à l'extradé libéré qu'il a un mois à partir de son élargissement définitif pour quitter le territoire du pays requérant ; passé ce délai il est considéré comme soumis sans réserve à l'application des lois de la nation requérante à raison d'un fait quelconque antérieur à l'extradition et différent de l'infraction qui a motivé cette mesure.

Cette solution a été consacrée dans les traités les plus récents, notamment dans l'art. 5 du nouveau traité entre la France et les Pays-Bas, ratifié le 19 avril 1898 (*Journal Officiel* du 23 avril) et l'art. 5 de la convention avec la République de Libéria ratifiée le 28 février 1899 (*Journal Officiel* du 7 mars 1899) (1).

(1) Cette convention a été signée le 5 juillet 1897.

CHAPITRE V

EFFETS DE L'EXTRADITION QUANT AUX POUVOIRS DE L'AUTORITÉ JUDICIAIRE

§ 1^{er}. — L'autorité judiciaire doit appliquer l'acte d'extradition.

Dans la plupart des États et en particulier en France, le législateur s'est constamment appliqué à donner à la justice pénale les moyens d'action les plus étendus. Le maintien de l'ordre moral dans une société est en effet la première condition de sa vie régulière et il importe avant tout qu'aucun obstacle ne vienne retarder le fonctionnement des tribunaux de répression. C'est ainsi que l'on explique l'adage : « le criminel tient le civil en état » ; c'est également la même idée qui a inspiré les auteurs de l'ordonnance de 1828 sur les conflits. D'après cette ordonnance le conflit est interdit en matière criminelle et n'est autorisé en matière correctionnelle que dans des cas déterminés (1).

(1) En matière de comptabilité publique, lorsqu'un comptable a commis un délit ou un crime dans l'exercice de ses fonctions, la poursuite pénale est toujours exercée avant l'apurement du compte par la Cour des Comptes ou le Conseil de préfecture.

C'est donc une idée fondamentale de notre législation d'écarter toutes les entraves qui peuvent retarder la marche d'une instance pénale, afin que la justice soit prompte et partant efficace.

Néanmoins, en matière d'extradition, nous voyons des limites apportées aux pouvoirs des magistrats.

Nous avons déjà établi dans le chapitre précédent comment le gouvernement de l'État requérant est tenu de respecter les conditions que l'État requis a pu lui imposer pour prix de l'extradition consentie. La poursuite doit donc être limitée aux cas prévus par l'acte même de l'extradition, et à cet égard, par suite de la hiérarchie qui est organisée entre les officiers du Ministère public dont le chef est le Garde des Sceaux politiquement responsable, il est toujours facile d'observer ces conditions. Mais il n'en est plus de même lorsqu'une juridiction indépendante est saisie et que le gouvernement requérant qui s'est engagé vis-à-vis de l'étranger n'a plus aucun moyen d'action par la voie hiérarchique.

Le juge a devant lui un inculpé qui a à répondre de plusieurs infractions, et qui cependant n'a été extradé qu'à raison d'une seule d'entre elles, à l'exclusion des autres : devra-t-il méconnaître la loi qui lui donne une compétence sans réserve, et observer l'acte ou le traité d'extradition qui cependant, nous l'avons démontré, n'est pas une loi — ou devra-t-il donner satisfaction à toutes les nécessités de la répression ainsi que la morale semblerait l'exiger, en violant l'acte d'extradition au risque d'entraîner des difficultés diplomatiques les plus graves ?

La doctrine et la jurisprudence sont généralement d'accord pour repousser cette dernière alternative et pour déclarer que l'autorité judiciaire doit appliquer l'acte d'extradition.

La Cour de cassation après avoir déclaré qu'un traité d'extradition était une loi capable, par conséquent, de modifier la compétence des tribunaux, s'est rapprochée des vrais principes en 1851 (1) et a déclaré le 4 mai 1865 que les traités sont des actes de haute administration, échappant à toute appréciation et à tout contrôle des tribunaux.

M. Billot adopte le même système dans le commentaire suivant :

« Ce n'est pas comme lois que les tribunaux doivent appliquer les conventions d'extradition. Il faut chercher dans un autre ordre d'idées les fondements de l'obligation qui s'impose au pouvoir judiciaire.

« Cette obligation dérive uniquement du principe de la séparation des pouvoirs.

« Montesquieu, auquel il faut toujours recourir en pareille matière, a nettement limité le domaine des trois sortes de puissances qui se rencontrent dans chaque État : la puissance législative, la puissance exécutive et la puissance de juger. « Par la première, le prince ou le magistrat fait des lois pour un temps ou pour toujours, et corrige ou abroge celles qui sont faites. Par la seconde,

(1) Arrêt du 18 juillet 1851.

il fait la paix ou la guerre, envoie ou reçoit les ambassades, établit la sûreté, prévient les invasions. Par la troisième, il punit les crimes ou juge les différends des particuliers. »

Le droit de faire la paix ou la guerre, d'envoyer des ambassades, d'établir la sûreté et de prévenir les invasions, a pour corollaire le droit de conclure des traités et d'édicter les prescriptions nécessaires au maintien de l'ordre. Voilà donc le pouvoir exécutif armé, dans des limites qui varient selon le régime constitutionnel de chaque peuple, du droit de faire certains actes, qui obligent la nation tout entière ou les particuliers. A ce point de vue, ces actes se rapprochent de ceux qui émanent du pouvoir législatif, c'est-à-dire des lois et doivent être observés comme elles (1).

De ce que les actes du pouvoir exécutif sont réguliers, il s'ensuit que le pouvoir judiciaire doit en reconnaître l'existence et en assurer l'observation.

Rien n'est plus exact et nous devons considérer, comme un point définitivement acquis, qu'une extradition régulière doit être appliquée par les tribunaux.

Il ne s'ensuit pas, ainsi que cela pourrait résulter de certains commentaires assurément erronés, que la compétence des tribunaux puisse être modifiée par une convention d'extradition. Les lois sur la compétence sont d'ordre public, et un acte d'administration ou de gouvernement ne peut y déroger. La règle de la spécialité n'entraîne

(1) Billot, *op. cit.*, p. 305.

d'effets qu'en fait, mais non en droit. C'est uniquement pour se ménager de bonnes relations diplomatiques, pour observer les règles de convenance internationale, que le pays requérant s'oblige à ne mettre en jugement un extradé qu'à raison de certains faits ; mais la compétence du tribunal n'est en rien modifiée.

En conséquence, un extradé pourra être jugé par défaut ou par contumace sur les chefs de prévention ou d'accusation réservés ; de même, si la poursuite contradictoire est interdite, elle ne peut l'être perpétuellement, et nous verrons plus loin que sous certaines conditions qui permettent de présumer ou le consentement du pays requis ou celui du fugitif, ce dernier peut être jugé contradictoirement précisément à propos de faits délictuels qui n'avaient pu jusqu'alors donner lieu qu'à une décision par défaut.

Si donc les tribunaux doivent appliquer les conventions d'extradition et cette application constitue un certain obstacle à l'exercice de la justice, néanmoins, cet obstacle n'est pas absolu, puisque la poursuite peut toujours être exercée par défaut et que parfois elle peut redevenir libre.

Mais il faut aller plus loin et décider que le tribunal compétent, investi légalement du droit de juger le malfaiteur en suite du renvoi de cet individu devant sa juridiction, doit présumer que l'extradition du fugitif a été régulière de la part du gouvernement qui l'a livré et qu'il ne saurait *a priori* émettre le moindre doute à cet égard (1).

(2) En ce sens. P. Fiore, *op. cit.*, n° 450.

Contra. Un amendement de M. Griffe, adopté par le Sénat français et

Nous croyons pouvoir démontrer sans peine que dans le cas où l'extradé soutiendrait devant la juridiction du pays requérant l'irrégularité de l'acte d'extradition, cet acte s'imposerait quand même à la juridiction sans qu'elle ait le pouvoir d'apprécier, d'accumuler, ou d'interpréter la convention d'extradition.

§ 2. — Incompétence des tribunaux pour apprécier, annuler ou interpréter les conventions d'extradition.

Après les explications qui ont été fournies à propos de l'examen des caractères des conventions d'extradition, la question de savoir si les tribunaux de l'ordre judiciaire sont compétents pour apprécier, annuler ou interpréter ces conventions, se résout pour ainsi dire d'elle-même.

Sans examiner si le tribunal est appelé par la défense à considérer la régularité de l'extradition, ou si au contraire il prétend le faire d'office, nous maintenons qu'en

intercalé dans le projet de loi sur l'extradition, consacre le système contraire dans les art. 5, 6, 7.

Art. 5. — L'extradition obtenue par le gouvernement français est nulle si elle est intervenue contrairement aux dispositions de la présente loi. La nullité est prononcée par les tribunaux saisis de la prévention ou de l'accusation.

Art. 6. — Les mêmes Tribunaux sont juges de la qualification donnée aux faits motivant la demande d'extradition.

Art. 7. — Dans le cas où l'extradition est annulée, le prévenu ou l'accusé, s'il n'est pas réclamé par le gouvernement requis, est mis en liberté et ne peut être repris que si dans les 30 jours qui suivent cette mise en liberté, il est arrêté sur le territoire français.

(On a certainement voulu dire : après les 30 jours.)

aucun cas il n'a le droit de procéder à l'appréciation, à l'interprétation ou encore moins à l'annulation d'un acte auquel nous avons reconnu un caractère gouvernemental.

La séparation des autorités administratives et judiciaires est un principe qui a été non seulement proclamé par la philosophie politique, mais qui a été consacré à plusieurs reprises par des formules précises du droit écrit.

La loi des 16-24 août 1790 (titre II, art. 13) dispose « que les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler de quelque manière que ce soit les opérations des corps administratifs. »

La Constitution du 3 septembre 1791 (titre III, chap. v, art. 3.) défend aux tribunaux d'entreprendre sur les fonctions administratives. Le décret du 16 fructidor an III porte expressément : « Défenses itératives sont faites aux tribunaux de connaître des actes d'administration de quelque espèce qu'ils soient, aux peines de droit. » Enfin les articles 127, 128 et suivants du code pénal édictent les peines applicables aux infractions commises contre les prescriptions qui viennent d'être citées et qui n'ont pas cessé d'être en vigueur.

« Les conséquences les plus naturelles et les plus incontestables du principe de la séparation de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire, dit M. Ducrocq (1), sont que cette dernière autorité doit s'abstenir : 1° d'annuler et même de censurer les actes administratifs :

(1) *Théorie de l'extradition*, p. 55.

2° d'en apprécier la légalité et la régularité; 3° d'en apprécier le sens et la portée, c'est-à-dire de les interpréter.

« Faire l'une de ces trois choses serait de la part de l'autorité judiciaire commettre une violation flagrante du principe de la séparation et des textes qui le consacrent.

« Annuler un acte administratif ce serait à la fois troubler les opérations de l'administration, entreprendre sur les fonctions administratives et connaître des actes administratifs, toutes choses que prohibent expressément les trois textes de 1790, 1791 et de l'an III.

« Apprécier la légalité d'un acte administratif, pour arriver à l'annuler ou même seulement à le blâmer, serait tendre aux mêmes fins et produire un trouble non moins grand, une égale atteinte à l'indépendance nécessaire à l'administration du pays.

« Enfin la faculté d'interpréter les actes de l'administration, pourrait trop facilement servir de prétexte à l'effet d'en dénaturer l'esprit et la portée, pour qu'elle ne soit pas considérée comme constituant une entreprise interdite à l'autorité judiciaire par les textes qui la séparent de l'autorité administrative appartenant dans sa plénitude au pouvoir exécutif. »

Tel est également l'avis de M. Faustin Hélie qui cependant, en cette matière, pousse très loin les droits de l'extradé (1).

(1) Faustin Hélie, *Traité de l'Inst. crim.*, t. II, p. 216.

M. Billot adopte la même solution dans son *Traité de l'extradition* (1).

La jurisprudence s'est enfin prononcée également dans le même sens. Il est intéressant de relater un arrêt de la cour de Paris (Chambre correctionnelle), rendu le 20 juin 1883 sur appel d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine en date du 12 juin 1883 (8^e ch.) (2).

A la suite d'une tentative de fondation de colonie à Port-Breton (Océanie), M. de Rays, qui avait réussi à réunir un certain capital et à déterminer un certain nombre de gens à se rendre en Océanie, a été traduit en police correctionnelle, avec d'autres prévenus sous prévention d'escroquerie, d'infraction à la loi sur les émigrants et d'homicide par imprudence.

M. de Rays s'était réfugié à Barcelone. L'Espagne l'a extradé sur la réquisition de la France. M. de Rays a prétendu que cette extradition était irrégulière et entraînait la nullité de la procédure qui l'avait suivie.

Dans les conclusions qui ont été prises en son nom par M^e Vermont, on peut relever quelques attendus intéressants :

« ... Attendu, au surplus, que toute la procédure suivie pour l'extradition est nulle ;

Qu'en effet l'article 5 du traité international d'extradition dit en termes formels qu'il est nécessaire pour obtenir une extradition de produire un mandat d'arrêt

(1) P. 327 et suiv.

(2) *Journal de Droit international privé*, 1883, p. 507.

régulier et d'indiquer la copie du texte de la loi pénale applicable ;

Que le texte de l'acte d'extradition n'est même pas connu du tribunal et ne se trouve pas dans le dossier ;

Que la copie irrégulière non datée, non signée qu'on y rencontre ne porte la citation d'aucun texte :

Que l'acte initial de la procédure d'extradition étant nul vicie tout ce qui a-suivi ;

Par ces motifs, plaise au tribunal déclarer nulle la poursuite dirigée contre M. le marquis de Rays et ordonner sa mise en liberté sans dépens. »

Le tribunal, conformément à l'avis du ministère public, a rendu un jugement d'où nous extrayons ce qui suit :

« Le tribunal :

... Sur la nullité de l'extradition en ce que les formalités prescrites par le traité intervenu entre la France et l'Espagne n'auraient pas été exactement accomplies ;

Attendu qu'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire de s'immiscer dans l'examen des conditions et circonstances dans lesquelles une extradition a été accordée ;

Qu'en tout cas, l'extradé est sans qualité pour exciper de l'irrégularité de l'extradition... etc... »

On ne peut mieux exprimer en aussi peu de mots la doctrine que nous défendons.

Il ne peut y avoir de doute à cet égard dans l'état actuel de notre droit ; l'extradition est une mesure essentiellement administrative et gouvernementale : « *Cujus est con-*

dere ejusdem est interpretari ». En France, les tribunaux judiciaires sont chargés d'appliquer la loi, mais ils ne sauraient se prononcer sur la validité ou l'interprétation d'un acte qui n'est prévu par aucune loi. Il n'en est pas de même dans les pays comme l'Angleterre et la Belgique où matière de l'extradition a fait l'objet d'une loi spéciale qui consacre la compétence des tribunaux judiciaires ; mais il n'y a rien de semblable dans notre pays où l'extradition est encore laissée à la discrétion du gouvernement.

Cette raison serait de nature à faire hâter le vote du projet de loi adopté par le Sénat français en 1878.

D'après un amendement déposé par M. Griffe au cours de la discussion de ce projet, les tribunaux devaient être compétents pour apprécier une extradition contraire aux traités. La commission fit remarquer avec juste raison que les tribunaux ne devraient avoir ce droit qu'en ce qui concerne les extraditions contraires aux lois. L'amendement ainsi rectifié fut adopté par le Sénat et incorporé dans le projet du gouvernement (1).

Quoique cette disposition soit une dérogation importante au principe fondamental de la séparation des autorités administratives et judiciaires que nous avons invoqué plus haut, il est difficile de n'en pas reconnaître l'utilité et cette dérogation ne saurait être considérée comme dangereuse.

(1) Art. 5 du projet rectifié : L'extradition obtenue par le gouvernement français est nulle si elle est intervenue contrairement aux dispositions de la présente loi. La nullité est prononcée par les tribunaux saisis de la prévention ou de l'accusation.

M. Moulineau (1) justifie cette attribution de compétence de la manière suivante :

« De graves raisons paraissent légitimer cette dérogation à la règle de la séparation des pouvoirs. A quoi se rapporte, en effet, l'acte de haute administration qu'il s'agit d'apprécier ? à l'application des lois pénales, à la liberté individuelle, à ce qui fait l'objet des études quotidiennes et des attributions ordinaires du pouvoir judiciaire. Et sur quels moyens le pourvoi dirigé contre cet acte doit-il être fondé pour être recevable ? Uniquement sur le point de savoir si le fait reproché à l'extradé est ou n'est pas rangé par la loi au nombre de ceux dont le gouvernement est autorisé à réclamer les auteurs ; en d'autres termes, sur une difficulté de qualification dont la solution, en dernier ressort, appartient aux tribunaux de répression. Enfin, en donnant aux juges de l'action principale la connaissance de l'action préjudicielle, on évite des pertes de temps, aussi nuisibles à l'accusé qu'à la justice. »

La nécessité d'une législation dans ce sens se fait d'autant plus vivement sentir (2) qu'actuellement ce ne sont pas seulement les tribunaux de l'ordre judiciaire qui sont incompétents pour apprécier un acte d'extradition, mais

(1) Moulineau, *op. cit.*, p. 40.

(2) Ces mots ne sont pas en contradiction avec ce qui précède relativement au principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires : là, nous nous sommes placés au point de vue théorique, dans la situation actuelle, en l'absence de législation ; ici nous nous plaçons au point de vue législatif et nous estimons qu'il est désirable pour les intérêts de la défense qu'un texte législatif règle ce point.

aussi ceux de l'ordre administratif, de telle sorte qu'un extradé se trouve privé de tout recours.

La jurisprudence du conseil d'État s'est toujours prononcée en ce sens à toutes les époques. Pour ce qui touche aux relations internationales, à l'exercice du pouvoir souverain, le conseil d'État n'a jamais admis qu'un recours pût être porté devant lui statuant au contentieux.

« La compétence du conseil d'État, dit M. Ducrocq (1), ne se heurterait pas cependant, comme celle des tribunaux judiciaires, au principe de la séparation des autorités, puisque ce grand corps fait partie de l'organisation administrative au sein de laquelle il occupe une si large place. Il n'importe ! A défaut du principe de la séparation des pouvoirs, c'est le droit constitutionnel qui fait obstacle au recours contentieux, toutes les fois qu'il s'agit d'actes internationaux ou qui se rattachent à l'exercice du pouvoir souverain. Un seul recours est ouvert, celui que l'article 29 de la Constitution permet de porter au Sénat contre tous les actes, mais seulement pour cause d'inconstitutionnalité. »

Le recours pour excès de pouvoir ne paraît pas non plus possible puisqu'il s'agit d'actes de gouvernement ; il n'y a qu'une procédure, mais celle-là bien imparfaite, c'est la voie politique c'est-à-dire la mise en jeu de la responsabilité ministérielle.

Il est vrai, que de son côté, le gouvernement requies

(1) Ducrocq, *op. cit.*, p. 57.

peut par voie diplomatique adresser des remontrances au gouvernement requérant et obtenir de cette manière une solution favorable à l'extradé.

La question de la compétence des tribunaux judiciaires pour les questions préjudicielles en matière d'extradition peut d'ailleurs être envisagée à deux points de vue différents ; il ne faut pas en effet confondre la procédure du pays requis et celle du pays requérant.

Supposons que la France soit pays requérant ; un individu lui est livré par une puissance étrangère, deux hypothèses sont possibles :

a) L'extradé invoque une question préjudicielle touchant à la validité de la procédure dans le pays requérant. C'est l'hypothèse que nous avons toujours examinée dans ce qui précède et nous avons décidé que les tribunaux judiciaires sont incompétents en vertu du principe de la séparation des pouvoirs ;

b) L'extradé invoque une question préjudicielle touchant à la validité de la procédure suivie dans le pays requis. Il nous paraît dans ce cas, élémentaire de déclarer encore les tribunaux incompétents, mais non en vertu du même principe que précédemment. Il est évident, en effet, que les conditions de procédure déterminées par la loi intérieure de la puissance requise ne sont pas sous la sauvegarde des juridictions françaises ; celles-ci ne sont pas davantage instituées pour appliquer les actes gouvernementaux ou administratifs accomplis par les gouvernements étrangers.

Néanmoins, le gouvernement avait cru devoir insérer dans son projet de loi voté au Sénat en 1878, un article 27 ainsi conçu :

« Les extradés pourront se prévaloir devant ces tribunaux, comme d'une cause de nullité de la procédure, de l'inaccomplissement ou de l'irrégularité des conditions et formalités auxquelles l'extradition est soumise par les traités ou les lois du *pays étranger*. »

La commission du Sénat s'est élevée contre ce texte. « L'article 27, dit M. Bertauld rapporteur, soulève une objection qu'une correction de rédaction ne ferait pas disparaître. Il résout une question de fond et sa solution contraire à la jurisprudence semble aussi contraire aux principes. » En parlant de l'omission des formes de procédure dans le pays requis, M. Bertauld ajoute : « Leur omission soulève une question internationale qui ne peut être réglée que par voie diplomatique et tant que la puissance requise dont on suppose les lois violées ne réclame pas, l'extradé ne saurait exciper des garanties qui ont été édictées dans l'intérêt de la souveraineté étrangère, et non dans son intérêt privé, pour s'en faire un abri contre la répression...

...« L'agent livré à notre justice répressive ne pourra devant les juridictions françaises de jugement, les cours d'assises et les tribunaux correctionnels, se prévaloir que des violations de notre loi » (1).

(1) Sénat, projets, session ordinaire, 1878, 547.

On ne saurait mieux dire et il est difficile de s'expliquer pour quelles raisons la commission n'a pas proposé la suppression de l'article 27 du projet. Quoi qu'il en soit, cet article a été repoussé par le Sénat et ne figure pas à la suite des 26 articles qui constituent le projet voté le 4 avril 1879 par la haute assemblée.

§ 3. — De la notification de l'extradition à l'autorité judiciaire.

Il vient d'être établi que l'autorité judiciaire devait appliquer les conventions d'extradition, qu'il s'agisse d'une convention générale comme un traité, ou d'une convention spéciale à un individu donné. Il semblerait que cet acte d'extradition dont l'application s'impose doive être porté à la connaissance du tribunal compétent pour juger l'extradé, cependant, en pratique, il n'en est rien.

« Les gouvernements, dit M. Billot, à l'exception peut-être de l'Angleterre et des États-Unis, n'ont pas l'habitude de remettre cet acte aux agents du gouvernement requérant. Le pouvoir exécutif doit porter directement à la connaissance de l'autorité judiciaire les conditions auxquelles l'extradition lui a été consentie, dans la forme qui lui plait, au moment qui lui convient, avant les débats ou à l'audience, car nulle disposition de loi ne règle cette notification ; mais l'acte d'extradition reste dans les archives secrètes des chancelleries et le pouvoir judiciaire doit s'en rapporter à l'affirmation du pouvoir

exécutif, relativement à la nature et à l'étendue de ses engagements (1). »

Le plus souvent, ce sera le ministère public, servant d'intermédiaire entre le pouvoir exécutif et l'autorité judiciaire, qui sera chargé de notifier au tribunal compétent le fait et les conditions d'extradition.

Le garde des sceaux dans une lettre au procureur général près la cour de cassation relative à l'affaire Renneçon, s'exprimait dans ces termes pour défendre le même système : « Cet acte (d'extradition) qui s'adresse aux agents du pays où il est rendu n'a pas de force exécutoire à l'étranger. C'est le corps du prévenu ou accusé, c'est sa personne qui nous est remise à la frontière, où les mandats et arrêts de la justice française exercent dès lors une autorité absolue et exclusive. »

Nous estimons que ces dernières explications sont erronées ; c'est en effet le renversement des principes de l'extradition telle qu'elle est pratiquée actuellement que de dire : c'est le corps du prévenu ou accusé qui est remis à la frontière. Nous nous sommes au contraire attaché à démontrer que, en matière d'extradition, ce n'est pas la personnalité pénale tout entière d'un individu qui est livrée par le gouvernement requis, mais une partie seulement de cette personnalité. En un mot, ce n'est pas X ou Y qui est extradé, mais seulement l'auteur de tel ou tel fait qui tombe sous l'application de la loi pénale.

(1) Billot, *op. cit.*, p. 320.

C'est également pour cette raison que nous ne croyons pas pouvoir nous rallier au système du gouvernement français défendu par M. Billot.

M. Ducrocq, dans son étude sur l'arrêt Lamirande(1), a parfaitement admis le droit pour l'autorité judiciaire d'ordonner la production de l'acte dont le ministère public requiert l'application. « Quel était le droit rigoureux de la Cour ? C'était évidemment de demander la production de cet acte, soit en original, soit en copie certifiée ; on ne saurait en douter puisque le ministère public suivant les instructions du ministre de la justice prenait des réquisitions pour que la Cour fit application de cet acte ; on ne saurait contester à la Cour d'assises le droit d'exiger cette production, surtout si l'accusé venait à contester sous ce rapport la teneur de l'acte d'accusation. »

L'acte d'extradition, dit-on, n'est pas transmis au gouvernement requérant ; c'est là une pratique qu'il faut déplorer. Quoi qu'il en soit, il est nécessairement notifié par voie diplomatique au gouvernement requérant, et dès lors il est difficile de comprendre pour quelles raisons cette notification de l'acte ne parvient pas jusqu'à l'autorité judiciaire par l'intermédiaire de la Chancellerie.

Si un tribunal maintenait cette exigence, on ne pourrait soutenir qu'il outrepassé ses pouvoirs, car ce serait uniquement pour satisfaire à l'obligation qui lui est imposée d'appliquer un acte ayant un caractère gouvernemental.

(1) Ducrocq, *Rev. crit.*, 1867, p. 22.

« Il est inadmissible, dit M. Paul Bernard, qu'un acte qui ne doit être que la stricte exécution d'un traité ou d'une loi, sauvegarde de la liberté individuelle, puisse être gardé secret par le gouvernement ou n'être produit par lui sous une forme irrégulière ou verbale qu'à son heure et à son moment au préjudice des droits sacrés de la défense, et alors par exemple que cette production ne pourra plus mettre obstacle à une mise en jugement que l'extradé ne devait pas subir (1). »

La jurisprudence française n'en a cependant pas toujours jugé ainsi ; elle ne paraît pas d'ailleurs définitivement fixée à cet égard.

En admettant que l'extradé puisse exciper lui-même des restrictions ou réserves contenues dans l'acte d'extradition (2), cette faculté se trouve sans application lorsqu'il est constaté que l'extradition a été demandée pour tous les faits à raison desquels la poursuite est exercée, et que, s'étant effectuée par la seule remise de l'accusé à l'autorité française, elle a eu lieu sans restriction ni réserve.

Tel est le résumé d'un arrêt de la cour de cassation en date du 30 août 1883 (3).

En pareil cas, les juges légalement saisis de la connaissance de tous les chefs de la poursuite ne peuvent pas sans violer les règles de leur compétence, ordonner sur l'exception d'incompétence soulevée à l'égard de l'un de

(1) P. Bernard, *De l'Extradition*, t. II, p. 491.

(2) Nous aurons à examiner cette question plus loin.

(3) *Journal de Droit international privé*, 1884, p. 286.

ces chefs par l'accusé, l'apport à la diligence du ministère public de pièces justifiant que l'extradition s'applique bien à ce même chef.

La cour de cassation n'a envisagé dans cette espèce l'apport de l'acte d'extradition que dans l'intérêt même de l'accusé. Il nous semble que ce point de vue est trop étroit et qu'en outre il prête à la critique. Assurément il faut reconnaître que cette notification sera le plus souvent importante dans l'intérêt de la défense, mais là n'est pas la question. Le tribunal d'ordre pénal doit appliquer en vertu d'un principe de droit public les actes ou les traités d'extradition. Or les traités donnent lieu à une approbation législative et sont publiés au même titre que les lois ordinaires, nous ne voyons aucune raison pour que l'acte d'extradition qui est un acte de gouvernement comme les traités ne soit pas, lui aussi, soumis à une notification restreinte au tribunal qui est chargé de l'appliquer.

Les difficultés que cette question a soulevées en France proviennent d'une absence complète de législation.

§ 4. — Les tribunaux ne peuvent juger contradictoirement l'extradé qu'à raison des faits pour lesquels l'extradition a été accordée.

Cette règle n'est qu'un corollaire du principe que nous avons démontré précédemment, d'après lequel l'autorité judiciaire est tenue d'appliquer les conventions d'extradition. Dès lors, les tribunaux doivent se confor-

mer aux conditions de tout acte d'extradition en vertu duquel un inculpé leur est déféré, puisque le pays requis n'a consenti à le livrer que sous la réserve expresse que le pacte conclu avec l'État requérant serait strictement observé.

« La convention, dit M. Faustin Hélie, par laquelle l'extradition a été consentie, fait en effet la loi du pays qui l'exécute, il doit se renfermer dans les termes de cette convention ; il ne doit pas en outre-passer les limites (1). »

Il y a sur ce point unanimité dans la doctrine ; il suffit de citer les noms de MM. Faustin Hélie, Legraverend, Trébutien, Bertauld, Le Sellyer, Morin, Fœlix, Demangeat, Brouchoud, Ducrocq, P. Bernard, Bomboy et Gilbrin (2).

Nous avons déjà eu l'occasion de consacrer la règle de la spécialité de l'extradition en parlant du rôle du pouvoir exécutif et des poursuites qui peuvent être intentées contre l'extradé.

Ces notions ont été rappelées en excellents termes dans les débats qui se sont déroulés en 1866 devant la Cour d'assises de la Vienne lors d'un procès intenté contre un caissier infidèle de la succursale de la Banque de France à Poitiers. Lamirande se trouvait sous le coup de trois chefs d'accusation : vol qualifié, abus de confiance

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 220.

(2) Legraverend, t. I, p. 112.

Ducrocq, *op. cit.*, p. 13.

P. Bernard, *op. cit.*, t. II, p. 493 et sq.

Bomboy, *op. cit.*, p. 107 et sq.

qualifié et faux en écriture de commerce et de banque. Son extradition avait été accordée pour ce dernier crime seulement par les autorités anglaises du Canada où Lamirande s'était réfugié, conformément aux dispositions du traité franco-anglais alors en vigueur du 13 février 1843.

Au cours de l'audience (3 décembre 1866) le ministère public donna lecture d'une dépêche du garde des sceaux dans laquelle se trouvait le passage suivant :

« En ordonnant la comparution de l'accusé à la prochaine session des assises de la Vienne, vous n'avez fait qu'obéir à l'article 260 du Code d'instruction criminelle. Mais vous devez vous conformer à la convention diplomatique et à mes instructions en requérant que l'accusé ne soit jugé que sur le chef de faux, à moins qu'il n'accepte volontairement la décision du jury sur les autres points ».

Ces principes qui sont suivis par le garde des sceaux en ce qui concerne la poursuite doivent l'être également par l'autorité judiciaire en ce qui concerne l'instruction et le jugement ; il est nécessaire dans un intérêt de clarté d'entrer dans quelques détails et de faire plusieurs distinctions.

Le cadre dans lequel la discussion est limitée est le suivant :

I. — L'Affaire est en cours d'instruction.

A. — *Le nouveau chef d'extradition était connu avant la demande d'extradition.*

α) *L'extradition est accordée sans réserves.*

β) *L'extradition est accordée avec réserves.*

B. — *Le nouveau chef d'extradition n'était pas connu au moment de la demande d'extradition.*

α) *Les faits donnant lieu à la nouvelle inculpation se sont passés depuis l'extradition.*

β) *Les faits donnant lieu à la nouvelle inculpation se sont passés avant la fuite.*

Rôle de la Chambre des mises en accusation.

II. — La juridiction du jugement est saisie.

A. — *Le nouveau chef d'accusation était connu avant la demande d'extradition.*

α) *Des réserves sont faites par le gouvernement requis.*

β) *Aucune réserve n'est faite.*

B. — *Le nouveau chef d'accusation n'était pas connu au moment de la demande d'extradition.*

Il convient de se placer successivement aux diverses phases d'un procès pénal pour étudier quelles peuvent être les limites raisonnables de l'effet restrictif de l'extradition.

On peut supposer ou que l'affaire est en cours d'instruction ou que, l'instruction étant close, l'extradé est renvoyé pour être jugé devant le tribunal de répression.

L'instruction est close dans les affaires correctionnelles lorsque le juge d'instruction a rendu son ordonnance définitive.

Dans les affaires criminelles, l'instruction est close

lorsque la Chambre des mises en accusation a rendu son arrêt, renvoyant l'accusé pour être jugé devant la Cour d'assises (1).

I. — L'affaire est en cours d'instruction.

Il faut maintenant distinguer si le nouveau chef d'accusation était connu ou non avant la demande d'extradition.

A. — LE NOUVEAU CHEF D'ACCUSATION ÉTAIT CONNU
AVANT LA DEMANDE D'EXTRADITION

Il est donc certain que cette demande d'extradition va viser ce nouveau chef d'accusation, sinon les magistrats seraient en faute, à moins toutefois qu'il ne s'agisse d'une simple contravention ou d'un délit sans importance.

Deux hypothèses sont alors possibles.

a. — *L'extradition est accordée sans réserve.*

Ces réserves tout au moins ne sont pas notifiées à la juridiction d'instruction par le garde des sceaux.

Il nous paraît incontestable que, dans ce cas, le juge d'instruction est parfaitement en droit d'instruire sur tous les chefs de prévention qu'il avait visés dans son mandat d'arrêt.

La plupart du temps, en effet, le mandat d'arrêt est la

(1) Cette distinction est empruntée à l'excellent ouvrage de MM. Bomboy et Gilbrin.

pièce nécessaire et suffisante pour obtenir une extradition : toute demande à cet effet doit par conséquent être accompagnée de cette pièce qui mentionne d'ailleurs d'une façon complète les délits poursuivis et les articles de loi visés.

Si aucune notification n'est faite au juge d'instruction qui a obtenu l'extradition qu'il avait demandée, le juge est parfaitement en droit de penser, même s'il s'agit d'infractions non prévues dans le traité, que l'État requis a consenti à toutes les conditions demandées par le gouvernement requérant.

Nous ne pourrions pas tenir le même raisonnement si, comme nous le demandons, l'acte d'extradition était soumis ou notifié au juge ; dans ce cas, ce dernier devrait appliquer cet acte et serait tenu d'en respecter toutes les parties. Mais avec le système actuellement pratiqué, c'est le gouvernement du pays requérant, c'est-à-dire le garde des sceaux en France, qui est responsable de l'observation stricte de la convention internationale (1).

β. — *L'extradition est accordée avec réserves.*

Si des réserves sont notifiées au juge d'instruction, celui-ci est tenu comme toute juridiction d'appliquer la convention, partant d'observer strictement ces réserves.

(1) Il est à remarquer que le juge d'instruction n'a pas à se référer aux termes du traité, pour interpréter l'extradition tacite qui lui a été accordée ; il a été démontré, en effet, que les conditions prévues au traité ne sont qu'un minimum et que le gouvernement requis peut accorder des conditions plus avantageuses.

MM. Bomboy et Gilbrin résument dans les trois règles suivantes le rôle du juge d'instruction :

« 1° L'instruction est suivie sur tous les chefs d'inculpation compris dans la poursuite. Les conventions internationales sont respectées par ce principe, les réserves d'extradition visent exclusivement les poursuites contradictoires et ne portent pas sur les instructions qui sont dirigées même contre les inculpés en fuite :

« 2° L'ordonnance définitive du juge d'instruction renvoie indistinctement l'extradé devant la juridiction compétente, à raison de toutes les infractions pour lesquelles il existe des charges suffisantes. L'ordonnance de renvoi ne constatant jamais la fuite de l'inculpé n'a pas à formuler de distinction entre les infractions pour lesquelles l'extradition a été accordée et les autres infractions ;

« 3° A l'égard des inculpations réservées, le juge d'instruction s'abstiendra soigneusement de toute mesure nécessitant le concours actif de l'inculpé (1). »

Le juge d'instruction « aura soin de ne lui faire subir aucun interrogatoire, de ne pas le confronter avec ses co-accusés ou avec les témoins, et enfin de ne procéder, lui présent, à aucune constatation de fait. Cette ligne de conduite s'impose toutes les fois que les faits ayant motivé l'extradition sont de nature à être instruits séparément. La fiction que l'extradé est réputé absent à l'égard des infractions réservées a été établie en vue de cet objet

(1) *Op. cit.*, p. 118.

déterminé; ne pas mêler l'extradé à l'occasion desdites infractions à des actes d'information pouvant avoir effet sur l'issue des poursuites. Au delà de ces termes la fiction ne doit pas s'étendre; l'inculpé sera, en conséquence, considéré comme présent pour tous les actes qui n'impliquent aucune idée contre lui de contrainte matérielle ou morale et ne le mettent pas dans l'obligation de sortir du rôle passif que les restrictions de l'acte d'extradition lui assurent (1) ».

La Cour de cassation a consacré ces principes dans l'arrêt du 9 février 1883, concernant le nommé Teyssier des Farges dont nous avons déjà eu l'occasion de parler.

« La Cour, vidant le délibéré ordonné en chambre du conseil :

« Vu les articles 68, 69 et 70 du Code de procédure; Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation desdits articles, en ce que la citation donnée au demandeur lui aurait été notifiée au parquet du procureur de la République près le tribunal de la Seine, alors qu'il était détenu dans la maison d'arrêt de Mazas; — attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué qu'à la suite d'une instruction suivie à Reims pour des faits d'escroquerie autres que ceux qui font l'objet du débat actuel, Teyssier des Farges qui s'était réfugié à Londres a été extradé par le gouvernement anglais, mais pour être jugé seulement sur les faits ayant donné lieu à la poursuite intentée devant le tribunal correc-

(1) Bomboy et Gilbrin, p. 119.

tionnel de Reims, qu'en raison de ces faits il a été condamné le 26 janvier 1882 par la Cour d'appel de Paris à quinze mois d'emprisonnement, peine qu'il subissait dans la maison d'arrêt de Mazas au moment où, par une ordonnance de l'un des juges d'instruction de la Seine, en date du 17 février 1882, il a été renvoyé devant ce tribunal sous la prévention d'avoir commis diverses escroqueries au préjudice des sieurs M... et C... et autres ;

« Attendu que, s'il est de principe que l'individu extradé ne peut être jugé qu'à raison des faits déterminés dans l'acte d'extradition, l'exercice de l'action publique n'est pas suspendu pour tous autres crimes et délits qui pourraient lui être imputés ; — que, dès lors, tous actes d'information ou de poursuite pour ces nouveaux faits peuvent être régulièrement accomplis, sous la condition que le prévenu qui ne se trouve en France qu'en vertu d'un acte d'extradition ne subira aucune contrainte personnelle à l'occasion de cette nouvelle procédure et qu'il ne sera jugé contradictoirement que sur les faits pour lesquels l'extradition a été accordée, à moins qu'il ne demande à être jugé en même temps sur les autres griefs qui lui sont imputés ;

« Attendu que la citation donnée à un prévenu à l'effet de comparaître devant le tribunal correctionnel n'a pas le caractère d'un acte de contrainte, le prévenu ayant la faculté de faire défaut ; que ce n'est là qu'un acte de poursuite dont l'objet principal est de prévenir l'inculpé du jour où il doit être jugé, et de lui donner le moyen de préparer

sa défense ; que le prévenu même extradé a intérêt à recevoir cet avertissement, puisqu'il a toujours le droit de ne pas invoquer la restriction insérée dans l'acte d'extradition et qu'il peut consentir à être jugé sur tous les faits qui lui sont reprochés ;

« Attendu qu'en matière criminelle aussi bien qu'en matière civile, la citation en justice doit être faite à personne ou à domicile : que si le prévenu n'a ni domicile ni résidence connus en France, ou s'il est établi en pays étranger, le législateur indique les formalités à remplir par l'huissier qui délivre l'assignation, formalités qui ont pour but de porter autant que possible à la connaissance de la partie citée l'ajournement dont elle est l'objet : mais qu'il n'y a lieu de procéder ainsi que par exception dans les cas expressément prévus par les §§ 8 et 9 de l'article 69 du Code de procédure ;

« Attendu dès lors que, lorsque le prévenu est détenu, le procureur de la République qui le fait citer ne peut le considérer comme absent ; que dans l'espèce la présence de Teyssier des Farges dans la maison d'arrêt de Mazas étant connue, la notification dont il s'agit pouvait et devait même lui être faite à personne ; que cette notification ayant été effectuée au parquet du procureur de la République, l'exploit est aux termes de l'article 70 du Code de procédure entaché de nullité et qu'il y a lieu de prononcer l'annulation de tout ce qui l'a suivi (1). »

(1) Sirey, 1884, 1, 172.

B. — LA NOUVELLE INCULPATION N'ÉTAIT PAS CONNUE
AU MOMENT DE LA DEMANDE D'EXTRADITION

Dans ce cas, l'on doit encore faire une sous distinction.

α. — *Les faits donnant lieu à la nouvelle inculpation
se sont passés depuis l'extradition.*

A l'égard de ces infractions, le juge d'instruction procède sans obstacle.

Les clauses de la convention d'extradition ne sont relatives qu'aux faits passés, elles ne peuvent évidemment engager l'État requérant pour l'avenir.

β. — *Les faits donnant lieu à la nouvelle inculpation
se sont passés avant l'extradition, c'est-à-dire avant la fuite.*

Voici quelle est l'hypothèse :

Une instruction est ouverte contre un individu en fuite poursuivi pour une infraction ; la demande d'extradition est formée et agréée en ce qui concerne cette infraction ; mais une fois la procédure d'extradition terminée, le juge d'instruction découvre une seconde infraction, quelle doit être sa conduite ?

La jurisprudence de la Chancellerie est indiquée au § 2, 5^e alinéa de la circulaire ministérielle du 5 avril 1841, ainsi conçu : « Comme les actes d'extradition sont non seulement personnels à celui qu'on livre, mais qu'ils énoncent en outre le fait qui donne lieu à extradition,

l'individu que l'on a livré ne peut être jugé que sur ce fait. Si pendant qu'on procède à l'instruction du crime pour lequel il est livré, il surgit des preuves d'un nouveau crime pour lequel l'extradition pourrait être légalement accordée, il faut qu'une nouvelle demande soit formée à cet effet. »

Cette solution apparaît comme la conséquence logique des principes les plus certains de la matière. Mais il convient de voir quelle est exactement la portée de cette règle. Il est établi que l'individu extradé ne peut être mis en jugement à raison de la nouvelle inculpation pour laquelle l'extradition n'a pas été accordée ni demandée ; mais l'instruction doit-elle connaître cette distinction ou l'ignorer ?

La jurisprudence décide que le juge d'instruction ne peut instruire sur ce nouveau fait contradictoirement que si une nouvelle demande d'extradition a été formulée et si une nouvelle extradition a été accordée par le gouvernement requis.

Dans le cas où l'extradition n'est ni accordée ni même demandée pour cette seconde inculpation, l'extradé doit être considéré à cet égard comme défaillant, absolument comme dans le cas qui a été examiné où l'État requis fait des réserves. Il est en effet établi qu'un extradé ne doit être considéré comme tel que pour les infractions qui ont pu être examinées lors du dépôt de la demande ; or nous ne nous trouvons pas dans un cas semblable, puisque nous avons supposé que la nouvelle inculpation n'a été décou-

verte que postérieurement à cette demande dans le cours de l'instruction. Il faut décider en conséquence que tous les actes de poursuite et d'instruction doivent être faits comme si l'extradé était défaillant.

Cette solution a été adoptée par une jurisprudence constante ; les arrêts de la Cour de Cassation du 4 septembre 1840 (Sirey, 1840,1,781) et du 24 juin 1847 (Sirey, 1847,1,676) doivent être remarqués. L'arrêt cité plus haut, du 9 février 1883 dans l'affaire Teyssier des Farges, comparé à l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 26 janvier 1882, donne un critérium permettant de juger quelle doit être toute la portée de cette règle.

ROLE DE LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION

La Chambre des mises en accusation n'a pas à s'occuper des conditions dans lesquelles l'inculpé lui est livré.

« Attendu, dit la Cour de Cassation dans un arrêt du 5 décembre 1845, que la présence ou l'état de contumace de l'accusé ne pouvait porter aucune atteinte à la compétence de la chambre d'accusation ni en modifier l'exercice ;..... que la réserve mise à l'extradition et l'effet que devait obtenir cette réserve, étaient étrangers aux attributions de la Chambre d'accusation... »

« Les Chambres d'accusation, dit M. P. Fiore, doivent, sans se préoccuper des traités existants, ordonner

quand il y a lieu l'arrestation de l'inculpé pour tous les chefs d'accusation. Elles doivent agir ainsi, même dans le cas où il n'y a pas matière à poursuites à raison du délit qui a motivé l'extradition, et où le prévenu devra être réputé absent eu égard au délit à raison duquel une instance pourra être engagée. Les réserves faites dans les conventions intervenues entre les deux gouvernements peuvent être prises en considération d'un jugement contradictoire. » Cette règle est la conséquence directe du caractère spécial de la procédure devant la Chambre des mises en accusation, qui n'a pas à tenir compte de l'état de contumace de l'inculpé.

II. — La juridiction de jugement est saisie.

La juridiction du jugement est le tribunal correctionnel pour les délits, la cour d'assises pour les crimes. D'ailleurs la plupart des documents de jurisprudence en cette matière émanent des cours d'assises, car pendant longtemps, l'extradition n'a jamais été accordée pour délits.

Nous devons nous demander quelles sont les conséquences de la spécialité de l'extradition en ce qui concerne le rôle de la cour d'assises par exemple ; le raisonnement serait d'ailleurs exactement le même pour le tribunal correctionnel.

Il faut supposer, comme nous l'avons vu en étudiant l'instruction, que l'extradé est renvoyé devant la Cour

d'assises par un arrêt d'accusation qui ne distingue pas entre les chefs d'accusation qui ont fait l'objet de la demande d'extradition et ceux qui n'y ont pas été visés. Quelle sera la situation de la Cour ?

Il convient de distinguer si les nouveaux chefs d'accusation étaient connus lors de la demande d'extradition ou non.

A. — LES NOUVEAUX CHEFS D'ACCUSATION ÉTAIENT CONNUS
AU MOMENT DE LA DEMANDE D'EXTRADITION

La cour aura alors à appliquer la convention d'extradition. Si le gouvernement requis a été en situation de connaître les nouvelles inculpations, deux hypothèses sont possibles.

1. — *Des réserves ont été formulées
par le gouvernement requis.*

Ces réserves doivent être observées par le tribunal ou par la cour qui doit juger l'extradé, mais à une condition, c'est qu'elles lui aient été notifiées. Cette notification se fera par la voie du ministère public, intermédiaire naturel entre la chancellerie et le tribunal.

Mais supposons qu'aucune notification ne soit faite au tribunal, ce dernier devra considérer l'extradé comme valablement poursuivi pour tous les crimes et délits prévus dans le réquisitoire ou l'acte d'accusation, il n'a pas à rechercher dans quelles conditions l'extradition a été consentie par le gouvernement requis.

Nous estimons, qu'en l'état actuel de la législation et en appliquant les principes qui ont été posés au début de cette étude, l'autorité judiciaire ne peut sans commettre un excès de pouvoir procéder à une semblable interprétation. Mais il faut ajouter immédiatement que, si la nécessité pour le pouvoir exécutif de notifier au tribunal l'acte d'extradition ressort nettement du principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires, il faut que cette notification et que cette interprétation soient faites ou données dans tous les cas. Or, c'est ce qui n'a pas toujours lieu, et il y a nombre de procès où, le ministère public n'ayant reçu aucune communication spéciale de la chancellerie, le tribunal se voit obligé en fait, pour répondre aux exceptions soulevées par la défense, de donner une véritable interprétation d'un acte diplomatique. C'est là, croyons-nous, une pratique critiquable, car cette interprétation engageant le gouvernement français vis-à-vis de l'étranger, c'est le pouvoir exécutif seul, c'est-à-dire, le garde des sceaux qui devrait la donner.

β. — *Le gouvernement requis ne formule aucune réserve.*

Dans ce cas, le tribunal peut juger contradictoirement l'extradé sur tous les chefs d'accusation mentionnés dans le mandat d'arrêt joint à la demande d'extradition.

Mais il est encore nécessaire que dans cette hypothèse le garde des sceaux fasse connaître, par une notification officielle, que le gouvernement requis a accordé l'extradition sans réserve. Faute de cette précaution, on s'expose

à voir le tribunal procéder à une information sur les conditions de l'extradition et rendre des jugements comme celui du tribunal de la Seine, dans l'affaire Aubert.

Le nommé Aubert, agent d'affaires, avait été extradé de Bruxelles pour faux en écritures de commerce. Outre les faits à raison desquels l'inculpé fut renvoyé devant la cour d'assises, on releva à sa charge des faits d'abus de confiance, à raison desquels il comparut le 11 avril 1885 devant la 11^e chambre du tribunal correctionnel de la Seine.

Aubert déposa les conclusions suivantes :

« Attendu que, dans le courant de l'année 1884, une instruction pour complicité par recel de vol qualifié a été ouverte et suivie par le concluant; que ce dernier a été arrêté en Belgique comme prévenu de ce crime et que son extradition a été demandée et obtenue pour faits criminels ;

« Attendu que depuis, l'instruction a cru devoir traduire le sieur Aubert en police correctionnelle, pour divers délits non prévus par le traité d'extradition intervenu entre la France et la Belgique, en tous cas non relevés dans la demande ;

« Attendu que le droit de l'extradé de ne pas accepter de débats contradictoires sur les faits et les délits non relevés dans la demande d'extradition est certain ;

« Par ces motifs, donner acte au concluant de ce qu'il refuse tous débats contradictoires sur des faits autres que ceux qui ont motivé la demande d'extradition ; dire, en

conséquence, qu'il a été mal assigné ; prononcer la nullité de toute la procédure ; le renvoyer de la présente poursuite sans amende ni dépens. »

Le tribunal a repoussé ces conclusions par le jugement suivant :

« Attendu qu'en principe l'extradé ne doit être jugé contradictoirement qu'à raison des faits criminels ou délicieux pour lesquels son extradition a été accordée ;

« Mais attendu que, même en admettant que l'extradé puisse exciper lui-même des restrictions de droit contenues dans l'acte d'extradition, l'exercice de cette faculté ne trouve pas, en fait, son application dans l'espèce ;

« *Qu'en effet, il résulte des renseignements recueillis que la demande d'extradition, adressée au gouvernement belge et formée en vertu des articles 2, §§ 25 et 28 de la convention diplomatique du 15 août 1874, a été accompagnée de deux mandats d'arrêt décernés pour vol et abus de confiance ;*

« Attendu enfin que l'extradition a eu lieu sans restrictions aucunes et effectuée par la seule remise du prévenu à l'autorité française :

« Que le tribunal se trouve donc légalement saisi de la connaissance du délit d'abus de confiance imputé à Aubert ;

« Rejette comme mal fondées les conclusions posées par Aubert, etc., etc. »

Ce jugement consacre les véritables principes relatifs à la spécialité de l'extradition ; mais il présente le très

grave défaut de donner une interprétation (excellente en l'espèce) de la convention diplomatique; ce rôle doit appartenir exclusivement au pouvoir exécutif; c'est le garde des sceaux qui a pour mission de notifier cette interprétation au tribunal compétent.

Pour mieux montrer la portée de notre observation, faisons une hypothèse. Supposons que l'interprétation donnée par le jugement de la convention d'extradition n'ait pas été celle que prétendait donner le gouvernement belge; ce dernier n'avait qu'une ressource: faire des représentations au gouvernement français. La chancellerie française aurait donné l'ordre au procureur général de faire appel du jugement, en supposant toutefois que les délais ne fussent pas expirés, et que le jugement ne fût pas devenu définitif. Supposons que la cour d'appel ait adopté les motifs des premiers juges, et que la cour de cassation ait rejeté le pourvoi, nous sommes en présence d'un conflit diplomatique provoqué uniquement par une décision judiciaire, ce qui le rend insoluble puisque l'autorité judiciaire est indépendante.

Si, au contraire, le garde des sceaux prend soin, à la suite de chaque extradition, de notifier régulièrement au tribunal compétent l'interprétation qu'il donne à la convention diplomatique, il prend une responsabilité vis-à-vis du gouvernement requis et dans le cas de contestation avec ce dernier, les négociations peuvent s'engager, alors que, dans l'hypothèse précédente, la possibilité d'une entente diplomatique ne peut résulter que de l'abandon

des prétentions du gouvernement requis. Il est naturellement entendu que l'interprétation de la chancellerie doit être obligatoire pour le tribunal auquel elle est notifiée.

L'hypothèse qui vient d'être faite d'un conflit diplomatique résultant d'une décision judiciaire n'est pas purement chimérique. Des faits de cet ordre se sont produits en 1884 et ont failli amener des difficultés entre la Belgique et la France.

Le juge d'instruction de Lyon décerna le 31 janvier 1883 un mandat d'arrêt contre Cyvoct pour « avoir à Lyon, dans la nuit du 22 au 23 octobre 1882, de complicité avec une fille Morin et un individu resté inconnu : 1° commis un homicide volontaire sur la personne du sieur Miodre, avec les circonstances de préméditation et de guet-apens : 2° commis plusieurs tentatives d'homicides volontaires avec les mêmes circonstances aggravantes sur la personne des nommés Kœmgen, Coissard, Thirier, Curt, Pernelt et Rose Theano, lesquelles tentatives manifestées par un commencement d'exécution n'ont été suspendues ou manqué leur effet que par une circonstance indépendante de la volonté de leur auteur, crimes prévus et punis par les articles 295 et suivants, 2, 59 et 60 du Code pénal. »

Cyvoct s'étant réfugié en Belgique, le gouvernement français demanda son extradition en produisant le mandat d'arrêt ci-dessus rapporté. Le gouvernement belge, sur l'avis conforme de la cour de Bruxelles, accorda cette extradition dans les termes où elle lui avait été demandée

sans faire aucune réserve. Cyvoct fut traduit devant la cour d'assises du Rhône.

Le jury répondit négativement à la question de savoir si Cyvoct était coupable d'avoir à Lyon, dans la nuit du 22 au 23 octobre 1882, volontairement donné la mort à Louis Miodre, mais il déclara Cyvoct coupable « d'avoir par machinations et artifices coupables provoqué à ce meurtre ou d'avoir donné des instructions pour le commettre », ledit meurtre ayant été commis avec préméditation.

Des réponses analogues furent faites en ce qui concerne les tentatives de meurtre. En conséquence, un arrêt de la cour d'assises du Rhône du 12 décembre 1883 condamna Cyvoct à la peine de mort, par application des art. 2, 59, 60, 295, 302, du Code pénal.

Le condamné se pourvut contre cet arrêt ; il invoquait plusieurs moyens, mais un seul nous intéresse, celui qui touche à l'extradition. Les règles générales de la matière et spécialement les dispositions du traité conclu entre la Belgique et la France, le 15 août 1874, avaient-elles été méconnues par la cour d'assises du Rhône ? La cour de cassation ne l'a pas pensé et elle a rejeté, avec raison suivant nous, le pourvoi par arrêt du 11 janvier 1884.

Au premier abord on ne voit pas comment l'arrêt de condamnation peut être critiqué, alors qu'il ne fait qu'appliquer des dispositions expressément visées dans le mandat d'arrêt sur la production duquel l'extradition a été demandée et accordée.

Cyvoct, d'après les termes du mandat relevés plus haut, était réclamé afin d'être jugé pour des faits d'assassinat, de tentative d'assassinat ou de complicité de ces crimes ; les articles 59 et 60 du code pénal sur la complicité étaient formellement cités ; il faut même remarquer qu'ils ont été appliqués en Belgique jusqu'en 1867. La question à laquelle le jury a répondu affirmativement reproduisait un des paragraphes de l'article 60 et, par suite, Cyvoct a bien été condamné pour l'un des faits à raison desquels il avait été livré.

Mais voici quelle était la thèse de la défense. Le traité franco-belge dit bien (art. 1) que les deux gouvernements s'engagent à se livrer réciproquement les individus poursuivis comme auteurs ou *complices* pour les crimes ou délits énumérés en l'article 2, et cet article mentionne en premier lieu l'assassinat, mais le même article se termine ainsi : « Dans tous les cas de crimes ou de délits l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays à qui la demande a été adressée. »

Or le code pénal belge de 1867 a modifié la partie de l'article 60 relative à la complicité par provocation et l'article 66 de ce nouveau code dispose : « Seront punis comme auteurs d'un crime ou d'un délit... 3° Ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront *directement* provoqué à ce crime ou à ce délit. » L'innovation consiste dans l'addition du mot *directement*, addition qui,

d'après les commentateurs belges, aurait eu pour but de préciser d'une façon plus étroite le délit de complicité par provocation et d'en écarter en ce qui concerne les machinations ou artifices coupables les provocations qui résulteraient d'incitations vagues, ne tendant pas d'une manière formelle, *directe*, à la perpétration du crime ou du délit.

Donc, disait-on, Cyvoct qui n'aurait pu être condamné par une Cour belge que s'il avait provoqué directement à commettre l'assassinat, ne pouvait l'être par une Cour française que sous la même condition ; en d'autres termes, le président des assises devait poser la question aux jurés exactement dans les mêmes termes où elle aurait été posée à un jury belge.

On voit dès lors comment le pourvoi a pu être rejeté ; la cour d'assises du Rhône n'avait en effet à se préoccuper que de la loi française et n'avait pas à tenir compte de la législation belge. (1).

Néanmoins une interpellation fut adressée à la chambre des représentants de Belgique, par M. Janson (séance du 1^{er} février 1884). Un ordre du jour portant que « le nommé Cyvoct a été condamné par la cour d'assises du Rhône pour des faits pour lesquels il n'a pas été extradé » a même été déposé.

M. Bara, ministre de la justice, fit alors remarquer ce qu'il y avait de singulier à faire prononcer une chambre belge sur les actes de la justice française ; tout ce qu'elle

(1) Cet exposé est tiré d'une étude de M. L. Renault, dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1885, p. 587.

avait le droit de faire c'était de blâmer le gouvernement belge. L'ordre du jour proposé fut rejeté par 111 voix contre 4.

On peut ajouter que le gouvernement belge aurait pu à son tour adresser des représentations au gouvernement français ; et ce dernier dans l'espèce qui nous occupe se trouvait désarmé, car il ne pouvait être responsable d'une interprétation donnée par l'autorité judiciaire, par la cour de cassation elle-même.

« Attendu, disait la cour suprême, que sur le vu de ce mandat (décrit plus haut) la remise de Cyvoct a été effectuée ;

« Attendu que c'est pour ces mêmes faits que l'accusé a comparu aux assises, qu'il y a été jugé et condamné, d'où il suit que l'extradition n'a pas eu d'autre effet que celui en vue duquel elle a été demandée et obtenue ;

« Rejette..., etc. » (1).

Nous estimons, quelle que soit l'autorité de son arrêt, que la cour suprême ne doit pas plus que les autres juridictions interpréter les conventions d'extradition. L'interprétation par voie judiciaire ne se justifie absolument que par ce que l'interprétation par voie administrative (celle donnée par la Chancellerie) fait totalement défaut dans la pratique actuelle. Il y a là une lacune d'autant plus grave qu'elle oblige en quelque sorte l'autorité judiciaire à la combler, ce qu'elle ne devrait même pas être tentée de faire.

(1) Dalloz, 1884, 1, 379.

Il serait donc désirable que lors de chaque extradition le garde des sceaux notifiât par la voie du ministère public, au tribunal, les conditions dans lesquelles l'extradition a été demandée et accordée. Il faudrait en outre que cette notification s'imposât au tribunal, ce qui est d'ailleurs dès maintenant consacré par la cour suprême.

B. — LE NOUVEAU CHÈF D'ACCUSATION N'ÉTAIT PAS CONNU
AU MOMENT DE LA DEMANDE D'EXTRADITION

Nous renvoyons pour cette hypothèse à ce qui a déjà été dit à propos de l'instruction. Les cas sont exactement les mêmes.

Si les faits nouveaux se sont passés depuis l'extradition, la liberté du tribunal est complète.

S'ils se sont passés avant la fuite, il faut raisonner comme s'il s'agissait du juge d'instruction.

§ V. — Changement de qualification de l'infraction
pour laquelle l'extradition a été accordée.

Nous avons jusqu'ici supposé que la qualification de l'infraction qui avait motivé l'extradition restait invariable ; il n'en est pas toujours ainsi et il arrive fréquemment que cette qualification des faits change, soit dans le cours de l'instruction, soit dans le cours des débats. Les exemples de ces sortes de changements sont nombreux ; voici une hypothèse vraisemblable :

Le fugitif est extradé comme inculpé du crime d'atten-

tat à la pudeur sans violence sur une enfant âgée de moins de 13 ans. Il avait attiré une petite fille, non loin d'un chemin public, et une enquête sommaire avait permis de donner aux faits la qualification précédente. Après la livraison de l'inculpé, le juge d'instruction s'aperçoit que la victime était âgée de plus de 13 ans au moment de l'attentat. Dès lors, il n'y a plus de crime puisque toute hypothèse de violence est écartée et que la loi ne protège l'enfant contre ses propres entraînements qu'autant qu'il est âgé de moins de 13 ans. On se trouve en présence d'un simple délit d'outrage public à la pudeur; l'extradition sera-t-elle encore valable ? (1).

Il convient de faire une distinction :

1° *La nouvelle qualification figure dans la liste des infractions pouvant donner lieu à extradition d'après le traité ou les déclarations de réciprocité.*

Dans ce cas, nous croyons, avec la presque unanimité des auteurs et avec la jurisprudence, qu'il n'est pas nécessaire d'adresser une nouvelle demande d'extradition. L'acceptation du gouvernement de refuge doit, en effet, être raisonnablement présumée; l'examen des faits a eu lieu, la procédure légale a été employée dans le pays requis et s'il s'agit véritablement des mêmes faits matériels, il y a tout lieu de croire que, les motifs étant les mêmes, le respect du traité doit également s'imposer au gouvernement du pays requis, au cas où une nouvelle demande serait formulée.

(1) Art. 330 et suiv. du Code pénal.

On peut invoquer en ce sens la haute autorité de M. Billot, qui s'exprime ainsi : « Toutes les fois que l'infraction viendra à changer de nature et, par suite, de qualification, dans le cours de l'instance, le tribunal devra s'abstenir, si cette infraction a été exceptée par la convention diplomatique, ou n'a pas expressément motivé l'extradition. » Nous en déduisons *a contrario* que, lorsque la nouvelle infraction a été prévue par la convention diplomatique, le juge d'instruction ou le tribunal peut statuer contradictoirement.

Un arrêt du 13 mai 1889, rendu par la cour d'appel de Lyon, se prononce très nettement en ce sens :

« Attendu que si, à la vérité, l'extradition de la prévenue M. S. avait été accordée pour le crime de vol qualifié dont elle était inculpée, il importe peu qu'aujourd'hui, par la disparition d'une circonstance aggravante, le fait pour lequel elle était prévenue et pour lequel l'extradition a été demandée et obtenue ne constitue plus qu'un délit de vol simple, puisque le vol simple figure parmi les délits pour lesquels, d'après les traités conclus entre la France et la Suisse, l'extradition peut être accordée (1)... »

Ce motif est fortement critiqué dans une note insérée au Dalloz (*loc. cit.*) et l'argument invoqué est précisément tiré du traité franco-suisse (2) (il s'agit d'une extradition accordée par la Suisse) que la cour de Lyon prétend appliquer.

(1) Dal., 1890, 2, 158. Sir., 1892, 2, 116.

(2) Traité du 9 juillet 1869.

L'article 8 de ce traité porte en effet que « l'individu qui aura été livré ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition... à moins qu' l'infraction ne soit comprise dans la convention et qu'on ait obtenu préalablement l'assentiment du gouvernement qui aura accordé l'extradition. »

C'est là d'ailleurs une disposition qui ne se retrouve pas dans les mêmes termes dans tous les traités ; par conséquent, lorsque la convention diplomatique est muette à cet égard, il convient de s'en rapporter purement et simplement à la liste des cas d'extradition et de voir si la nouvelle qualification y est contenue ou non.

Mais même dans le cas du traité franco-suisse, on peut se demander si véritablement la dégénérescence de l'inculpation entraîne un changement dans la nature de l'infraction qui a motivé l'extradition. Pour des raisons qui seront exposées plus loin, nous ne le croyons pas et nous estimons qu'en l'espèce la cour de Lyon ne pouvait juger autrement.

2° La nouvelle qualification n'est prévue ni par le traité, ni par aucune déclaration de réciprocité.

La doctrine est divisée sur ce point et la jurisprudence ne paraît pas définitivement fixée.

Il nous semble qu'il n'est pas nécessaire d'appliquer bien strictement la règle de la spécialité, pour décider que, dans ce cas, il n'est pas permis de présumer comme précédemment l'acceptation du gouvernement de refuge.

Lorsque le traité a été négocié, ce gouvernement avait sans doute de bonnes raisons pour ne pas étendre la liste des infractions, or c'est incontestablement à ce résultat, c'est-à-dire à l'extension de cette liste, que le gouvernement requérant essaie d'arriver indirectement, lorsqu'il continue une poursuite contradictoire à l'égard d'une infraction non prévue au traité.

Telle est l'opinion de M. Billot :

« L'extradition, dit-il, a été accordée pour un fait déterminé ; si la qualification en est changée, c'est que le fait lui-même est reconnu autre que celui qui avait été indiqué dans la demande d'extradition. Ce serait aller contre les intentions du pays de refuge, ce serait violer la convention diplomatique, que de procéder au jugement de l'accusé sur un chef qui, sous sa qualification exacte, n'aurait pas motivé l'extradition. Il y aurait là une porte trop facilement ouverte aux fraudes du gouvernement requérant, qui pourrait, en qualifiant adroitement l'infraction dans la requête d'extradition, obtenir la remise d'un fugitif dans certains cas expressément réservés par le traité. Toutes les fois, donc, que l'infraction viendra à changer de nature et, par suite, de qualification dans le cours de l'instance, le tribunal devra s'abstenir, si cette infraction a été exceptée par la convention diplomatique on n'a pas expressément motivé l'extradition (1). »

(1) *Op. cit.*, p. 316. En ce sens : Bertauld, *Cours du Code pénal*, 4^e édition, p. 664. Vincent et Pénaut, *Dict. de Droit intern. privé*, v^o Extradition, n^o 134. Bernard, *op. cit.*, t. II, p. 518 et suiv.

M. Faustin Hélie soutient au contraire que « la légalité de l'extradition doit être appréciée sur le titre originaire de la poursuite ou de l'accusation et non sur la qualification que le fait a reçue dans l'arrêt de condamnation (1). »

La jurisprudence paraît avoir suivi un système similaire, d'après lequel les conditions exigées pour la remise du fugitif se réfèrent exclusivement à un acte de poursuite ou de juridiction, qui établit la nature des infractions qui lui sont imputées.

Cette opinion s'appuie sur une interprétation littérale des traités internationaux. Dans le dernier traité conclu entre la France et les Pays-Bas, l'article premier déclare :

« Art. 1^{er}. — Le gouvernement de la République française et le gouvernement des Pays-Bas s'engagent à se livrer réciproquement, d'après les règles déterminées par les dispositions ci-après énumérées, les individus *inculpés* ou *condamnés* à raison de l'un des faits ci-après énumérés commis sur le territoire de l'État requérant. »

Dans la convention conclue entre la France et la République de Libéria les mêmes expressions sont employées.

Dans d'autres conventions, le mot *inculpé* est remplacé par le mot *poursuivi* ; cela importe peu.

Il suffit donc qu'un individu soit inculpé d'une infrac-

(1) *Op. cit.*, p. 221. En ce sens : Hans, *Principes du Droit pénal Belge*, t. II, n° 211. Le Sellyer, *De la compétence*, t. II, n° 1051. Garraud, *Traité de Droit pénal français*, t. I, n° 175.

tion prévue au traité pour que son extradition soit irrévocable.

Il nous semble que cette doctrine manque de fondement, car elle est basée sur une interprétation trop littérale des traités. L'irrévocabilité ne résulte en aucune façon des termes invoqués, puisque ces mêmes traités contiennent des clauses établissant des restrictions et des réserves que le gouvernement requérant s'oblige à respecter sous peine d'être exposé aux remontrances de la nation requise. Il suffit d'ailleurs de se reporter à ce qui a été dit de la spécialité de l'extradition, pour comprendre quels sont les inconvénients de cette solution au point de vue des relations internationales. M. Billot qui est un diplomate n'a pas manqué de les faire ressortir.

Quoi qu'il en soit, il est intéressant de citer quelques décisions de jurisprudence.

La cour de cassation décide qu'il n'y a pas violation des principes en matière d'extradition quand l'extradé est jugé sur les faits qui motivent l'extradition, alors même que ces faits modifiés au cours des débats reçoivent une qualification différente, tout en restant les mêmes.

La cour suprême a fait maintes fois application de ce principe en cas de dégénérescence ou d'aggravation de l'inculpation (1).

« La Cour, Sur le moyen tiré de la violation des principes en matière d'extradition en ce que le demandeur en

(1) Cass., 27 janv. 1887. (Sir., 1888, 1, 40).

Voir dans le même sens Cass., 31 mai 1877 (Sir., 1878, 1, 233).

pourvoi aurait été condamné pour un fait autre que celui qui a motivé cette extradition ; — Attendu que F. a été condamné pour le fait même pour lequel il a été poursuivi dès l'origine ; que si son extradition a été motivée par une accusation d'attentat à la pudeur commis sans violence sur une enfant âgée de 11 ans, et s'il a été condamné pour un attentat commis avec violence sur la même enfant, il est certain que, sous une qualification différente, le fait était le même, et que l'accusation n'a pas substitué un fait nouveau au fait originairement retenu... »

Dans l'espèce qui précède, l'arrêt de la cour de cassation nous paraît parfaitement fondé parce qu'il s'agit d'une aggravation et que l'extradition ayant été obtenue pour un attentat à la pudeur sans violence l'est *a fortiori* si cet attentat a été commis avec violence sur la même personne.

L'hypothèse inverse a été visée dans un arrêt du 18 décembre 1858 (1).

« Si le demandeur dont l'extradition a été motivée par une accusation de viol et d'attentat à la pudeur avec violence n'a été condamné que pour un attentat à la pudeur sans violence, sur un enfant de moins de 11 ans, il est certain que c'est le même fait diversement qualifié et que, dès lors, il n'y a pas lieu d'invoquer les termes restreints de l'acte d'accusation. »

Cette doctrine nous paraît contestable. Il peut se faire en effet qu'un attentat à la pudeur sans violence commis

(1) Dal., 1863.

sur un enfant de moins de 11 ans ne soit pas puni par la législation du pays de refuge ; on viole par conséquent ce principe incontesté : l'extradition n'est possible que si le fait qui la motive est puni à la fois par la législation du pays requérant et par celle du pays requis.

La même solution a été donnée par la cour d'appel de Lyon (arrêt du 13 mai 1889, chambre correctionnelle) (1).

« Attendu du reste que la prévention actuelle n'étant qu'une dégénérescence de l'accusation première et principale, il n'était pas nécessaire, aux termes desdits traités, d'une nouvelle autorisation pour retenir et poursuivre la femme S., que c'est donc à tort que les premiers juges se sont déclarés incompétents — par ces motifs — infirme. »

— Si un président d'assises pose au jury une question dans laquelle, sans employer les termes mêmes de la convention d'extradition, il fait usage de termes équivalents, nous estimons qu'un arrêt contradictoire est absolument conforme aux principes.

L'arrêt de la cour de cassation du 23 février 1883 paraît très logique à cet égard :

« Sur le huitième moyen personnel à C... pris d'une fausse application prétendue des règles de l'extradition.— Attendu, il est vrai, que l'acte d'extradition en vertu duquel C... a été livré à la justice française, limite la poursuite

(2) Sir., 1892, 2, 116. Vide supra. p. 93.

à l'introduction et à l'émission en France de monnaies d'or et d'argent étrangères *non démonétisées*. Mais attendu que le jury a été interrogé sur le point de savoir si l'accusé C... était coupable d'avoir participé à l'émission ou à l'introduction en France de monnaies étrangères *ayant cours légal en Turquie et en Égypte*, et que la question ainsi posée et répondue affirmativement par le jury à qui seul il appartenait de la résoudre, impliquait virtuellement que les dites monnaies n'étaient pas *démonétisées* ; que, par conséquent, il n'a été porté aucune atteinte à la réserve stipulée dans l'acte d'extradition dont il s'agit (1)... »

Nous croyons que l'on peut résoudre la difficulté et concilier le respect dû aux traités internationaux avec les nécessités de la répression et les besoins de la justice en faisant application de la théorie des circonstances aggravantes.

Tous les traités de droit criminel distinguent en effet les circonstances constitutives (2) d'un délit, des circonstances aggravantes. Mais si tous les auteurs sont d'accord pour faire cette distinction, il n'y a pas unanimité pour déterminer le critérium qui permettra de la faire. Les uns prétendent que la circonstance est constitutive lorsqu'elle modifie le nom propre de l'infraction, exemple : la préméditation dans l'assassinat. Les autres soutiennent que la circonstance est constitutive lorsqu'elle modifie la classification pénale de l'infraction, lorsqu'elle transforme un

(1) Dal., 83, 1, 486.

(2) On dit aussi : Éléments constitutifs.

délit en crime ou réciproquement. L'escalade, l'effraction seraient des circonstances constitutives du vol qualifié, parce qu'elles entraînent un déclassement de l'infraction.

Il est peut-être plus exact de se référer à une considération purement théorique. La circonstance modifie-t-elle le fond de l'infraction, elle est constitutive : dans le cas contraire elle est simplement aggravante. Par exemple, la préméditation, le guet-apens, le rapport de filiation entre la victime et l'agent sont des circonstances aggravantes du meurtre, c'est-à-dire de l'homicide volontaire. Les définitions données par les articles 296, 299 et 300 du code pénal sont la preuve qu'il ne s'agit que de variétés de meurtres et non d'infractions nouvelles.

Appliquons ces idées dans l'hypothèse d'un malfaiteur extradé. Si les éléments constitutifs de l'infraction à raison de laquelle l'extradition a été accordée restent invariables, il n'est pas besoin de former une nouvelle demande ; la disparition de circonstances aggravantes ne peut en effet être suffisante pour anéantir l'extradition.

Il faut adopter la solution contraire, si les éléments constitutifs disparaissent et si l'on se trouve en présence d'une nouvelle infraction.

Deux exemples permettront de saisir toute la portée de cette distinction : 1° La demande primitive d'extradition vise un attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence sur une personne âgée de moins de 15 ans (art. 332, § 4 du code pénal). L'extradition est accordée, mais au cours de l'instruction ou des débats il est démontré que la

victime était âgée de plus de 15 ans le jour où l'infraction a été commise.

Une circonstance aggravante disparaît ; les éléments constitutifs du délit subsistent, une nouvelle demande d'extradition sera inutile.

2° Reprenons l'hypothèse prévue au début du paragraphe. L'extradition est accordée pour le crime d'attentat à la pudeur sans violence sur une enfant âgée de moins de 13 ans ; puis le juge d'instruction s'aperçoit qu'au moment de l'attentat, la victime était âgée de plus de 13 ans. Il abandonne l'inculpation primitive et l'extradé n'est plus poursuivi que pour outrage public à la pudeur.

Dans cette hypothèse, en supposant que ce dernier délit ne soit pas prévu au traité, il nous apparaît comme certain qu'une nouvelle demande d'extradition est nécessaire. Il ne s'agit plus en effet d'une simple dégénérescence de l'infraction, mais d'un changement complet dans les éléments constitutifs puisqu'il faut que l'attentat sans violence ait été commis dans un lieu exposé aux regards du public, pour qu'il soit punissable.

Le système que nous proposons, dans le cas seulement où la nouvelle inculpation ne figure pas au traité, repose donc exclusivement sur la distinction entre les éléments constitutifs et les circonstances aggravantes. Cette distinction n'est pas contraire à la jurisprudence, puisque les tribunaux ne se sont pas placés absolument à ce point de vue ; elle permet en outre une conciliation raisonnable entre deux systèmes de doctrine contraires l'un à l'autre ; elle est

enfin essentiellement juridique. Dans l'état actuel de la science, elle présente le seul défaut de ne pas être suffisamment précisée, puisqu'il y a quelque flottement dans la doctrine comme dans la jurisprudence pour faire le départ entre les circonstances qui sont constitutives du délit et celles qui sont aggravantes.

De la tentative et des circonstances atténuantes.

Les mêmes principes vont nous permettre de résoudre des difficultés du même ordre.

Si l'infraction a été primitivement qualifiée crime et qu'au cours de l'instruction l'on constate qu'il n'y a eu qu'une tentative de crime, l'extradition doit être considérée comme valable, car, aux termes de l'article 2 du code pénal : « Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime même. »

S'il ne s'agit que d'un délit, il n'en va pas toujours ainsi, puisque l'article 3 du même code dispose : « Les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi ».

Il conviendra donc de s'en tenir à la demande primitive d'extradition ou d'en formuler une nouvelle, suivant qu'il s'agira d'une tentative du crime ou d'une tentative de délit.

Quant aux circonstances atténuantes, il ne peut s'élever de difficulté sur ce point. Tout ce que nous avons dit des circonstances aggravantes s'applique *a fortiori* aux circonstances atténuantes. D'ailleurs, celles-ci n'ont qu'un effet qui est relatif à la peine mais ne sauraient en aucun cas changer le caractère de l'infraction. La loi a déterminé les cas d'excuses, elle n'a pu fixer les causes de circonstances atténuantes, elle laisse ce soin au juge qui apprécie souverainement si tel fait est ou n'est pas atténuant.

La jurisprudence a toujours décidé que l'admission de circonstances atténuantes ne pouvait atteindre l'extradition dans aucun de ses effets.

§ 6. — Les questions d'extradition peuvent-elles être
une cause de sursis au jugement?

La solution de cette question est très controversée : la jurisprudence est aussi divisée que les auteurs sur ce point.

D'un côté nous trouvons MM. Ducrocq, Billot, P. Fiore (1) qui soutiennent qu'en aucun cas les questions d'extradition ne peuvent être une cause de sursis au jugement.

Les arguments invoqués à l'appui de cette opinion ne

(1) Billot, *op. cit.*, p. 333 et suiv.

Ducrocq, *Théorie de l'Extradition*. Paris, 1887, p. 63.

P. Fiore, *op. cit.*, p. 709 et suiv.

manquent pas de valeur. D'une part, l'on fait remarquer que les droits de l'extradé sont les mêmes que ceux qui appartiennent aux inculpés qui comparaissent devant les tribunaux sans s'être auparavant enluis en pays étranger. D'autre part, ainsi que le déclare M. Ducrocq avec beaucoup de force, si le tribunal décide de surseoir au jugement à propos d'une question d'extradition, il examine implicitement la validité de l'extradition et comme un excès de pouvoir.

Dans un cas, l'extradé dit à la justice : « Vous ne me jugerez pas ! » Dans l'autre cas, il lui dit : « Vous ne me jugerez pas en ce moment ! » Ce n'est qu'une différence du plus au moins, car c'est toujours dans sa fuite qu'il prétend trouver le droit de tenir l'un ou l'autre langage.

Enfin M. Billot s'efforce de démontrer qu'en aucun cas un sursis n'est justifié : le tribunal ne peut exiger l'apport de l'acte d'extradition non plus que l'interprétation officielle de cet acte. Nous avons déjà examiné ce qu'il faut penser de cette opinion d'après laquelle l'autorité judiciaire doit appliquer les conventions diplomatiques mais devrait se dispenser de les connaître. Il est inutile de revenir sur ce point.

En outre, nous ne croyons pas qu'en ordonnant une remise de cause pour permettre à l'autorité compétente de statuer ou de réclamer, un tribunal commette un excès de pouvoir ; ce n'est pas là entreprendre sur les fonctions administratives, ce n'est pas davantage préjuger de la solution à intervenir.

Enfin, ne faut-il pas remarquer qu'en demandant un sursis, l'extradé ne fait qu'user d'un droit qui appartient à tout accusé en vertu de l'article 306 du code d'instruction criminelle ?

« Article 306 : Si le procureur général ou l'accusé ont des motifs pour demander que l'affaire ne soit pas portée à la première assemblée du jury, ils présenteront au président de la cour d'assises une requête en prorogation de délai. Le président décidera si cette prorogation doit être accordée ; il pourra aussi d'office proroger le délai. »

Mais, dira-t-on, le motif qu'invoque l'extradé ne pourrait pas être invoqué s'il ne s'était pas enfui. Qu'importe, l'article 306 est général, il n'exclut pas systématiquement tel ou tel motif ; d'ailleurs, chaque accusé a ses motifs personnels pour demander une remise de cause ; l'extradé a les siens ; il n'y a à cela rien d'anormal.

Nous ne croyons donc pas qu'il existe de raison juridique péremptoire pour empêcher l'extradé de demander un sursis au jugement à propos d'une question d'extradition et à plus forte raison, pour empêcher un tribunal de le faire soit d'office soit sur les réquisitions du ministère public.

Le système que nous soutenons a été consacré par un arrêt de la cour de cassation du 4 septembre 1840 (aff. Dermenon ; Dal. répertoire, v. traité international, p. 597, note 2). Il a été également formulé dans la circulaire du ministre de la justice du 5 avril 1841, § 2 où on lit : « Quand on soutient devant un tribunal ou qu'une extradition est

irrégulière ou qu'elle est interprétée dans un sens soit trop favorable, soit préjudiciable à l'inculpé, le tribunal doit surseoir jusqu'à ce que le gouvernement ait fait connaître sa décision. » Il est vrai que depuis, dans deux arrêts successifs, la cour de cassation a consacré la doctrine contraire (18 juillet 1851, aff. Viremaître, Dal., 1851, 1, p. 248; — 22 décembre 1852, aff. Dareau, Dal., 1853, 1, p. 215) et que la cour d'assises de la Vienne a aussi statué dans le même sens (3 décembre 1866, aff. Sureau Lamirande, Dal., 1867, 2, 215). Mais aussi, finalement, la cour de cassation est revenue à sa première jurisprudence de l'arrêt de 1840 et a consacré de nouveau le système que nous croyons conforme aux principes (24 juillet 1864, affaire Faure de Monginot, Dal., 1867, 1, 287).

L'arrêt du 27 janvier 1887 (1) (Sir., 1887, 1, 188) a définitivement fixé la jurisprudence de la Cour suprême dans un sens favorable à notre opinion; cet arrêt est intéressant à connaître :

« La Cour, — Sur le premier moyen du pourvoi tiré de la violation des droits de la défense et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Vu ledit article, ensemble l'article 408 du C. instr. crim. :

« Attendu que Deltil, ancien notaire, était accusé aux termes de l'arrêt qui l'a renvoyé devant la cour d'assises du Tarn : 1° de faux en écriture authentique commis dans la rédaction du ministère notarial; 2° de faux en

(1) Dalloz, 1889, 1, 219.

écriture privée ou de commerce ; 3° d'abus de confiance qualifié ;

« Attendu que devant la cour d'assises, Deltil, qui a été livré à l'autorité française par le gouvernement du Brésil, a pris des conclusions tendant à ce qu'il fût sursis aux débats, à l'effet de vérifier si les chefs d'accusation à raison desquels il avait été extradé, étaient bien les mêmes que ceux dont le jury allait être saisi ;

« Attendu, en droit, que l'extradition d'un accusé constitue un acte de souveraineté qui échappe à toute appréciation et à tout contrôle de l'autorité judiciaire ; que, par suite, l'individu extradé n'a aucun titre, soit pour réclamer contre son extradition, et en contester la régularité, soit pour exiger la production des actes qui y sont relatifs ; — Mais attendu qu'il est de principe que l'extradé ne peut être jugé pour des faits autres que ceux qui ont déterminé son extradition ; qu'à l'égard des faits criminels ou délictueux au sujet desquels l'extradition n'aurait pas été consentie, il est réputé absent ; d'où résulte que s'il soutient n'avoir été livré que pour être jugé sur tel chef d'accusation à l'exclusion de tel autre, et si, d'ailleurs, sa prétention paraît sérieuse, les tribunaux doivent surseoir au jugement de l'affaire, non point pour ordonner l'apport des pièces, de nature purement diplomatique, mais seulement pour prendre auprès du gouvernement tous renseignements utiles par l'intermédiaire du ministère public ;

« Attendu qu'en l'espèce, la cour d'assises statuant

sur la demande de sursis formée par Deltil, déclare, dans un arrêt incident du 16 décembre dernier, que l'extradition de l'accusé a été sollicitée sur la production d'un mandat d'arrêt en date du 25 avril précédent ; qu'elle a été accordée à raison des crimes de faux et d'abus de confiance spécifiés dans ce mandat, et que Deltil n'étant poursuivi que pour ces crimes, le sursis demandé serait sans objet ; — attendu, cependant, qu'il résulte de la teneur même du mandat d'arrêt qu'à la date où il a été délivré par le juge d'instruction, les seuls crimes imputés à Deltil étaient les crimes de faux en écriture privée ou de commerce, prévus par les articles 150 et 147 C. pén. et le crime d'abus de confiance par un officier public, prévu par l'article 408 du même code, qu'on ne rencontre, en effet, dans le mandat en question aucune énonciation relative au crime plus grave de faux en écriture authentique, lequel a pu seul motiver une condamnation aux travaux forcés à perpétuité ; que la cour d'assises du Tarn s'est donc fondée pour repousser la demande de sursis formée par Deltil, sur une erreur manifeste, et que par suite de cette erreur, qui, dans l'espèce, touche au fond du droit, son arrêt incident doit être considéré comme dépourvu de motif. »

Nous verrons d'ailleurs, au sujet des droits de l'extradé, quel est le motif très juridique que ce dernier peut présenter pour demander un sursis.

CHAPITRE VI

DES EFFETS DE L'EXTRADITION PAR RAPPORT A L'EXTRADÉ

§ 1. — Droits de l'extradé.

L'extradé n'a acquis par sa fuite aucun droit nouveau. Tel est le principe qu'il convient de rappeler avant d'entrer dans toute discussion. Il est évident, en effet, que le fugitif ne saurait être dans une situation plus favorable que celle qu'il aurait eue s'il ne s'était pas enfui ou s'il avait été arrêté aussitôt après l'infraction commise. Par sa fuite, l'extradé n'a pu acquérir un droit qu'il n'avait pas avant.

« Au point de vue historique, dit M. Ducrocq (1), la prétention d'un tel droit se rattache manifestement, comme nous le disions tout à l'heure, aux anciennes traditions du droit d'asile. Il fut longtemps et largement, sous diverses formes, pratiqué en France pour ne parler que de notre pays. Mais il a disparu dans le nouveau droit public de la France, où il serait impossible d'en trouver quelque part la formule. Lors même que la nation qui aurait fait

(1) *Revue critique*, 1866, p. 501.

l'extradition admettrait encore le droit d'asile au profit des malfaiteurs, la France ne le *reconnait pas*, et il serait justement interdit d'arguer devant les autorités françaises de ce droit d'asile qui pourrait exister à l'étranger.

« Au point de vue philosophique et rationnel, la reconnaissance d'un droit que l'extradé puiserait dans sa fuite serait, à elle seule, pour les malfaiteurs, un encouragement à fuir la justice de leur pays.

« Au point de vue politique (et cette considération n'est pas sans portée dans un pays d'égalité et de démocratie comme la France), la reconnaissance d'un droit de cette nature serait un privilège pour les malfaiteurs auxquels leur position, leurs relations, leur instruction, le séjour des villes rendent la fuite plus facile.

« Au point de vue de la justice et de l'équité, ce serait une prime donnée aux grands criminels, qui auraient trouvé des moyens d'autant plus sûrs de consommer leur fuite et d'en profiter, qu'ils seraient partis plus chargés de la fortune d'autrui.

« Au point de vue moral, ce serait un triste spectacle que celui d'un accusé qui, amené devant la justice de son pays, après avoir voulu s'y dérober, aurait le droit de lui tenir ce fier et désolant langage : « Au lieu de me juger, « vous allez, en annulant mon extradition, proclamer votre « propre impuissance ; et cette impuissance, elle est mon « œuvre. »

Nous ne croyons pas cependant que le droit d'asile soit d'une manière absolue répudié en France ou à

l'étranger ; puisqu'il faut des conventions diplomatiques formelles pour qu'un fugitif ne puisse jouir de l'asile, *a contrario*, en l'absence d'une convention générale ou particulière, le droit d'asile ne se trouve-t-il pas consacré ? Mais nous croyons avec M. Ducrocq que le fugitif n'est pas fondé à se prévaloir de ce droit devant les autorités du pays requérant, et en particulier devant les tribunaux judiciaires.

Que fait en effet la défense d'un extradé en déposant des conclusions tendant à faire prononcer l'incompétence, ou à faire statuer par défaut ou par contumace sur certains chefs de prévention ou d'accusation ? Elle ne fait que demander à un tribunal français d'appliquer une convention internationale qui, il est vrai, s'impose à lui ; mais une convention diplomatique crée une obligation internationale pour les puissances contractantes, et c'est à ces dernières et non aux tribunaux qu'incombe le soin de veiller à la stricte exécution de cette obligation. L'extradé n'a aucun droit pour le faire. — A un autre point de vue, on peut considérer, ainsi que nous l'avons fait plus haut, l'extradition comme un acte interne ; ici encore on arrive logiquement à la même conclusion. L'extradition considérée de cette manière est un acte gouvernemental qui ne peut donner lieu, en aucun cas, à aucun recours contentieux. D'une part, l'autorité judiciaire ne peut apprécier un acte administratif et *a fortiori* un acte de gouvernement : d'autre part les tribunaux administratifs sont également incompétents quand il s'agit d'actes qui

touchent à l'exercice même de la souveraineté ; il reste donc l'action politique c'est-à-dire la mise en jeu de la responsabilité ministérielle du garde des sceaux qui aurait laissé poursuivre un extradé au mépris des conventions internationales. Ce mode de procéder restera inefficace, car, outre la difficulté qui ne manquera pas de se présenter de trouver un député consentant à adresser une semblable question, il est très douloureux que l'une ou l'autre chambre se décide à mettre en jeu la responsabilité d'un ministre à propos d'une question internationale ; en fait le cas ne s'est jamais présenté.

Il n'en résulte pas néanmoins que l'extradé à l'égard de qui le gouvernement requérant aurait violé des conventions internationales soit absolument désarmé ; il peut en effet adresser une requête au gouvernement du pays de refuge ; quoiqu'il ne puisse pas être un national de ce pays (les gouvernements n'accordant jamais l'extradition de leurs nationaux) il a droit cependant à sa protection par le fait même de sa fuite et de sa présence temporaire sur ce territoire étranger. C'est de cette manière qu'il convient d'entendre le droit d'asile, c'est ainsi qu'il faut comprendre les garanties que ce droit peut encore assurer dans l'état actuel des relations internationales.

La doctrine n'est pas unanime sur ce point.

M. Faustin Hélie ne partage en aucune façon la manière de voir qui vient d'être exposée.

« Lorsqu'un Français réfugié en pays étranger a été réclamé par la France, et lui a été livré, ce prévenu tra-

duit devant nos tribunaux peut élever des exceptions fondées soit sur l'illégalité de l'acte qui l'a livré, soit sur les termes conditionnels ou restrictifs de cet acte... Il ne suffit pas à la justice que le prévenu soit traduit à sa barre, il faut que les actes qui ont amené son arrestation soient réguliers, il faut que les traités diplomatiques sous la protection desquels il se trouvait aient été respectés, car elle doit être légalement saisie.

« Supposons par exemple que le prévenu ait été violemment saisi sur le territoire étranger par des agents de la force publique française ou qu'il ait été livré par quelque autorité subalterne à l'insu des deux gouvernements. Supposons encore que le fait à raison duquel il est mis en accusation ne soit pas celui qui a motivé son extradition, comment dénier à l'accusé la faculté de faire valoir dans le premier cas le fait violent et frauduleux qui a amené son arrestation ? dans le second cas, les termes conditionnels de la convention qui a autorisé son extradition ? Est-ce que tout accusé n'a pas le droit d'exciper dans l'intérêt de sa défense de toutes les violations des règles légales commises à son préjudice ? (1) ».

M. P. Bernard soutient avec beaucoup de force la même opinion que M. Faustin Hélie.

Après avoir montré avec beaucoup de raison, suivant nous, que deux puissances contractantes ne font que renfermer le droit d'asile et le droit d'extradition dans

(1) Faustin Hélie, *Traité de l'Inst. crim.*, t. II, p. 709.

des limites raisonnables, et que l'un et l'autre droit sont liés individuellement l'un à l'autre, puisque le premier diminue à mesure que le second s'étend, M. Bernard déclare :

« On comprend difficilement une stipulation faite par les gouvernants sur l'exercice de la souveraineté qui ne serait pas en même temps une garantie pour eux-mêmes et pour les gouvernés, lorsque précisément la stipulation porte sur le droit de soumettre ceux-ci à des lois de police et de compétence, et de modifier à leur égard et en vue d'une situation exceptionnelle les règles de compétence de la législation intérieure (1). »

Puis après avoir montré que par le fait de l'extradition la souveraineté d'un État subit des limitations de toute sorte, il se demande pourquoi les conventions internationales qui annoncent aux sujets de deux nations qu'ils ne seront pas livrés pour crimes ou délits politiques ne seraient pas une véritable reconnaissance d'un droit pour les extradés ?

Il n'y a qu'un mot à opposer à cette argumentation spécieuse : l'extradition est un acte de gouvernement. D'ailleurs M. P. Bernard part toujours d'un principe qui nous paraît contestable, d'après lequel le malfaiteur puise un droit dans sa fuite que l'auteur compare pour les effets à la prescription. Or cette analogie n'est qu'apparente et si l'on entre quelque peu dans la discussion, on n'a aucune peine à s'apercevoir qu'il y a entre la fuite du criminel et

(1) Il a été démontré que les conventions internationales ne modifient pas la compétence des tribunaux.

la prescription, de profondes différences. Dans le premier cas, le malfaiteur est connu et rien, sinon un obstacle matériel qu'il s'agit de surmonter par l'extradition, ne vient empêcher la poursuite. Dans le second cas, l'auteur du crime n'étant pas connu, la poursuite ne peut avoir lieu. En outre la prescription trouve sa justification naturelle dans l'atténuation du trouble social au bout d'un certain délai ; en cas de fuite, au contraire, ce trouble social loin d'être atténué est en quelque sorte augmenté par l'impunité du coupable dont on connaît l'identité et la résidence.

Aux noms de MM. Faustin Hélie et P. Bernard, il faut ajouter ceux de Dalloz, Le Sellyer et Duverdy qui soutiennent la même doctrine.

La circulaire du garde des sceaux de 1841 est également favorable à cette opinion qui a d'ailleurs été celle de la jurisprudence jusqu'en 1845 (1).

Mais un arrêt du 11 mars 1847 de la cour de cassation a opéré un revirement complet dans la jurisprudence :

« Sur le second moyen, est-il dit dans cet arrêt, tiré de ce que le demandeur s'étant réfugié en pays étranger, il y aurait eu extradition avant toute mise en accusation, avant même toute prise de corps, attendu que Cruveillé est sans qualité pour attaquer sous le rapport de la forme l'extradition dont il s'agit... (2) »

(1) Voir notamment les arrêts Cass., 15 mars 1822, 18 mai 1838 (*Journ. de Droit crim.*, t. X, p. 162), 9 mai 1845 (Sirey, 1845, 1, 396).

(2) Cass., 11 mars 1847 (Sir., 1847, 1, 397).

Depuis cette époque, cette jurisprudence s'est constamment maintenue ; citons les arrêts suivants de la cour de cassation : 18 juillet 1851 (Sir., 1853, 1, 157), 23 décembre 1852 (Sir., 1853, 1, 400), celui de la cour d'assises de la Vienne du 3 décembre 1866 (Dal., 1867, 2, 172), celui de la cour d'assises de la Charente du 8 mai 1867 (Dal., 1867, 1, 463), celui de la cour de cassation en date du 26 juillet 1867 (*Journal du Palais*, 1867, p. 110-1), enfin un arrêt de la même cour que nous avons déjà eu l'occasion de citer, en date du 11 janvier 1884 (affaire Cyvoct) (1).

D'autre part, la chancellerie a adopté le même système notamment dans la lettre du 25 novembre 1866 lue au procès Lamirande et dans celle du 4 juillet 1867 communiquée à la cour de cassation à propos de l'affaire Renneçon-Charpentier (2).

Des principes ainsi consacrés on a déduit les conséquences suivantes :

a) L'extradé n'a pas le droit d'invoquer la nullité de l'extradition. Les formes requises dans le pays de refuge n'ont-elles pas été observées ? c'était dans ce pays qu'il convenait de réclamer et non dans le pays requérant. L'extradition a-t-elle été accordée pour un délit non prévu au traité ? le fugitif est impuissant vis-à-vis d'un acte de gouvernement.

(1) Voir également l'arrêt plus récent, Cass., 27 janv. 1887. Sir., 1887, 1, 188.

(2) Voir ces deux lettres citées par Billot, *op. cit.*, p. 359 et 360.

Cette solution est consacrée par une jurisprudence constante : voir notamment les arrêts suivants de la cour de cassation :

4 mai 1865 (Sir., 1866, 1, 36) ;

6 juin 1867 (Dal., 1867, 1, 463) ;

4-25 juillet 1867 (Dal., 1867, 1, 281-287) ;

13 avril 1876 (Dal., 1876, 1, 512) ;

b) En second lieu, l'extradé n'a pas qualité pour demander à n'être jugé ou condamné contradictoirement que pour certains chefs d'accusation ou de condamnation déterminés.

Admettre le contraire équivaldrait en effet à déclarer que l'accusé a puisé un droit dans sa fuite. Au surplus, les réserves résultant de la spécialité de l'extradition n'ont pas été imposées par le pays requis dans l'intérêt de l'extradé, mais bien pour satisfaire l'honneur, l'indépendance et la dignité de ce pays. « La meilleure preuve, dit M. Moulineau, que ces réserves n'ont pas d'autre mobile, c'est que leur absence ne compromettrait pas d'autres prérogatives que les siennes. »

D'ailleurs, il ne s'agit en l'espèce que d'une question internationale, les faits se sont chargés de le prouver. Dans l'exposé de l'affaire Lawrence qui a été fait plus haut, nous avons insisté sur ce fait que les défenseurs de Lawrence ont succombé devant les tribunaux américains quand ils ont soutenu que leur client ne devait pas être mis en jugement pour des faits dont il n'avait pas été question en Angleterre lorsque son extradition avait été demandée et

accordée. Ils se sont alors adressés (c'était d'ailleurs la seule voie régulière) au gouvernement britannique pour que ce dernier soulevât un incident diplomatique. Le but du gouvernement anglais était d'obtenir que le Président des États-Unis donnât les ordres nécessaires aux officiers du ministère public.

c) En troisième lieu, l'extradé n'a pas qualité pour demander à être reconduit à la frontière en cas d'acquittement sur les chefs visés dans l'acte d'extradition ou après avoir subi la peine afférente à ces chefs. C'est au gouvernement, c'est-à-dire au pouvoir exécutif et non à l'autorité judiciaire, qu'il appartient de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exacte observation des conventions internationales, l'extradé ne saurait en aucun cas puiser un droit dans ces conventions et encore moins le faire valoir devant les tribunaux.

d) En quatrième lieu, l'extradé a-t-il le droit de demander qu'il soit sursis aux poursuites ou au jugement jusqu'à ce que l'autorité compétente ait statué sur la portée de l'extradition ?

Nous renvoyons à la partie de cette étude où nous avons examiné la question du sursis en général. Il ne paraît pas douteux que l'extradé ne puisse présenter une requête à fin d'obtenir une remise de cause, si l'on considère la situation qui est faite à l'extradé et si l'on veut bien remarquer que pour protester contre une irrégularité dans la procédure d'extradition, l'individu livré n'a qu'une seule ressource qui est de s'adresser au gouverne-

ment requis sous la protection duquel il s'était placé. Le tribunal en faisant droit à sa requête ne fera qu'observer scrupuleusement les règles de la matière. L'extradé profitera du délai pour s'adresser au gouvernement requis, et ce dernier jugera en toute liberté s'il doit soulever un incident diplomatique et demander des explications au gouvernement requérant sur les conditions dans lesquelles la poursuite et le jugement sont intervenus.

Telle est, il nous semble, la seule procédure qui concilie à la fois les droits de la défense et les exigences internationales.

§ 2. — L'extradé peut-il demander à être jugé
sur tous les chefs d'accusation relevés à sa charge?

Il est actuellement admis par le droit conventionnel que l'extradé peut, de son propre mouvement, renoncer aux réserves qui ont été insérées dans l'acte d'extradition et même d'une façon générale à l'effet restrictif de l'extradition. Il semble que ce principe soit en contradiction avec l'opinion que nous avons toujours défendue, qui considère l'extradition comme un contrat passé entre deux gouvernements dans lequel l'extradé n'a pas à intervenir. C'est ainsi que l'on a soutenu qu'il n'appartenait pas à l'extradé de demander à être jugé sur tous les chefs d'accusation relevés à sa charge.

« Il est certain, dit M. Faustin Hélie, que l'adhésion du prévenu ne peut modifier ni les règles de la compétence,

ni l'exécution d'une convention dans laquelle il n'a point été partie » (1).

Le gouvernement requérant, dit-on à l'appui de cette théorie, s'est obligé envers le gouvernement requis, il ne peut être relevé de ses obligations que par ce dernier. La convention d'extradition s'impose aux juges, nous l'avons démontré, elle doit s'imposer également à l'extradé. D'ailleurs, en stipulant des réserves, le gouvernement requis n'a pas entendu seulement en faire profiter le fugitif qui était venu lui demander asile, mais il l'a fait avant tout dans un intérêt supérieur de justice, afin d'empêcher que l'extradé ne soit condamné à raison des faits de minime importance ou à raison de faits exclusivement politiques; en un mot, il ne veut pas s'associer à des poursuites de circonstance. Enfin, l'on fait remarquer que si le fugitif a toujours le droit d'abandonner son pays de refuge pour venir se livrer aux autorités du pays où l'infraction a été commise, il n'a plus le droit d'annihiler le contrat d'extradition une fois que ce contrat est valablement et dûment formé entre deux gouvernements (2).

Avant de répondre à cette argumentation, il n'est pas inutile de faire ressortir l'intérêt pour l'extradé qu'il y a parfois à demander à être jugé sur toutes les infractions relevées à sa charge. C'est là une question de fait, mais il est certain qu'en agissant ainsi l'extradé arrivera le plus souvent à se concilier la bienveillance de ses juges; en

(1) *De l'Instr. crimin.*, t. II, p. 220.

(2) Voir Moulineau, *op. cit.*, p. 32.

outre, des débats contradictoires sur les infractions réservées peuvent donner des indications favorables à l'accusé en ce qui concerne la poursuite principale pour laquelle l'extradition a été accordée. Enfin s'il s'agit de faits qui étaient ignorés lors de la première demande d'extradition, l'accusé peut avoir intérêt à ne pas se prévaloir des réserves, pour éviter une prolongation de sa détention préventive qui résulterait d'une nouvelle demande pour ces nouveaux faits.

Mais l'intérêt ne suffit pas pour créer un droit et il nous faut démontrer que, quoi qu'on en dise, l'extradé a le droit de renoncer aux réserves.

L'on peut tout d'abord s'emparer de l'argument invoqué à l'appui de la thèse contraire, qui consiste à faire ressortir le caractère exclusif de l'extradition qui est un contrat passé entre deux gouvernements.

Précisément, les réserves que contient cet acte ne s'imposent pas à l'extradé, mais seulement au gouvernement requérant. Dès lors les clauses de la convention internationale, quelles qu'elles puissent être, ne peuvent rien contre le droit formel d'un accusé d'être jugé publiquement et complètement. Rien n'est plus contraire à la notion de la justice, ni à celle de l'honorabilité des citoyens que de prétendre entraver l'action des tribunaux. Nous trouvons dans cette matière de l'extradition suffisamment d'obstacles au libre cours de la justice sans qu'il soit nécessaire d'en augmenter encore le nombre au mépris du principe sacré de la liberté de la défense.

« Aucun droit, dit M. Bernard, n'est plus incontestable et plus précieux pour un accusé que celui de purger entièrement l'accusation dont il est l'objet. Si avant l'extradition, il avait la faculté de se représenter pour se justifier ou pour se libérer par l'expiation, comment ne l'aurait-il pas lorsque son arrestation le place en face de ses juges ? (1) »

« Nous n'hésitons pas à affirmer, déclare M. P. Fiore, qu'en semblable hypothèse, le débat contradictoire doit être étendu à tous les chefs d'accusation. En effet, si l'acte d'extradition oblige les deux gouvernements, il n'oblige pas le prévenu qui n'a pas participé à la rédaction de cet acte. Dès lors, il ne saurait avoir pour effet de diminuer les droits de la défense, ni surtout le droit qui appartient à l'accusé d'être purgé entièrement de l'accusation de tous les actes délictueux qui lui sont imputés (2). »

Tel est également le système adopté par M. Ducrocq :

« Lorsque l'extradition s'est accomplie entre deux souverainetés, l'équité et la loi n'exigent qu'une chose, c'est que la fuite du malfaiteur n'exerce au point de vue juridique aucune influence sur sa situation. L'extradition ne doit pas aggraver et elle n'aggrave pas la position de l'extradé par rapport à ce qu'elle était au jour de sa fuite ; il a les mêmes droits, les mêmes juges, ses juges naturels, les mêmes voies de recours, les mêmes privilèges, au

(1) Bernard, *op. cit.*, p. 499, t. II.

(2) *Op. cit.*, p. 72.

point de vue de la liberté de sa défense ; et il dépendra de lui, s'il croit y avoir intérêt, de consentir à être jugé même pour les faits à raison desquels son extradition n'aurait pas été consentie. En un mot, la fuite ne peut et ne doit à aucun point de vue préjudicier à l'extradé (1). »

Enfin M. Billot insiste sur cette idée quand il dit : « Le Code pénal ne frappe pas de peines particulières le malfaiteur qui cherche un refuge au delà des frontières : aucune différence au point de vue de la culpabilité n'existe entre lui et le complice qui a caché sa faute dans le pays même où l'infraction a été commise. Les droits reconnus à l'un doivent être assurés à l'autre (2). »

La doctrine est donc presque unanime pour reconnaître à l'extradé le droit d'être jugé contradictoirement sur tous les chefs d'accusation relevés contre lui.

Cette théorie n'a pas toujours été adoptée par la jurisprudence.

En 1843, la Belgique avait accordé l'extradition d'un nommé L., inculpé de banqueroute frauduleuse et d'abus de confiance, mais ce dernier chef étant réservé. L'extradé renonça devant la justice française à cette réserve et déclara vouloir purger la double accusation dont il était l'objet.

La cour d'assises du Pas-de-Calais, par un arrêt en date du 15 février 1843, prit acte de son consentement, et fit droit à sa requête.

(1) Ducrocq, *op. cit.*, p. 44.

(2) *Op. cit.*, p. 360.

« Attendu, y est-il déclaré en droit, que l'extradition n'est accordée que pour l'objet déterminé dans la demande qui en a été faite; que les conséquences de l'extradition ne peuvent pas s'étendre au delà du fait qui l'a motivée; que ce serait violer les principes du droit des gens que de ne pas s'en tenir à l'objet et à la cause de l'extradition; attendu, en fait, que ce n'est que comme accusé du crime de banqueroute frauduleuse que L... a été livré à la France par le royaume de la Belgique, et que cette accusation est maintenant écartée par la déclaration du jury; mais, attendu que l'accusé, dûment interpellé, déclare renoncer au bénéfice de l'exception résultant en sa faveur des principes ci-dessus posés, et consentir à ce qu'il soit par la cour statué sur celle des réponses du jury qui est affirmative à son égard; en conséquence, et attendu qu'il résulte de la déclaration du jury que L... est convaincu d'avoir, au mois de juillet 1842, commis le délit d'abus de confiance en détournant ou dissipant au préjudice du propriétaire une somme de..... qui ne lui avait remise qu'à titre de mandat, et à la charge d'en faire un emploi déterminé, vu les articles....., condamne L... »

Le ministre de la justice ne partagea pas l'opinion exprimée par la cour d'assises du Pas-de-Calais, et donna l'ordre de conduire immédiatement le condamné à la frontière, par mesure administrative.

« Il est de règle, disait-il au procureur général de Douai, qu'un accusé, livré par un gouvernement étranger, ne peut être mis en jugement que pour le fait même qui a

motivé son extradition et qu'en cas d'acquittement sur ce fait, il doit être immédiatement reconduit à la frontière pour y être mis en liberté. Le consentement donné par L. à sa mise en jugement pour abus de confiance et même la connexité de ce délit avec le fait principal ne sauraient motiver une exception à cette règle qui a toujours été scrupuleusement suivie entre la France et la Belgique. Je vous invite à vous concerter immédiatement avec l'autorité administrative pour que L... soit sur le champ reconduit à la frontière belge et rendu à la liberté ».

Ce système s'appuie en outre sur la très grande autorité de M. Faustin Hélie.

« Il est certain, dit l'éminent auteur, en effet que la seule connexité d'un délit avec un fait qualifié crime n'est pas un motif suffisant d'étendre la juridiction jusqu'au délit, car la connexité ne suppose pas en général l'indivisibilité de la procédure. Il est certain encore que l'adhésion du prévenu ne peut modifier ni les règles de la compétence, ni l'exécution d'une convention dans laquelle il n'a point été partie. Mais il devrait sans doute en être autrement si les deux faits étaient le résultat d'une même action et s'ils ne pouvaient être séparés sans scinder une procédure indivisible; car, alors, le crime et le délit se confondent dans un même fait, et c'est à raison de ce fait, considéré dans toute sa criminalité, que l'extradition a été accordée. (1) »

(1) F. Hélie, *Traité de l'Instr. crim.*, t. II, p. 220.

En soutenant la même opinion, M. Moulineau s'exprime ainsi :

« Quant à l'État requérant il ne peut être déchargé de sa responsabilité, délié de ses obligations, que par le gouvernement envers lequel il s'est engagé; la volonté d'un prévenu ne saurait autoriser l'inexécution d'un contrat auquel il n'a point été partie. Certes le fugitif était libre d'empêcher ce contrat de naître, en revenant spontanément s'offrir au châiment (je ne veux pas ajouter qu'il était libre aussi de ne pas prendre la fuite) mais il ne l'a pas fait, il s'est au contraire très volontairement placé ou maintenu sous la domination d'une puissance étrangère; il a accepté d'avance et définitivement toutes les conséquences de cette soumission voulue et réfléchie et il doit les subir ».

Nous avons déjà vu que l'extradition ne peut pas modifier les règles sur la compétence; à cet égard un des arguments exposés plus haut nous paraît sans valeur. Quant à dire que l'extradé ne peut intervenir dans l'exécution d'une convention dans laquelle il n'a point été partie, nous ne croyons pas que cette observation soit exacte.

En effet, il convient de faire des réserves lorsque l'on assimile le contrat d'extradition à un contrat ordinaire prévu par le code civil. L'un est un contrat de droit public, l'autre de droit privé; l'un a pour objet la livraison d'un homme, c'est-à-dire d'un être susceptible de droits, l'autre la livraison (s'il s'agit d'un promesse de donner, ce qui est le cas) d'une chose inanimée ou d'un animal non suscep-

tible de droits. Lors donc que l'on vient interdire au nom d'une semblable assimilation à l'extradé la faculté de purger les accusations qui sont portées contre lui, nous nous refusons à suivre et à adopter une argumentation qui tend à violer les droits de la défense.

Mais ce n'est pas tout. M. Faustin Hélie dit que le prévenu ne peut modifier l'exécution d'une convention dans laquelle il n'a point été partie. Nous admettons cette interdiction pour un instant ; mais nous prétendons que le prévenu ne peut rien modifier pour cette unique raison, c'est que la convention d'extradition est dans ce cas inexistante comme n'ayant plus de cause et n'ayant plus d'objet.

1° *Le contrat d'extradition n'a plus de cause.*

Dans l'étude magistrale qu'il a faite des caractères juridiques de l'extradition, M. Billot définit ainsi la cause dans ce contrat :

« Elle consiste dans le but immédiat que l'État requis se propose d'atteindre en s'obligeant. Quel est ce but ? C'est à la fois de livrer aux juges compétents un individu coupable ou présumé tel, d'assurer l'exercice de la justice répressive et d'acquérir un droit à la réciprocité de la part de l'État requérant (1). »

Le droit à la réciprocité est plutôt le motif éloigné du contrat que sa cause déterminante, M. Billot le reconnaît lui-même. D'ailleurs ce but est atteint par suite de l'existence même d'un traité, ce qui est le cas général.

(2) *Op. cit.*, p. 9.

Or la livraison aux juges compétents de l'individu coupable ou présumé tel, n'est jamais plus parfaite que lorsque cet individu vient se livrer lui-même, ce qui est l'hypothèse dans le cas où il renonce aux réserves de l'acte d'extradition. D'autre part, l'exercice de la justice répressive n'est jamais mieux assuré. Nous sommes donc en droit de dire que le contrat d'extradition n'a plus de cause.

2° Il n'a pas non plus d'objet. M. Billot déclare, en effet, que l'objet de l'extradition est la remise de l'individu fugitif; or il est évident qu'en demandant à purger toutes les accusations portées contre lui, l'extradé se remet lui-même et que dès lors l'intervention de l'État requis pour faire observer la spécialité de l'extradition ne peut plus se justifier.

Un contrat cesse de produire ses effets lorsque sa cause ou son objet viennent à disparaître à la suite d'un événement quelconque.

Ainsi le système que nous avons admis nous apparaît comme absolu et général: il n'y a pas lieu de distinguer entre les infractions découvertes postérieurement à l'extradition et les autres.

On ne saurait non plus accepter une distinction qui a été faite entre les infractions de droit commun et les infractions politiques. Au nom de quel principe reconnaîtrait-on à l'extradé le droit de renoncer à la protection de l'état de refuge pour les unes et non pour les autres? Dans le cas où le tribunal mettrait en jugement l'extradé

sur sa demande, à raison des infractions ayant un caractère politique, l'État requis ne serait pas recevable à adresser des représentations ; il ne peut raisonnablement prétendre protéger l'accusé contre son gré.

Enfin, il faut décider que l'extradé n'a pas le droit de mettre des conditions à sa demande ; par exemple, de renoncer à la spécialité de l'extradition à l'égard de quelques chefs d'accusations et non à l'égard de quelques autres. La justice ne peut accepter un pareil marché ; l'extradé n'a que deux partis à prendre : comparaître ou comme extradé, ou comme s'étant librement constitué. S'il invoque le bénéfice des clauses du contrat d'extradition, il n'a pas le droit de les discuter, car les parties sont les deux gouvernements.

La jurisprudence est d'ailleurs unanimement revenue sur le système admis en 1843 par la dépêche de M. le garde des sceaux. Dès 1847, la cour de cassation s'est prononcée en sens contraire et conformément à l'arrêt de la cour d'assises du Pas-de-Calais. Les motifs de l'arrêt du 24 juin 1847 contiennent un exposé très complet de la solution qui a toujours été consacrée depuis (1).

Ce système a été adopté également par la cour d'assises de la Vienne (affaire Sureau-Lamiraude), arrêt du 3 décembre 1866 par le garde des sceaux dans sa dépêche du 4 juillet 1867 ; par la cour d'assises d'Oran, arrêt du 17 avril 1868 (affaire Cayla).

(1) On trouvera cet arrêt, ainsi que ceux pour lesquels ils n'est pas donné de références spéciales, dans l'ouvrage de M. Billot.

Enfin le droit conventionnel révèle une tendance dans le même sens.

Citons notamment l'article 10 du traité conclu le 15 août 1874 entre la France et la Belgique :

« L'individu qui aura été livré ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement pour aucune infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au gouvernement qui l'a livré. »

L'article 9 § 1^{er}, du traité conclu le 29 novembre 1869 entre la France et la Bavière est ainsi conçu :

« L'individu extradé ne sera ni poursuivi ni puni pour crimes ou délits autres que ceux dont il a été fait mention dans la requête d'extradition, à moins que ces crimes ou délits ne soient prévus à l'article 2 et que le gouvernement qui a accordé l'extradition ne donne son consentement *ou* à moins du consentement exprès ou volontaire donné par l'inculpé et communiqué au gouvernement qui l'a livré.

Les articles 8 § 2, du traité franco-suisse du 12 janvier 1870 et 9 du traité du 12 mai 1870 entre la France et l'Italie contiennent également les termes suivants :

« ...A moins du consentement exprès et volontaire donné par l'inculpé et communiqué au gouvernement qui l'a livré. »

Néanmoins la récente convention entre la France et les Pays-Bas porte dans l'article 5, § 1^{er} :

« L'individu extradé ne sera ni poursuivi ni jugé contradictoirement pour une infraction autre que celle ayant

motivé l'extradition, à moins d'un consentement spécial donné dans les conditions de la loi, *par le gouvernement requis.* » Il en résulte qu'une communication au gouvernement requis du consentement donné par l'extradé n'est pas suffisante ; il est nécessaire d'obtenir de ce gouvernement un consentement spécial.

La disposition dont il s'agit a été empruntée au projet de loi voté par le Sénat français le 4 août 1879 (article 4). L'exposé des motifs dudit projet contient sur ce point une observation qui ne nous a pas convaincu et qui est ainsi conçue :

« La déclaration de l'accusé consentant sur l'interpellation d'un magistrat à être jugé sur de nouveaux chefs, et se dépouillant ainsi des garanties qui l'entouraient, pouvait ne pas sembler suffisamment libre ou tout au moins suffisamment éclairée. »

Cette manière de voir a été heureusement abandonnée dans le traité le plus récent, celui du 5 juillet 1897, conclu entre la France et la République de Libéria.

L'article 5, § 1^{er}, dispose :

« L'individu extradé ne sera ni poursuivi ni jugé contradictoirement pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins :

« 1^o D'un consentement spécial donné par le gouvernement requis ;

« 2^o Que l'extradé ne demande lui-même à être jugé ou à subir sa peine, auquel cas sa demande sera communiquée au gouvernement qui l'a livré. »

Forme de la renonciation aux réserves.

La forme de la renonciation aux réserves n'est pas sans importance. Il est nécessaire en effet que l'extradé se rende compte des conséquences de cette renonciation. Aussi le devoir des magistrats qui la reçoivent est-il de l'avertir et de lui signaler tous les effets de cet acte. Il conviendra au surplus de lui faciliter les moyens de s'éclairer auprès d'un conseil.

En principe, la renonciation doit être formelle, expresse et écrite soit dans une lettre adressée aux magistrats et qui sera annexée au dossier, soit dans un procès-verbal dressé sur les déclarations de l'extradé par le juge d'instruction saisi ou par le procureur de la République.

Des précautions analogues doivent être observées, si l'intention de l'extradé se manifeste au cours de l'audience.

Néanmoins, il est admis qu'une renonciation tacite résulte de l'opposition faite par l'extradé à un jugement qui l'a condamné par défaut sur des infractions réservées. Une déclaration de réciprocité consacre ce régime dans les rapports entre la Belgique et la France (1).

§ 3. — De l'extradition volontaire.

Entre l'hypothèse du retour spontané du fugitif dans

(1) Bomboy et Gilbrin, *op. cit.*, p. 114.

le pays où il a commis l'infraction et celle de sa remise à l'État requérant à la suite d'une procédure d'extradition, se place une solution intermédiaire que la doctrine désigne sous le nom d'*extradition volontaire*. Il faut supposer le fugitif arrêté provisoirement dans le pays de refuge sur la demande du gouvernement requérant. L'on sait que l'arrestation provisoire est souvent opérée sur un simple avis télégraphique émanant des autorités du pays requérant ; elle a pour but de s'assurer de la personne du fugitif pendant que seront réunies les pièces nécessaires pour obtenir l'extradition. Dans cette situation, le fugitif demande à être livré immédiatement à la justice du pays requérant avant que la demande régulière d'extradition ne soit formée ou qu'il n'y soit répondu. Le gouvernement requis peut-il s'y opposer ?

Nous répondons non, car l'extradition n'enlève aucun droit à l'extradé.

Pourquoi priverait-on le détenu de la faculté qu'il avait avant son arrestation de venir se constituer prisonnier entre les mains des autorités compétentes pour le poursuivre et le juger ? Comment l'arrestation provisoire serait-elle susceptible de produire un tel résultat ?

Serait-ce au nom du respect des formes édictées par le traité ?

« Mais, dit M. Billot, l'intérêt général qui a dicté ces formalités n'est pas de telle nature que l'observation en doive être maintenue, lorsque l'intérêt du prévenu y est manifestement contraire. S'il en était autrement, il fau-

drait décider que le pays de refuge pourrait, dans certains cas, s'opposer à ce que le malfaiteur réfugié, dont l'arrestation provisoire n'a pas été demandée, rentrât dans le pays où il est poursuivi, pour s'y constituer prisonnier (1). »

Cela posé, quels seront les effets de cette constitution, de cette extradition volontaire ?

Il y a trois systèmes en présence :

Premier système. — L'extradition volontaire place l'inculpé dans la situation qu'il aurait eue, s'il s'était spontanément constitué prisonnier.

A l'appui de ce système adopté par la chancellerie et la jurisprudence en France, on fait observer que si l'autorité judiciaire est chargée d'appliquer les conventions internationales relatives à l'extradition, elle ne connaît aucune limite dans l'exercice de sa mission, lorsque la convention internationale ne contient aucune réserve ; or l'extradition volontaire implique l'absence d'un acte d'extradition et ce fait enlève toute signification à la demande d'arrestation provisoire, demande toujours laconique, rédigée la plupart du temps en style télégraphique.

On doit donc considérer l'extradé comme s'étant livré lui-même ; comme censé rentrer sur le territoire du pays requérant « par un effet de sa propre initiative », suivant l'expression dont s'est servie la cour de cassation dans son arrêt du 4 juillet 1867 (affaire Renneçon-Charpentier). Il est impossible de soutenir qu'en se livrant ainsi, le

(1) *Op. cit.*, p. 372.

fugitif ait entendu dicter des conditions à l'État requérant. Il n'a d'ailleurs aucune qualité pour le faire, l'État requis seul aurait pu émettre une semblable prétention.

Deuxième système. — Dans un second système, l'on soutient que l'extradition volontaire a pour objet de placer l'accusé dans la situation qu'il aurait eue, si son extradition avait été régulièrement effectuée, pour les infractions qui ont motivé la demande d'arrestation provisoire.

En d'autres termes, on applique dans l'hypothèse intégralement le principe de la spécialité de l'extradition. Par conséquent pour poursuivre et juger le fugitif sur des chefs qui n'étaient pas visés dans la demande d'arrestation provisoire, le gouvernement requérant devra obtenir soit le consentement du gouvernement requis, soit l'adhésion formelle du fugitif après son retour.

On fait remarquer que le fugitif a été arrêté sur une requête aux fins d'extradition et qu'il ne s'est pas livré spontanément. Sa demande a été inspirée par le seul désir d'abrégé la durée de l'arrestation provisoire, mais il n'a pas eu l'intention de renoncer au bénéfice des conventions internationales. D'ailleurs, il s'agit d'une question de bonne foi entre les gouvernements. L'État requis en livrant le fugitif après avoir pris connaissance des faits incriminés entend que ce dernier ne sera ni jugé, ni poursuivi pour des chefs différents de ceux visés dans la demande d'arrestation provisoire. Le gouvernement requérant doit se conformer à cette pensée. En un mot, il s'agit d'une véritable extradition au point de vue interna-

tional, puisque le fugitif est privé de liberté ; seules les formes prescrites par la législation du pays requis ne sont pas observées, mais ces formes ne sont pas essentielles pour que vis-à-vis du pays requérant il y ait extradition. Dès lors, les effets spéciaux de l'extradition doivent être scrupuleusement observés. Tel est le système suivi par la Belgique.

Troisième système. — M. Duverdy a proposé une solution intermédiaire : les effets de l'extradition volontaire dépendent uniquement du gouvernement requis, auquel il appartient de décider si la remise du prévenu a été effectuée dans les conditions prévues par le traité ou si elle doit être considérée comme un acte volontaire de l'inculpé qui se constitue prisonnier.

« Y a-t-il eu extradition opérée par le gouvernement requis ? dit-on à l'appui de ce système, toute la question est là. Qui peut la résoudre ? Le gouvernement requis seul, consulté par voie diplomatique. Et, si ce gouvernement répond que, sans la demande du gouvernement poursuivant, il n'eût pas arrêté l'inculpé et ne l'eût pas livré, il est certain qu'aucune poursuite ne peut être dirigée contre lui pour d'autres faits que celui qui était visé dans la demande d'arrestation (1). »

Le système de M. Duverdy ne nous apparaît pas comme une solution satisfaisante de la question et voici pourquoi : si l'on suppose la simple livraison de l'extradé

(1) Voir l'exposé de ce système (*Gaz. des trib.*, 8 août 1867).

Billot, *op. cit.*, p. 376.

volontaire sans qu'il y ait aucune explication échangée entre les deux gouvernements, il s'agit d'interpréter un contrat international ; on ne peut soutenir en effet qu'en pareil cas, il n'y ait pas contrat ou exécution d'un traité, puisque le fugitif est livré entre deux gendarmes du pays requis. Or, M. Duverdy laisse au gouvernement requis seul le soin d'interpréter la livraison de l'inculpé et cela postérieurement à cette livraison. Mais comment admettre que le gouvernement requérant soit tenu à des obligations qu'il n'a ni connues, ni acceptées au moment où il a pris possession de la personne du fugitif ?

De quel droit, la puissance requise serait-elle seule admise à trancher un différend international ? nous ne le voyons pas.

Si au contraire on considère le système de M. Duverdy comme une règle qu'il est prudent de suivre au moment où s'opère la livraison du fugitif, on ne peut alors lui refuser le mérite d'être logique et de couper court à toutes les difficultés.

Il est en effet très désirable qu'au moment de la livraison de l'extradé volontaire, le gouvernement du pays de refuge remette au gouvernement requérant une note, dans laquelle il expliquerait la manière dont lui, gouvernement requis, comprend l'opération. C'est ce système qui, dans la séance du 7 mars 1868 à la Chambre des représentants en Belgique a été vigoureusement exposé par M. Bara, ministre de la Justice, à propos de l'affaire Faure de Monginat :

« Une difficulté a effectivement surgi entre le gouvernement belge et le gouvernement français au sujet de l'application de la loi sur les extraditions. Le gouvernement français a soutenu que lorsqu'un prévenu lui était livré sans l'accomplissement des formalités inscrites dans la loi de 1833, le prévenu était censé s'être rendu volontairement à la justice de son pays et que dès lors ce prévenu devait répondre de toute espèce de délit.

« Cette opinion n'a pas été partagée par le gouvernement belge ; nous avons continué à réclamer les personnes ainsi livrées et la cour d'appel de Paris a adopté notre opinion (1).

« Mais pour prévenir le retour des faits dont il vient d'être parlé, pas n'est besoin de disposition dans la loi, il suffit d'une clause dans le traité et cette clause est facile à obtenir.

« Lorsqu'un individu ne voudra pas passer par les formalités prescrites par la loi, nous dirons au gouvernement français : L'acceptez-vous ainsi ? S'il s'y refuse, nous ne livrerons pas le prévenu ou il passera par les formalités prescrites.

« Le gouvernement français sera averti, les personnes à extraditer seront averties. Si un accusé nous dit : Je veux retourner en France quand même, il est libre, il peut aller répondre à la justice de son pays. »

Ces paroles constituent une réfutation énergique du

(1) Arrêt du 24 mai 1867 cassé par l'arrêt du 25 juillet 1867.

premier système qui est adopté par la Cour de cassation en France. Tout d'abord la prétention du gouvernement français de vouloir contrôler l'application à l'étranger d'une loi étrangère paraît pour le moins étrange.

La Belgique possède une législation intérieure sur l'extradition, c'est au gouvernement belge à la faire exécuter et non pas au gouvernement français.

D'autre part, M. Bara a nettement fait ressortir la différence qui existe entre la situation d'un individu qui vient se livrer spontanément à la justice de son pays et celle du fugitif qui, après son arrestation provisoire à l'étranger, renonce aux garanties que lui assurent non pas les conventions internationales mais les lois du pays de refuge. Dans le premier cas il n'y a pas de rapport international, dans le second, il y en a, et dès lors le premier système ne nous paraît pas fondé.

Il suffit d'ailleurs d'une remarque pour bien montrer que dans le cas d'extradition volontaire, dans l'hypothèse où le fugitif déclare formellement : je veux retourner en France purger tous les chefs d'accusation dont je suis l'objet, même dans ce cas, le gouvernement requis n'a pas le droit de le mettre en liberté et de lui dire d'aller librement se constituer prisonnier. Une demande d'arrestation provisoire a été en effet formulée, or, d'après le traité le gouvernement requis doit obtempérer à cette demande et ne peut de sa propre initiative mettre en liberté le fugitif sans violer les termes d'une convention internationale.

Il reste par conséquent le second système, celui de

l'interprétation restrictive adopté en Belgique. Quelque rigoureux que soit ce système au point de vue du pays requérant, nous estimons qu'en l'absence de toute stipulation, il paraît être le plus strict et le plus respectueux des exigences internationales.

L'extradition, avons-nous dit, peut être considérée à deux points de vue : au point de vue international et au point de vue de la législation intérieure. Dans le cas d'extradition volontaire il n'y a pas à coup sûr extradition au point de vue de la législation intérieure du pays requis, mais de cela, le pays requérant n'a pas à se préoccuper ; une chose est certaine, c'est qu'il y a un contrat international. Ce contrat international est-il un véritable contrat d'extradition ? Le système belge répond oui, le système français répond non. Il est évident que le gouvernement de refuge coopère à l'exercice de la justice dans le pays requérant ; mis il ne le fait pas d'une façon aussi complète que lorsqu'il a à vaincre la résistance du fugitif.

Ne faut-il pas voir dès lors dans l'extradition volontaire une convention internationale d'une nature spéciale présentant plus d'une analogie avec les conventions de transit ?

Quoi qu'il en soit, il serait désirable, ainsi que le propose M. Billot, que l'on insérât dans les traités la stipulation suivante :

« Tout malfaiteur fugitif mis en état d'arrestation provisoire, qui demandera à être livré aux autorités du pays requérant, sans attendre l'accomplissement régulier des

formalités de l'extradition, pourra être poursuivi et jugé pour tous les chefs d'accusation relevés à sa charge et prévus par le traité. Toutefois le gouvernement requérant devra notifier au gouvernement requis les incriminations qui feront l'objet des poursuites et qui n'auront pas été visées dans la demande d'extradition provisoire. »

Il est regrettable que dans les traités d'extradition conclus jusqu'à ce jour, même dans les plus récents, aucune clause ne figure relative à l'extradition volontaire. C'est là une cause de difficultés qu'il serait aisé de supprimer.

§ 4. — Situation de l'extradé après sa mise en liberté.

L'extradé peut être mis en liberté soit après avoir purgé la condamnation qu'il a encourue dans le pays requérant, soit après avoir été acquitté par les tribunaux de ce même pays.

Deux hypothèses sont par conséquent possibles, toutefois il n'est pas utile de les distinguer dans ce qui va suivre, car le même raisonnement s'applique à l'une et à l'autre.

Si l'extradé a commis d'autres infractions pour lesquelles l'extradition n'a pu être demandée ou accordée, il reste protégé par le traité. Mais ne pourra-t-il jamais être poursuivi à raison de ces infractions tant qu'il se trouvera sur le territoire du pays requérant par le fait même de sa mise en liberté ? Une semblable situation serait inacceptable. On ne peut admettre que l'extradé par

sa présence, brave impunément les lois qu'il a violées et soit assuré d'une impunité qui peut constituer un objet de scandale. Dans ces circonstances, le gouvernement requérant a une ressource qui est l'expulsion de l'extradé.

Quelle est l'autorité compétente pour procéder à cette expulsion? C'est à coup sûr l'autorité administrative (Loi du 3 décembre 1849, art. 7). L'autorité judiciaire n'a aucune qualité pour ordonner une semblable mesure. En France, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour consacrer le droit exclusif de l'administration (1). La cour de cassation dès 1867 a infirmé deux arrêts de la cour de Paris qui s'inspiraient de la doctrine contraire (2).

S'il s'agit d'un étranger, la loi de 1849 est formelle, le droit d'expulsion est incontesté et il ne peut y avoir aucune difficulté. Mais il n'en est pas de même si l'extradé est un national de la puissance requérante. Dans ce cas, l'administration n'est pas armée du pouvoir d'expulsion. D'autre part, l'autorité judiciaire ne peut prononcer la peine du bannissement que conformément aux termes du code pénal ou des lois spéciales.

Le gouvernement français estime dans l'espèce dont il s'agit que l'autorité administrative peut faire conduire à la frontière le national extradé et libéré. « Le gouvernement, dit-on à l'appui de cette solution, ne fait que replacer le fugitif dans la situation d'où l'extradition

(1) Voir Billot, *op. cit.*, p. 346 et suiv.

(2) Cass., 1^{er} février 1867, aff. Renneçon-Charpentier. Dal., 67, 1, 284.
Cass., 25 juillet 1867, aff. Faure de Monginot. Dal., 67, 1, 287.

l'avait arraché, c'est-à-dire hors de la juridiction de son pays. Du reste, qui pourrait s'en plaindre ? Ce n'est pas le gouvernement qui a autorisé l'extradition, puisque le renvoi de l'extradé n'est ordonné que pour satisfaire aux prescriptions de l'extradition. Ce n'est pas non plus l'extradé ; s'il ne veut pas être reconduit à la frontière, il n'a qu'à consentir à être jugé contradictoirement sur les chefs réservés ou à purger la condamnation réservée » (1).

Tout d'abord, le gouvernement requérant, pour remplacer le fugitif dans la situation exacte d'où l'extradition l'avait arraché, devrait prendre des mesures pour qu'il soit reconduit dans le lieu même où il a été arrêté à l'étranger ; or le gouvernement requérant ne le fait reconduire qu'à la frontière, ce qui est sensiblement différent. Au surplus, est-ce que l'on agit de même pour les condamnés ou acquittés non fugitifs ? Non. On se contente de leur ouvrir les portes de la prison le jour fixé pour leur libération. Ils peuvent se trouver fort éloignés du lieu où ils travaillent, où ils ont leur famille ; l'administration n'y prend garde. Pourquoi l'extradé serait-il placé dans une meilleure situation ? est-ce parce qu'il a tenté de se soustraire à la justice de son pays ? Mais n'est-il pas de principe que l'extradé ne puisse profiter de sa fuite ?

Le gouvernement requérant doit scrupuleusement respecter la convention internationale. Or l'on peut se demander s'il n'y a pas une violation indirecte de la con-

(1) Billot, *op. cit.*, p. 348.

vention, dans le fait de marchander, pour ainsi dire, le droit de séjour dans son pays au national qui refuse de purger des chefs d'infraction que l'acte d'extradition avait réservés.

En définitive, lorsqu'un Français extradé en France est libéré après avoir été acquitté ou avoir purgé sa condamnation, l'administration ne peut le faire reconduire à la frontière, parce qu'elle ne possède pas vis-à-vis du national comme vis-à-vis de l'étranger le droit d'expulsion et que le renvoi de l'extradé à la frontière est en réalité une expulsion.

Ces observations sont sans nul doute inspirées par le souci d'une stricte légalité. Mais nous avons déjà indiqué le danger qu'elles présentaient dans la pratique ; en jouissant de l'impunité pour les infractions réservées par l'acte d'extradition, l'extradé donne à la population au milieu de laquelle il a été ramené un déplorable exemple ; il est un sujet de scandale.

Il y a intérêt en tout cas à ce que le droit conventionnel règle la difficulté. Les traités devraient soit prévoir à l'occasion des crimes ou délits exceptés de l'acte d'extradition la faculté pour l'État requérant de faire conduire l'extradé à la frontière, soit fixer le délai qui courrait à partir de la libération de l'extradé et après lequel, s'il avait négligé de quitter le pays, il pourrait être contradictoirement jugé ou subir sa peine pour les faits réservés. Dans le silence des traités, on ne peut que recourir à une convention diplomatique particulière, surtout s'il s'agit d'un national.

Parmi les conventions concernant la France, il en est plusieurs où nous trouvons les traces de cette solution.

L'article 3, § 2 du traité conclu le 28 mars 1877 avec le Danemark est ainsi conçu :

« Le même individu (l'extradé) ne pourra d'ailleurs pas être poursuivi ou puni pour une infraction autre que celle ayant motivé l'extradition, à moins de son consentement exprès et volontaire, communiqué au gouvernement qui l'a livré, où à moins qu'après avoir subi sa peine ou avoir été acquitté du chef du crime ou du délit qui a donné lieu à l'extradition, il n'ait négligé de quitter le pays avant un délai d'un mois ou bien qu'il n'y vienne de nouveau. »

L'article 5, § 2, de la convention d'extradition avec les Pays-Bas (1) exprime la même idée :

« Sera considéré comme soumis sans réserve à l'application des lois de la nation requérante, à raison d'un fait quelconque antérieur à l'extradition, et différent de l'infraction qui a motivé cette mesure, l'individu livré qui aura eu pendant un mois depuis son élargissement définitif, la faculté de quitter le territoire de cette nation. »

Ces termes ont été littéralement reproduits dans l'article 5, § 2 de la convention signée à Paris le 5 juillet 1897, entre la France et la République de Libéria (2).

L'article 4 du projet de loi voté le 4 avril 1879 par le Sénat français soumet également sans réserve aux lois

(1) *Journal officiel* du 23 avril 1898.

(2) *Journal officiel* du 7 mars 1899.

qui obligent tous les résidents, l'extradé qui, élargi définitivement soit après l'exécution de sa peine, soit après un acquittement ou une grâce, ne quitte pas le territoire du pays requérant et y prolonge librement son séjour pendant plus d'un mois. (Voir dans le même sens l'article 7 de la loi néerlandaise du 6 avril 1875 qui limite également à un mois la durée de l'effet limitatif de l'extradition après la mise en liberté) (1).

On s'est demandé dans la doctrine si le gouvernement requérant avait le droit de rapatrier l'extradé, de le faire reconduire dans le pays d'où il a été livré, spécialement dans le cas où il serait acquitté sur les chefs d'inculpation qui avaient motivé l'extradition (Billot, *op. cit.*, p. 351). Dans la pratique ce rapatriement n'est pas effectué, jamais non plus il ne fait l'objet d'un accord particulier au moment de l'extradition et il n'est pas prévu par les traités. Il n'y a pas lieu de donner au fugitif acquitté un dédommagement qui jusqu'à présent n'est pas accordé à l'inculpé reconnu innocent et qui n'a pas quitté le pays où il a été poursuivi.

— Pour achever l'examen de la situation de l'extradé après l'exécution de sa peine, signalons une question que peut faire naître l'extradition envisagée dans ses rapports avec la loi sur le recrutement de l'armée.

Si l'individu livré se trouvait en état d'insoumission ou de désertion après avoir purgé l'inculpation de droit

(3) *Annuaire de législation étrangère*, 1875.

commun qui a motivé sa remise, il ne saurait être retenu pour l'une ou l'autre de ces infractions spéciales. A la différence des traités d'extradition conclus au XVIII^e siècle, les conventions actuellement en vigueur ne sont pas applicables à la désertion (1), ni d'une manière générale aux délits purement militaires. Ce principe figure également dans le projet de loi voté par le Sénat français qui, dans le dernier alinéa de l'article 2, ne prévoit l'extradition que pour les infractions *de droit commun* commises par des militaires. C'est qu'en effet, dit l'exposé des motifs du projet, si la sanction pénale attachée aux faits purement militaires est rigoureusement motivée par la nécessité d'assurer la discipline, la criminalité de ces faits n'en est pas moins essentiellement relative et elle est diversement appréciée dans les différentes législations.

Supposons le cas où l'extradé ne serait ni insoumis, ni déserteur, mais se trouverait, aux termes de la loi, appelé sous les drapeaux pendant la durée de la peine pour laquelle il a été livré; si la loi sur le recrutement fait suivre cette peine d'une mesure disciplinaire, applicable par voie de contrainte, l'extradé sera-t-il astreint à cette mesure? soit l'hypothèse suivante :

Le gouvernement français a obtenu l'extradition d'un délinquant de nationalité française, âgé de 19 ans, condamné à trois années d'emprisonnement pour vol; au

(1) Toutefois, eu égard aux besoins de la navigation, les puissances stipulent entre elles des facilités particulières pour la remise des marins déserteurs.

cours de l'exécution de cette peine a lieu l'appel de la classe à laquelle appartient cet individu : lorsque celui-ci aura satisfait à la loi pénale, l'autorité militaire pourra-t-elle le faire conduire dans un bataillon d'infanterie légère d'Afrique en vertu de l'article 5 de la loi du 9 juillet 1889 (1) ?

La question ne laisse pas d'être délicate.

Une solution affirmative semblerait peut-être devoir découler du principe général que nous avons déjà posé, à savoir que le fugitif ne saurait puiser un droit nouveau dans l'extradition, ni trouver après avoir été ramené dans le pays requérant une situation plus favorable que celle qu'il aurait eue s'il ne l'avait point quittée. Ne peut-on pas dire aussi qu'en définitive l'incorporation forcée dans l'infanterie légère d'Afrique est une conséquence de la peine principale se produisant de plein droit au même titre que certaines déchéances ou incapacités, dont l'extradition ne saurait affranchir le condamné ? Supposons que deux jeunes délinquants du même âge soient poursuivis en-

(1) Cet article 5 est ainsi conçu : « Les individus reconnus coupables de crimes et condamnés seulement à l'emprisonnement par application de l'art. 463 du Code pénal : — ceux qui ont été condamnés correctionnellement à 3 mois de prison au moins pour outrage public à la pudeur, pour délit de vol, escroquerie, abus de confiance ou attentat aux mœurs, prévu par l'art. 334 du Code pénal ; — ceux qui ont été l'objet de deux condamnations au moins, quelle qu'en soit la durée, pour l'un des délits spécifiés dans le paragraphe précédent, — *sont incorporés dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique* ; — ceux qui, au moment de l'appel de leur classe, se trouvaient retenus pour ces mêmes faits dans un établissement pénitentiaire, seront incorporés dans lesdits bataillons à l'expiration de leur peine, pour y accomplir le temps de service prescrit par la présente loi. »

semble pour participation à un même délit, l'un après constitution volontaire, l'autre après extradition : ne serait-il pas contraire à l'équité, qu'à l'expiration de la peine prononcée, celui qui a spontanément satisfait à la loi pénale fût conduit *manu militari* au bataillon d'Afrique, tandis que l'extradé demeurerait libre ?

Quelques spécieuses que soient ces considérations, nous inclinons à penser que l'autorité militaire devrait s'abstenir de procéder par voie de coercition vis-à-vis de l'extradé, à l'incorporation dont il s'agit. Cet individu, lorsqu'il a franchi la frontière après l'infraction commise, avait le dessein de laisser s'écouler le temps de la prescription de la peine et par suite de devenir insoumis au point de vue militaire. Or, s'il se fût déjà trouvé en état d'insoumission lorsque l'extradition a été accordée aux termes du traité et suivant l'un des principes fondamentaux de la matière, il n'eût été, après l'exécution de sa peine, ni astreint à répondre de l'infraction militaire ni incorporé malgré lui dans l'armée : il eût été simplement conduit à la frontière. N'est-ce pas rationnel de soumettre le délinquant au même régime, lorsque l'extradition a précédé l'insoumission au lieu de la suivre ? Il est logique, à notre avis, que le gouvernement ne puisse, en faisant transférer l'extradé en Afrique, prévenir une infraction militaire qu'il n'aurait pu réprimer si elle avait été antérieure à l'extradition. Cette solution nous paraît conforme à la commune pensée qui inspire les puissances contractantes lorsqu'elles excluent de l'extradition les

délits militaires. Il est vrai que l'extradé ne doit pas avoir une situation plus favorable que celle qu'il aurait eue s'il n'avait pas pris la fuite; mais cette règle s'applique aux faits qui ont motivé l'extradition ou à ceux pour lesquels l'extradé se soumet aux lois de la nation requérante.

CHAPITRE VII

DE LA DÉTENTION SUBIE PAR L'EXTRADÉ A L'ÉTRANGER

Les questions relatives à la détention subie à l'étranger par l'extradé ne se rattachent pas directement à notre sujet, puisque cette détention précédant l'extradition ne peut en être considérée comme un effet ; toutefois il nous paraît utile d'en parler ici, car ces questions se posent toujours à la suite et à propos des extraditions, et elles sont d'un réel intérêt pratique.

Il y a lieu de distinguer deux hypothèses bien distinctes : au moment de la demande d'arrestation provisoire lancée par le gouvernement requérant, le fugitif peut être libre ou peut déjà être incarcéré à l'étranger pour une autre cause. Après avoir discuté la question sous cette double face, nous nous proposons d'examiner les deux points suivants :

— Y a-t-il lieu d'appliquer les dispositions de la loi de 1875 à l'encellulement subi à l'étranger ?

— Quelle est la conséquence de l'arrestation opérée à l'étranger à l'occasion d'une demande d'extradition, au point de vue de la prescription ?

§ 1. — Imputation de la détention subie à l'étranger.

1^{re} hypothèse. — *Au moment de la demande d'arrestation provisoire, le fugitif était en liberté sur le territoire de l'État requis.*

Une sous-distinction s'impose, car il se peut que l'arrestation soit opérée sur la production d'un simple mandat d'arrêt, alors qu'aucune condamnation n'a encore été prononcée par les tribunaux français, ou qu'au contraire, l'arrestation soit demandée en vertu d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation émanant d'une juridiction française.

A. — Le fugitif est prévenu ou accusé. En d'autres termes son arrestation est opérée à l'étranger sur la production d'un simple mandat d'arrêt, ou d'un arrêt de mise en accusation. La question qui se pose est la suivante : Y a-t-il lieu de considérer comme détention préventive la détention subie par l'extradé depuis le jour de son arrestation provisoire à l'étranger jusqu'au jour de son incarcération dans une prison française ? L'intérêt de cette question est considérable depuis que la loi du 15 novembre 1892 a modifié l'article 24 du Code pénal qui est actuellement ainsi conçu :

« Quand il y a eu détention préventive, cette détention sera intégralement déduite de la durée de la peine qu'aura prononcée le jugement ou l'arrêt de condamnation, à

moins que le juge n'ait ordonné par disposition spéciale et motivée que cette imputation n'aura pas lieu ou qu'elle n'aura lieu que pour partie. »

La doctrine et la jurisprudence sont actuellement à peu près unanimes pour décider que la détention préventive subie à l'étranger doit être imputée comme si l'arrestation avait été opérée en France même.

On s'appuie sur un passage du rapport de M. Graux à la Chambre des Députés, qui contient la déclaration suivante : « ... la détention subie en pays étranger par suite d'une arrestation opérée en vertu d'un traité d'extradition, devra également être imputée sur la durée de la peine (1). » En dehors des travaux préparatoires, on fait valoir à l'appui de cette doctrine des considérations d'un grand poids :

L'esprit de la loi nouvelle est de ne pas faire supporter par le condamné les conséquences des lenteurs de la justice ; le législateur ne s'attache d'ailleurs pas d'une manière étroite aux conditions dans lesquelles la détention est subie, puisqu'il déduit l'emprisonnement préventif de la durée des peines les plus graves elles-mêmes, telles que la réclusion et les travaux forcés (2).

On dit aussi que l'incarcération qui est subie à l'étranger « a bien le même but et le même caractère que celle qui est subie en France au cours de l'instruction ; elle doit

(1) Rapport de M. Georges Graux, 29 oct. 1892, Chambre des D^{ép}. *Journal officiel* des 2 et 4 mars 1893, nos 2378 et 2382.

(2) Mesnard, *Lois nouvelles*, 1893, p. 27.

donc, par les mêmes motifs d'humanité et de justice, obéir aux mêmes règles et on doit lui appliquer le nouvel article 24 (1). »

Cette opinion a soulevé quelques objections. La déclaration du rapporteur a sans doute de la valeur par elle-même, mais est-elle suffisante pour engager non seulement la Chambre des Députés mais encore le Sénat dont les délibérations (18 février 1892) sont antérieures au dépôt du rapport de M. Georges Graux (29 octobre 1892) ?

D'autre part, en admettant l'imputation de la détention préventive subie à l'étranger, on se met en contradiction avec les règles généralement reçues en droit international positif. Malgré une tendance qui se manifeste de plus en plus pour faire produire aux condamnations des effets en dehors même du pays où elles ont été prononcées, il est certain que le principe encore suivi à l'heure actuelle est l'indépendance absolue de chaque État pour ce qui est de la répression pénale (2).

Il est facile de répondre à cette objection en faisant remarquer que, en matière d'extradition, on se trouve précisément dans un cas où l'État requis est tenu, en vertu des traités, de coopérer à la répression pénale entreprise par l'État requérant. Les deux pays se prêtent mutuellement leur concours pour assurer l'exercice de la justice.

(1) Vidal, *Imputation de la détention préventive sur la durée des peines*, p. 79.

En ce sens, un arrêt de la Cour de Douai, 8 février 1893 (motifs). Clunet, 1893, p. 538.

(2) Clunet, 1894, p. 204; 1895, p. 364.

Enfin, l'argument tiré des travaux préparatoires ne perd pas nécessairement toute valeur, par ce fait que la considération émise par M. Georges Graux n'a pu être connue du Sénat. La haute assemblée a voté un texte qui n'a pas été modifié par la Chambre ; or c'est sur ce texte que le rapporteur a donné une interprétation qui a une sorte de caractère législatif puisqu'à la Chambre des Députés aucune voix ne s'est élevée pour protester.

Enfin on a cru trouver dans les motifs d'un arrêt de la cour de cassation les éléments d'un argument à opposer aux partisans d'une interprétation extensive du nouvel article 24 du Code pénal.

L'arrêt de la cour de Douai du 8 février 1893 a déjà été cité plus haut. Le point en litige qui ne concernait que le pur droit interne consistait dans la question de savoir si la peine devait être rétroactivement considérée comme ayant été subie non seulement à partir du jour où le mandat de dépôt ou d'arrêt avait été délivré, mais dès le moment où le coupable, ayant été arrêté en flagrant délit, avait été retenu dans une chambre de sûreté ou vilon. La cour de Douai avait pensé que l'imputation de la peine ne pouvait remonter dans le passé que jusqu'à la date du mandat d'arrêt ou de dépôt ; c'est aussi ce qu'a décidé la cour de cassation (1) (16 mars 1893), mais par des motifs d'une telle généralité que l'on en a conclu que la détention préventive subie à l'étranger ne saurait jamais

(1) *Sir.*, 1893, 1, 216.

être imputée. Il est en effet déclaré « que la détention, au sens juridique du mot, est une mesure d'instruction entourée de formes solennelles, qui ne commence qu'au moment où le magistrat, après avoir interrogé l'inculpé, délivre contre lui un mandat de dépôt ou d'arrêt et le fait conduire à la maison d'arrêt dans laquelle son incarcération est régularisée par une inscription sur le registre d'écrou ; le législateur de 1892 en modifiant l'article 24 du Code pénal et en décidant que la détention préventive serait intégralement déduite de la durée de la peine prononcée, à moins qu'il n'en eût été autrement ordonné, a laissé à ce terme sa valeur légale et n'a ni expressément ni implicitement dérogé à cet égard, aux dispositions du Code d'instruction criminelle. »

Mais il convient de répondre (1) que la cour suprême a simplement décidé qu'une arrestation de fait non opérée en vertu d'un mandat de justice ne constituait pas le point de départ de la détention. Il en est autrement quand l'arrestation est la conséquence d'un mandat d'arrêt décerné par l'autorité judiciaire. En quelque lieu que cette arrestation soit opérée, elle est le point de départ d'une détention judiciaire (2).

On peut donc décider que l'imputation prescrite par la loi du 15 novembre 1892, s'applique à la durée de la

(1) Clunet, 1895, p. 565.

(2) Il ne peut y avoir de difficulté à cet égard dans l'hypothèse où nous sommes placés, c'est-à-dire lorsque le prévenu est en liberté dans le pays de refuge, car son arrestation provisoire est opérée la plupart du temps sur avis télégraphique du pays requérant, visant la délivrance d'un mandat d'arrêt.

détention préventive subie à l'étranger. Cette interprétation qui est généralement adoptée nous paraît conforme au texte et à l'esprit de la loi précitée.

B. — Le fugitif est condamné.

L'hypothèse est la suivante : le coupable est libre à l'étranger et il a été condamné en France par défaut, son extradition est demandée pour l'exécution de la condamnation prononcée contre lui. Faudra-t-il fixer le point de départ de la peine au jour de son arrestation à l'étranger opérée à la suite de la demande d'extradition, ou au jour de son incarcération dans une prison française ?

Nous nous rallions tout de suite à cette seconde solution. L'analogie qui existe entre cette hypothèse et la précédente est telle que plusieurs auteurs (1) s'y sont trompés et ont décidé qu'en cas de prévention comme en cas de condamnation la détention subie à l'étranger devait être imputée. Cette analogie n'est qu'apparente et en réalité la différence entre les deux situations est profonde.

Faisons d'abord remarquer que l'on ne peut pas invoquer la loi du 15 novembre 1892, car cette loi n'est relative qu'à l'emprisonnement préventif, c'est-à-dire précédant la condamnation. Or, dans notre hypothèse, la condamnation est déjà prononcée lorsque l'arrestation a lieu à l'étranger : il ne peut donc s'agir que de l'exécution d'une condamnation, du point de savoir si cette exécution peut commencer à l'étranger. Or, sur ce terrain, la discussion

(1) Clunet, 1895, p. 561.

ne peut être longue ; il est en effet un principe certain dans notre législation, d'après lequel une condamnation prononcée par des tribunaux français ne peut être subie qu'en France.

La jurisprudence a toujours été très formelle sur ce point. C'est ainsi que d'après un arrêt de la cour d'Orléans, « l'arrestation en pays étranger, à la suite d'une demande d'extradition d'un individu condamné en France à la peine d'emprisonnement, étant opérée, non point en exécution du jugement de condamnation, *qui est sans force hors de France, mais conformément au traité international d'extradition*, en vertu du droit propre, territorial et de souveraineté, de l'État étranger, le temps pendant lequel le condamné est resté détenu à l'étranger ne peut venir en déduction sur la durée de la peine (1). »

Cette décision, quoique bien antérieure à la loi du 15 novembre 1892, conserve néanmoins toute son autorité, car elle ne vise en aucune façon les articles que cette loi a modifiés ; elle pourrait être rendue aujourd'hui sans aucune modification, car elle place la question sur son véritable terrain en décidant que l'arrestation qui est opérée à l'étranger ne peut l'être en vertu de la condamnation, mais bien en vertu du traité d'extradition. Que l'on ne vienne donc pas invoquer en sens contraire les termes mêmes du nouvel article 23 du code pénal. « La durée de toute peine privative de la liberté compte du jour où le

(1) Orléans, 25 juillet 1870. Sir., 70, 2, 325. D., 70, 2, 21.

condamné est *détenu* en vertu de la condamnation devenue irrévocable qui prononce la peine. » *Détenu*, dit-on, signifie arrêté, car il n'est fait aucune allusion au local; par conséquent, eu égard à la généralité de ce terme, la détention subie à l'étranger doit compter pour l'exécution de la condamnation (1). Sans doute le mot *détenu* est aussi général que possible, mais la question est ici d'ordre international et l'exécution d'une condamnation prononcée en France ne peut avoir lieu à l'étranger. Citons encore un arrêt de la cour de Paris du 28 juin 1883 qui déclare « qu'aux termes de l'article 40 du code pénal, la peine de l'emprisonnement doit être subie dans une maison de correction et non ailleurs, ce qui ne peut s'entendre que d'un établissement pénitentiaire français (2). »

Il convient donc de décider que la peine ne peut commencer à courir que du jour de l'écrou dans une prison française.

2^e hypothèse. — *Au moment de la demande d'arrestation en vue de l'extradition le fugitif est détenu à l'étranger pour une autre cause.*

Deux cas peuvent se présenter : en effet, cette détention subie à l'étranger pour un fait poursuivi à l'étranger peut être la conséquence ou d'une prévention ou d'une condamnation.

a) Si le fugitif purge une condamnation au moment

(1) Laborde, *Cours de Droit crim.*, p. 237.

(2) Sir., 83, 2, 177. — Voir en sens contraire les conclusions prises par le condamné.

où la demande d'extradition est formulée, la question ne présente pas un grand intérêt, car le plus souvent le pays requis ne consentira à l'extradition qu'après l'exécution complète de la peine commencée, la plupart des législations étrangères en décident ainsi et il en est *a fortiori* de même dans les pays où, comme en France, la continuité de l'exécution des peines est un principe absolu et incontesté. Néanmoins quelques pays, notamment la Suisse, consentent à l'extradition momentanée du fugitif pendant le temps nécessaire pour que le procès ait lieu, pourvu que le condamné soit immédiatement ramené dans le pays de refuge pour y subir le reste de sa peine. C'est seulement après qu'il pourra être de nouveau ramené dans le pays requérant pour purger la condamnation qu'il avait encourue (1). Ce sont d'ailleurs des points qui peuvent faire l'objet de conventions diplomatiques, mais nous ne croyons pas que la France étant pays requis puisse consentir à ces extraditions temporaires qui mettent en échec le principe rappelé plus haut.

Quoi qu'il en soit, en supposant que le pays requis consente à l'extradition d'un condamné qui subit une peine au même moment, on ne peut dans le pays requérant songer à faire remonter la détention préventive au jour de l'écrou dans la prison étrangère puisqu'il s'agissait d'une autre peine prononcée par un tribunal étranger.

Faudra-t-il fixer le point de départ de la détention

(1) Voir dans le même sens l'art. 6 de la loi néerlandaise du 6 avril 1875.

préventive au jour du mandat d'arrêt délivré dans le pays requérant, ou du moins au jour de la signification de ce mandat dans la prison étrangère où le fugitif purgeait déjà une condamnation ? Nous ne le croyons pas, car le fugitif n'a aucun droit de se plaindre de la non-imputation.

Supposons en effet qu'il ait été condamné dans le pays étranger à une peine de 6 mois d'emprisonnement. Au bout de 4 mois de détention une demande d'extradition est formée par la France par exemple ; le pays requis consent à opérer immédiatement l'extradition ; le fugitif bénéficie en quelque sorte d'une remise de deux mois de sa peine. Ne serait-il pas excessif qu'il réclamât en outre l'imputation de la détention préventive au titre de la poursuite dont il est l'objet en France (1) à partir du jour où il a reçu signification dans la prison étrangère du mandat d'arrêt décerné contre lui ? Remarquons d'autre part que tant qu'il se trouve détenu à l'étranger, il doit être considéré comme purgeant la condamnation qu'il y a encourue, par conséquent, la détention préventive ne doit partir que du jour où il est détenu sur le territoire du pays requérant.

b) Supposons maintenant qu'au moment où la demande d'extradition parvient au gouvernement étranger, le fugitif se trouve détenu non pas en vertu d'une condamnation antérieure, comme dans le cas précédent, mais en vertu d'une poursuite, qu'il se trouve simplement en état de détention préventive. Dans ces conditions, le

(1) Il ne peut pas s'agir d'un condamné par défaut, car dans ce cas la détention subie à l'étranger ne peut pas compter. Voir *supra*.

gouvernement requis abandonne la poursuite intentée et ordonne l'extradition immédiate. A quelle date faut-il fixer le point de départ de la détention préventive dont la durée devra être imputée sur la peine prononcée à la suite de l'extradition dans le pays requérant ?

La question mérite un examen minutieux, car elle est controversée même en ne se plaçant pas dans l'hypothèse d'une extradition.

On s'est demandé en effet si l'on devait étendre la faveur de la loi de 1892 au cas où, en France même, le condamné aurait subi un certain temps d'emprisonnement préventif pour une autre cause que celle qui a pu servir de base à la condamnation. Le rapporteur du projet à la Chambre des députés n'a pas hésité à aller jusque-là et a déclaré que l'imputation « s'applique même à la détention subie pour un autre fait que celui qui a motivé la décision judiciaire. » A l'appui de cette opinion, on peut faire valoir que le texte de la loi est en effet très large : « Quand il y aura eu détention préventive. » Mais il faut supposer naturellement qu'il y a un lien entre les deux poursuites et que la seconde détention préventive suit immédiatement la première.

En matière d'exécution de peines, il faut toujours se rallier à l'opinion la plus favorable pour le détenu lorsqu'aucun principe fondamental n'est mis en question.

On paraît d'ailleurs plutôt porté dans les Parquets à admettre l'imputation de la prison préventive à partir du premier mandat de dépôt ou d'arrêt. Cette solution est assurément généreuse, mais elle est en outre humaine, car

lorsque la première information aboutit à une ordonnance de non-lieu (ce qui sera le cas le plus fréquent dans notre hypothèse), c'est que l'inanité de l'inculpation d'abord visée est démontrée, c'est qu'en d'autres termes la poursuite a été mal dirigée. Or, il est équitable que l'on tienne compte au détenu condamné pour une seconde inculpation de l'erreur de poursuite dont il a été tout d'abord victime, et qui ne devrait pas avoir pour conséquence d'augmenter la durée de son incarcération (1).

Si maintenant, revenant à l'hypothèse de l'extradé, nous faisons valoir cette dernière considération, nous nous apercevons qu'en droit elle est insoutenable, car elle est contraire au principe déjà rappelé de l'indépendance des États en matière répressive. Lorsque en effet, l'administration de l'État requérant tient compte à l'extradé de la détention préventive qu'il a subie à l'étranger avant la demande d'extradition et à l'occasion d'une poursuite abandonnée, elle répare en quelque sorte une erreur commise et reconnue par la justice de l'État requis ; cette idée est inadmissible.

De quel droit au surplus l'autorité française demanderait-elle communication de la procédure suivie à l'étranger, pour fixer le point de départ de la détention préventive à imputer ? et d'autre part, quel autre moyen aurait-on de faire ce calcul ?

(1) En ce sens. Arrêt C. d'ass. de l'Aude, 22 février 1893. Dal., 93, 2, 512.

Cass., 26 sept. 1839, Grasse. Sir., 39, 1, 893.

Il résulte de ces quelques considérations que, même en adoptant l'interprétation la plus large du rapporteur de la loi de 1892, il y a de sérieuses raisons pour ne pas l'étendre à une première détention préventive subie à l'étranger dans les conditions déterminées plus haut.

§ 2. — Y a-t-il lieu d'appliquer les dispositions de la loi du 5 juin 1875 relative à l'encellulement subi à l'étranger ?

D'après la loi du 5 juin 1875 sur la séparation individuelle dans les prisons, les condamnés correctionnels sont divisés en deux classes : 1° ceux qui ont été condamnés à un an et un jour d'emprisonnement et au-dessous ; 2° ceux qui ont été condamnés à plus d'un an et un jour. Le régime cellulaire est prescrit pour les premiers de même que pour les prévenus, à moins que les nécessités du service s'y opposent. Les seconds, au contraire, n'y sont soumis qu'à deux conditions : *a)* qu'ils le demandent, *b)* que l'administration y consente. L'exécution de la peine sous sa nouvelle forme réduit sa durée d'un quart ; toutefois cette réduction n'est faite pour les condamnés à plus d'un an et un jour d'emprisonnement, qu'autant qu'ils ont passé en cellule au moins trois mois consécutifs. Enfin cette réduction ne s'opère pas sur les peines de trois mois et au-dessous. Telle est l'économie de la loi de 1875 ; les extradés ont donc intérêt à en invoquer les dispositions lorsqu'ils ont subi en cellule à l'étranger tout ou partie de la détention préalable à l'extradition et

lorsque cette détention est imputable sur la durée de la peine.

En droit strict, il paraît difficile d'admettre une semblable prétention. La loi de 1875 est en effet relative à l'organisation intérieure des prisons ; à un régime spécial. Elle est une loi purement administrative et son application doit être écartée dès que l'administration pénitentiaire française est elle-même écartée.

§ 3. — Quelle est la conséquence de l'arrestation opérée à l'étranger à la suite d'une demande d'extradition, au point de vue de la prescription ?

Lorsqu'on parle de prescription en matière pénale, il faut toujours distinguer la prescription de l'action publique de celle de la peine.

A. — *Prescription de l'action publique.*

Il ne paraît pas douteux que la procédure d'extradition par elle-même ne constitue un acte d'instruction susceptible d'interrompre la prescription.

La prescription de l'action publique d'après la jurisprudence et la doctrine peut être en effet interrompue par un acte de poursuite ou d'instruction, et si l'on refuse ce caractère à une demande d'extradition, le résultat ne peut être changé, puisque cette demande est toujours la conséquence d'un acte judiciaire susceptible d'interrompre par lui-même la prescription dont il s'agit.

B. — *Prescription de la peine.*

Les peines se prescrivent lorsqu'elles n'ont pas été exécutées dans les délais fixés par la loi. On déduit de ce principe deux conséquences : la prescription doit nécessairement être interrompue par la mise à exécution de la peine — d'autre part elle ne peut être interrompue que par cette exécution.

Cela posé, nous avons à résoudre la question suivante : l'arrestation opérée à l'étranger est-elle suffisante pour interrompre la prescription de la peine ? Si l'on se reporte à cette idée fondamentale que les condamnations prononcées par les tribunaux français ne peuvent pas être exécutées à l'étranger, on est porté à décider que l'arrestation dans le pays requis ne pouvant pas constituer une mesure d'exécution ne doit pas être interruptive de la prescription.

Telle n'est pas la jurisprudence de la cour de cassation qui a décidé que la prescription de la peine est interrompue par l'arrestation en pays étranger faite sur une demande d'extradition et en vertu d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation ; car l'État qui accorde l'extradition concourt en ce cas à l'exécution de la sentence pénale émanée des juges de l'État requérant. Il importe peu par conséquent que le condamné n'ait été livré aux autorités françaises qu'après l'expiration du temps établi pour la prescription de la peine.

Par arrêt du 9 juin 1888, la cour de Pau avait statué dans ce sens :

« ... Mais attendu que le demandeur soutient qu'en tout cas, une arrestation opérée sur le territoire étranger, comme dans l'espèce, ne saurait avoir ce caractère d'acte d'exécution par la raison que les sentences des tribunaux français ne peuvent être exécutées en matière pénale que dans les limites des frontières; — Attendu, à cet égard, que les traités d'extradition ont précisément pour objet de fournir à chaque État le moyen de faire exécuter ses mandements de justice contre ses nationaux, même en dehors de son territoire; que toute demande d'extradition a pour objet de réclamer, en vertu de la convention internationale, l'exécution de ces mandements; que le mandat ou la sentence dont l'exécution est poursuivie par voie diplomatique est produit à la puissance requise qui se réserve d'en vérifier la validité dans les termes du traité; qu'il faut donc reconnaître que quand celle-ci a obtempéré à une telle réquisition, elle concourt à l'exécution de la sentence qui en est l'objet; que si, dans ce cas, il a pu être décidé que la détention du condamné dans les prisons de l'étranger n'est pas comptée pour la durée de la peine, cela tient aux règles établies par notre code pénal, relativement aux conditions suivant lesquelles les peines corporelles doivent être subies; mais qu'au point de vue particulier de l'interruption de la prescription de la peine, il ne saurait exister aucune différence entre l'arrestation opérée par l'autorité étrangère, en exécution d'un traité d'extradition et celle qui serait directement accomplie par l'État requérant sur son propre territoire... »

La cour de cassation a confirmé cette décision le 3 août 1888 (1) ; voici quelques-uns des motifs les plus intéressants de cet arrêt :

« Attendu... que l'arrestation en France d'un condamné en fuite ou laissé en état de liberté est interruptive de la prescription, alors même qu'il n'aurait pas encore été conduit dans la maison de détention où il doit subir sa peine ; — Attendu que l'arrestation d'un condamné en pays étranger, faite sur une demande d'extradition et en vertu d'un jugement ou d'un arrêt de condamnation, doit avoir le même effet ; — Attendu que le pays qui livre à un autre pays un étranger, à la suite d'une pareille demande, n'accomplit pas, au regard du condamné ni même de l'État requérant, un acte pur et simple de l'exercice de son droit de souveraineté ; qu'il concourt, en ce cas, à l'exécution de la sentence pénale émanée des juges de l'État requérant ; qu'on objecte vainement qu'il exécute alors, non la sentence, mais la convention internationale résultant d'un traité d'extradition ; que les traités d'extradition ont précisément pour but d'obliger l'État requis à procurer, dans certains cas et sous certaines conditions, l'exécution des mandements et arrêts de justice de l'État requérant ; et que la mainmise opérée sur l'étranger condamné, alors même qu'elle dérive principalement de l'exécution du traité et de l'exercice par l'État requis de son droit propre de souveraineté, n'en constitue pas moins au regard du con-

(1) Cass. criminelle, 3 août 1888 ; Sir., 1889, 1, 489.

damné un premier acte d'exécution de la sentence qui le frappe... »

A la lecture de cet arrêt, l'on sent bien que le rédacteur est quelque peu gêné par la notion fondamentale de l'extradition d'après laquelle il n'est guère permis de considérer l'arrestation en pays requis comme autre chose que l'exécution d'une convention diplomatique. « Il est clair, dit le rapporteur, que cette arrestation si longtemps et dans quelques conditions qu'elle se prolonge, ne peut être le point de départ d'une peine subie. L'autorité étrangère en l'opérant a bien pu prêter son concours à l'exécution de la sentence de condamnation portée contre le prisonnier, agir pour l'exécution de cette sentence ; elle n'a pas mis, elle n'a pu mettre la peine à exécution. »

« Sans doute, déclare M. Villey dans une note insérée dans le recueil de Sirey sous l'arrêt précité, l'arrestation, l'extradition, sont des actes préliminaires indispensables pour que la condamnation soit exécutée ; mais ces actes font-ils partie intégrante de l'exécution et en constituent-ils, comme dit l'arrêt, le premier acte ? Voici quelques raisons d'en douter : La demande d'extradition et l'extradition se font par voie diplomatique. C'est par la police administrative que l'extradition est exécutée et que l'extradé est remis à l'autorité judiciaire. L'extradition peut être refusée si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de la peine ou de l'action est acquise *d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié*, ou si les faits incriminés ont été l'objet d'une

amnistie ou d'un indulto (art. 11 du traité franco-espagnol du 14 décembre 1877). En cas d'urgence, l'arrestation provisoire est effectuée sur avis, transmis par la poste ou par le télégraphe, de l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné par voie diplomatique au ministre des affaires étrangères du pays où l'inculpé s'est réfugié (art. 6 du traité précité). »

Sans doute, comme le dit l'arrêt, le pays requis prête son concours à l'exécution de la sentence pénale émanée des juges de l'État requérant; mais ce concours fait-il partie de l'exécution, c'est une question sur laquelle la controverse est permise.

Nous estimons que dans ces conditions il faut s'en référer aux principes; d'une part le pays requis ne fait qu'exécuter une convention diplomatique, car si on lui demandait d'exécuter une sentence judiciaire il ne pourrait que s'y refuser; d'autre part une condamnation prononcée en France ne peut être exécutée qu'en France. Néanmoins faut-il en conclure que l'arrestation opérée à l'étranger n'exerce aucune influence sur la prescription de la peine? Faut-il adopter une solution aussi contraire aux nécessités de la répression et de nature à entraver le cours de la justice? Nous ne le croyons pas.

Si une semblable arrestation ne peut être suffisante pour interrompre la prescription, ne peut-elle pas du moins la suspendre? Si l'on répond par l'affirmative, on aura respecté tous les intérêts (sauf bien entendu ceux de l'extradé) en ne sacrifiant aucun principe.

Le conseiller rapporteur de l'arrêt précité de la cour de cassation (3 août 1888) fait très justement remarquer que la jurisprudence est très large sur la question de la suspension de la prescription en matière pénale, elle admet la suspension résultant des empêchements tant de fait que de droit (1). La plupart des auteurs n'admettent la suspension que lorsqu'elle résulte d'empêchements de droit (F. Hélie, *Tr. de l'instr. crim.*, t. 2, n° 1072 ; Le Sellyer, *Tr. de l'exercice et de l'instruction des actions publique et privée*, t. 2, n°s 517 à 520 ; Mangin, *Tr. de l'action publique*, t. 2, n°s 334 à 335 ; Brun de Villeret, *Prescription en matière criminelle*, n°s 257 et 264). Quelques auteurs seulement repoussent d'une manière absolue l'idée de la suspension comme contraire à la nature et au but de la prescription criminelle (V. Ortolan, *Elém. de droit pénal*, t. 2, n° 1872 ; Garraud, *Tr. théor. et prat. du code pén. français*, t. 2, n° 66 ; Blanche, *Etudes pratiques sur le C. pén.* t. 2, n°s 296 et 195). Or l'honorable rapporteur écarte absolument l'idée de suspension en faisant remarquer « qu'il ne peut être ici question que d'une interruption, car l'acte dont il s'agit en l'espèce (l'arrestation en pays étranger) est, par hypothèse, un acte d'exécution et la suspension suppose précisément un empêchement de fait ou de droit qui rend impossible un pareil acte. »

Il nous semble que cette remarque n'atteint pas abso-

(1) Cass., 28 août 1823, 7 février 1840 (Sir., 40, 1, 186), 29 août 1846 (Sir., 46, 1, 755), 7 mai 1851 (Sir., 51, 1, 802), 8 juillet 1858 (Sir., 58, 1, 834), 26 août 1849 (Sir., 60, 1, 492), 11 déc. 1869 (Sir., 70, 1, 91).

lument le but visé ; n'est-ce pas en effet résoudre la question par la question que de dire : l'arrestation en pays étranger est un acte d'exécution par hypothèse, alors que c'est précisément la question qu'il faut résoudre ?

Malgré la très grande autorité qui s'attache à l'arrêt du 3 août 1888, il nous paraît que la possibilité de considérer l'arrestation en pays étranger comme une cause de suspension de la prescription de la peine n'a pas été suffisamment écartée. Remarquons en outre que la cour de cassation s'est toujours montrée très large dans l'appréciation de ces causes ; toute sa jurisprudence en témoigne. Enfin, si quelques auteurs repoussent d'une façon absolue la suspension en cette matière, la plupart reconnaissent qu'elle peut résulter d'empêchements de droit. Or, c'est précisément un empêchement de cette nature que celui qui résulte de l'arrestation du fugitif en pays étranger.

Quelles sont en effet les causes qui empêchent que l'extradition soit accordée aussitôt la demande parvenue ? Uniquement des raisons de droit : la nécessité de respecter les traités internationaux, de suivre une procédure déterminée, d'attendre les pièces préparées par le pays requérant : ce sont là des raisons de droit et non des raisons de fait, ce sont des raisons indépendantes de la personne du fugitif.

Par arrêt du 4 juin 1891, la cour de Caen a décidé que lorsqu'un individu condamné en France pour un délit correctionnel à une peine d'emprisonnement par un jugement par défaut définitif s'est réfugié à l'étranger, et que

son extradition réclamée à l'étranger a été différée jusqu'à l'expiration d'une peine d'emprisonnement qu'il subissait à l'étranger, la prescription de la peine prononcée par le tribunal français est suspendue en vertu de la règle *contra non valentem agere non currit prescriptio* (1).

La cour de cassation amenée à se prononcer sur cette question (1) l'a tranchée dans le même sens que la cour de Caen, mais en s'appuyant sur des motifs étrangers à notre discussion.

Il paraît ressortir de ces explications : 1° que si l'on s'en réfère aux principes consacrés en matière d'extradition, l'arrestation à l'étranger n'est pas une mesure d'exécution de la peine ; 2° qu'elle n'est pas suffisante pour interrompre la prescription ; 3° qu'elle constitue bien un obstacle de droit et non de fait, permettant juridiquement la suspension de la prescription. Cette solution présente tous les avantages de la jurisprudence de 1888 de la cour de cassation sans donner lieu aux mêmes critiques.

Il est vrai que l'on peut discuter l'arrêt rendu par la cour de cassation en 1888 à un autre point de vue. En considérant l'arrestation d'un fugitif à l'étranger comme une mesure d'exécution susceptible d'interrompre la prescription de la peine, la cour suprême a sans doute dédaigné et considéré peut-être non sans raison, comme trop étroites les règles administratives qui régissent la matière de l'extradition et que nous nous sommes efforcés de

(1) Sir., 1892, 2, 193. — Voir la note de M. Villey.

(2) Cass. crim., 9 janvier 1892. Sir., 93, 1, 168.

mettre en lumière. Elle a préféré substituer à la matière de l'extradition considérée comme acte de gouvernement celle de l'extradition considérée comme acte judiciaire international, si l'on peut dire. Et à cet égard le désir de voir les jugements rendus même par les tribunaux de l'ordre pénal, s'exécuter à l'étranger est des plus légitimes. L'arrêt de 1888 est quelque chose de plus qu'un jalon posé dans cette voie. S'il donne lieu à quelques réserves lorsque l'on regarde vers le passé, quand on se réfère aux idées reçues jusqu'à ce jour, par contre il peut être le point de départ de réformes considérables lorsque l'on regarde vers l'avenir.

APPENDICE

LISTE DES TRAITÉS ET DES DÉCLARATIONS DE RÉCIPROCITÉ ACTUELLEMENT EN VIGUEUR ENTRE LA FRANCE ET LES PAYS ÉTRANGERS (1).

D. de r. veut dire déclaration de réciprocité.

ALLEMAGNE. — L'article 18 de la convention du 11 décembre 1871, additionnelle au traité de Francfort, a remis en vigueur tous les traités conclus antérieurement par la France avec les divers États de l'Empire.

D. de r. — Tentative de meurtre (1895). — Attentat à la pudeur par ascendant (1897).

ALSACE-LORRAINE. — L'art. 18 mentionné ci-dessus étend à l'Alsace-Lorraine les dispositions du traité conclu le 21 juillet 1845 entre la France et la Prusse (voir Prusse).

D. de r. spéciale à l'Alsace-Lorraine. — Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant âgé de moins de 13 ans.

ANGLETERRE. — Convention du 14 août 1876 (*Bulletin des lois*, 1878-1-441), extension à la Tunisie (Clunet, 1890, p. 779).

Pas de déclarations de réciprocité.

(1) Voir l'étude déjà citée de M. Herbaux (Clunet, 1893, p. 1034 et suiv.) et la note du g. des sc. jointe à la circulaire du 6 mai 1891.

Des négociations sont actuellement engagées en vue de la conclusion de traités d'extradition entre la France d'une part et d'autre part la Grèce, l'Uruguay et l'État indépendant du Congo.

ARGENTINE (République). — Il n'existe aucun traité d'extradition avec la France, des négociations sont actuellement engagées en vue de cet objet.

AUTRICHE-HONGRIE. — Convention du 13 novembre 1855 (*Bulletin des lois*, 1856-1-185).

D. de r. — Escroquerie. — Abus de confiance (1896).

BADE (Grand-duché de). — Convention du 27 juin 1844 (*Bulletin des lois*, 1844-2-341).

D. de r. — Abus de confiance qualifié. — Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant âgé de moins de 13 ans. — Escroquerie. — Complicité dans les infractions passibles d'extradition. — Vol simple (1895). — Corruption de fonctionnaires (1895). — Abus de confiance (1897).

BAVIÈRE. — Convention du 29 novembre 1869 (*Bulletin des lois*, 1869-2-711).

Pas de déclarations de réciprocité.

BELGIQUE. — Convention du 15 août 1874 (*Bulletin des lois*, 1875-1-411). — Application à la Tunisie du traité précédent (1888). — Extension du délai d'arrestation provisoire à 2 mois pour la Tunisie.

Pas de déclarations de réciprocité, néanmoins, extorsion de fonds (note du g. des sc., 28 septembre 1897).

BRÈME. — Convention du 10 juillet 1847 (*Bulletin des lois*, 1847-2-722).

D. de r. — Abus de confiance (cir. g. des sc., 27 janv. 1898).

BRÉSIL. — Il n'existe pas de traité d'extradition avec la France, des rapports se sont établis sous le régime de la réciprocité.

CHILI. — Convention du 11 avril 1860 (*Bulletin des lois*, 1861-1-566).

Pas de déclarations de réciprocité.

COLOMBIE. — Il n'existe aucun traité d'extradition avec la France.

En 1888, le gouvernement colombien accueillit une demande d'extradition formulée par le gouvernement français, concernant une poursuite pour banqueroute frauduleuse et escroquerie.

DANEMARK. — Convention du 28 mars 1877 (*Bulletin des lois*, 1878-1-525).

ÉCHELLES DU LEVANT ET DE BARBARIE. ÉGYPTÉ. — Les consuls, par l'effet des capitulations, peuvent, soit faire arrêter et conduire dans leur patrie ceux de leurs ressortissants dont la conduite justifierait cette mesure de haute police, soit faire mettre à la disposition des autorités judiciaires de leur patrie ceux de leurs ressortissants à la charge desquels ces autorités ont transmis des mandats d'arrêt ou des jugements de condamnation pouvant être exécutés.

ESPAGNE. — Convention du 14 décembre 1877 (*Bulletin des lois*, 1878-2-165). — Circulaire du garde des sceaux du 29 juillet 1897 sur l'arrestation provisoire des fugitifs en Espagne.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Convention du 9 novembre 1843 (*Bulletin des lois*, 1844-1-592). — Articles additionnels du 24 février 1845 (*Bulletin des lois*, 1845-2-481) et du 10 février 1858 (*Bulletin des lois*, 1859-1-199).

Un nouveau traité a été signé le 25 mars 1892, mais n'a pas encore été ratifié en France.

Pas de déclarations de réciprocité.

HAMBOURG. — Convention du 5 février 1848 (*Bulletin des lois*, 1851-2-113).

D. de r. — Complicité de vol qualifié par recel.

HESSE (Grand-duché de). — Convention du 26 janvier 1853 (*Bulletin des lois*, 1853-1-409). — Déclaration du 10 avril 1869 (*Bulletin des lois*, 1869-1-313).

ITALIE. — Convention du 12 mai 1870 (*Bulletin des lois*, 1870-1-667). — Déclarations du 16 juillet 1873 (*Bulletin des lois*, 1873-2-39).

D. de r. — Rébellion, pourvu qu'elle soit connexe à une infraction prévue par le traité du 12 mai 1870 et qu'elle n'affecte pas un caractère politique. Coups et blessures volontaires n'ayant pas occasionné une incapacité de travail de plus de 20 jours, mais ayant été portés avec préméditation. — Circ. du garde des sceaux, 5 mai 1894.

Italie-France-Tunisie. — Coups et blessures volontaires commis avec préméditation et ayant occasionné une maladie de plus de 20 jours (circ. g. des sc., 19 sept. 1898).

LIBÉRIA (République). — Convention du 5 juillet 1897 (*Journal officiel*, 7 mars 1899).

LIPPE. — Convention du 11 avril 1854 (*Bulletin des lois*, 1854-1-1771).

LUBECK. — Convention du 31 août 1847 (*Bulletin des lois*, 1857 2-769).

LUXEMBOURG. — Convention du 12 septembre 1875 (*Bulletin des lois*, 1876-1-1).

Pas de déclarations de réciprocité (voir loi luxembourgeoise du 13 mars 1870).

MECKLEMBOURG-SCHWÉRIN. — Convention du 26 janvier 1847 (*Bulletin des lois*, 1847-1-317).

MECKLEMBOURG-STRELITZ. — Convention du 10 février 1847. (*Bulletin des lois*, 1847, 1-375.)

MEXIQUE. — Il n'existe aucun traité d'extradition avec la France.

D. de r. — Faux. — Tentative de meurtre. — Détournement de mineure. — Détournement par un dépositaire ou comptable public, de deniers publics ou effets en tenant lieu (Circ. g. des sc., 5 mai 1894). — Escroquerie (Circ. du 13 mai 1895).

MONACO (Principauté de). — Convention du 8 juillet 1876 (*Bulletin des lois*, 1877, 1-49).

NOUVELLE-GRENADE. — Convention du 9 avril 1850 (*Bulletin des lois*, 1851, 2-109).

OLDENBOURG (Grand-duché). — Convention du 6 mars 1847 (*Bulletin des lois*, 1847, 1-402). — Déclaration du 5 mai 1868 (*Bulletin des lois*, 1868, 1-433).

D. de r. — Vol et abus de confiance (Circ. g. des sc., 6 février 1895).

PAYS-BAS. — Convention du 24 décembre 1895 (*Journal officiel* du 23 avril 1898).

PÉROU. — Convention du 30 septembre 1874 (*Bulletin des lois*, 1876, 1-10).

PORTUGAL. — Convention du 13 juillet 1854 (*Bulletin des lois*, 1854, 2-609). — Déclaration du 30 décembre 1872 (id., 1873, 1-525).

PRUSSE et ALSACE-LORRAINE. — Convention du 21 juin 1845 (*Bulletin des lois*, 1845, 2-521). — Déclaration du 20 août 1845. — Contrefaçon des poinçons de l'État servant à la marque des matières d'or et d'argent.

D. de r. — Vol simple. — Tentative d'incendie. — Abus de confiance. — Usage de faux. — Tentative d'assassinat. — Escroquerie. — Possibilité d'étendre avec le consentement du gouvernement requis, l'effet de l'extradition à une infraction antérieure, mais découverte après la remise du fugitif. — Détournement de mineur (1893). — Corruption de fonctionnaires (Circ. g. des sc., 18 nov. 1895). — Recel de malfaiteurs (id., 11 juin 1896).

ROUMANIE. — Il n'y a pas encore de traité conclu avec la France. — Le régime de la réciprocité est appliqué jusqu'à présent.

D. de r. — Faux en écriture publique. — Faux et usage de faux en écriture de commerce. — Banqueroute frauduleuse. — Abus de confiance simples et qualifiés. — Faux, vol, escroquerie (Circ. g. des sc., 10 oct. 1895).

RUSSIE. — Il n'existe entre la France et la Russie aucun traité d'extradition; le régime actuellement en vigueur est celui de la réciprocité.

D. de r. — Abus de confiance qualifié. — Vol. — Incendie volontaire de maison habitée. — Faux en écriture de commerce. — Escroquerie. — Détournement d'une somme de plus de 300 roubles commis par salarié. — Extorsion de signature (art. 400 du C. p. français, Circ. g. des sc., 3 nov. 1894). — Complicité de vol (id., 2 juin 1894). — Abus de confiance (id., 18 sept. 1898).

SAXE. — Convention du 28 avril 1850 (*Bulletin des lois*, 1851, 1-145).

D. de r. — Escroquerie.

SUÈDE et NORWÈGE. — Convention du 4 juin 1869 (*Bulletin des lois*, 1870, 1-14).

Pas de déclarations de réciprocité.

SUISSE. — Convention du 9 juillet 1869 (*Bulletin des lois*, 1870, 1-45).

D. de r. — Homicide par imprudence. — Recel. — Extension à la Tunisie du traité de 1869.

TUNISIE. — Pratique de l'extradition entre la Régence et l'Algérie (déclaration du 17 mai 1884).

Application au territoire tunisien des traités d'extradition conclus entre la France et les diverses puissances.

VÉNÉZUÉLA. — Convention du 23 mars 1853 (*Bulletin des lois*, 1856, 1-764).

WALDECK et PYRMONT (Principauté de). — Convention du 10 juillet 1854 (*Bulletin des lois*, 1854, 2-785).

WURTEMBERG. — Convention du 25 janvier 1853 (*Bulletin des lois*, 1853, 1-353).

D. de r. — Escroquerie. — Complicité par recel du vol commis par un enfant au préjudice d'un ascendant, pourvu que le vol ait été commis avec les circonstances aggravantes qui lui donneraient, s'il était punissable, le caractère d'un crime.

FIN

VU :

Par le Président de Thèse,
TH. DUCROCQ.

VU :

Par le Doyen,
GLASSON

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.	1
CHAP. I ^{er} . — <i>Notions générales.</i>	7
Exterritorialité de la loi pénale.	9
Territorialité de la loi pénale.	11
Définition de l'extradition.	13
CHAP. II. — <i>Notions historiques.</i>	16
CHAP. III. — <i>Caractères de l'acte d'extradition.</i>	24
L'extradition est un acte de gouvernement.	25
Conséquences.	32
CHAP. IV. — <i>Effets de l'extradition quant au pouvoir exécutif du pays requérant.</i>	34
Cas du prévenu ou accusé.	35
Cas du condamné.	46
CHAP. V. — <i>Effets de l'extradition quant aux pouvoirs de l'au- torité judiciaire du pays requérant.</i>	48
§ 1. — L'autorité judiciaire doit appliquer l'acte d'ex- tradition.	48
§ 2. — Incompétence des tribunaux pour apprécier, annuler ou interpréter les conventions d'extradition. . . .	53
§ 3. — Notification de l'acte d'extradition à l'autorité judi- ciaire.	63
§ 4. — Les tribunaux ne peuvent juger contradictoirement l'extradé qu'à raison des faits pour lesquels l'ex- tradition a été accordée.	67

I. L'affaire est en cours d'instruction.	71
A. — Le nouveau chef d'accusation était connu avant la demande d'extradition.	71
α. L'extradition est accordée sans réserve. . . .	71
β. L'extradition est accordée avec réserve. . . .	72
B. — Le nouveau chef d'accusation n'était pas connu lors de la demande d'extradition.	77
α. Faits postérieurs à l'extradition	77
β. Faits antérieurs à l'extradition.	77
Rôle de la Chambre des mises en accusation. . . .	79
II. La juridiction de jugement est saisie.	80
A. — Le nouveau chef d'accusation était connu avant la demande d'extradition.	81
B. — Le nouveau chef d'accusation n'était pas connu lors de l'extradition.	91
§ 5. — Changement de qualification de l'infraction pour laquelle l'extradition a été accordée.	91
1 ^{er} cas. — La nouvelle qualification ne rentre pas dans les termes du traité.	92
2 ^e cas. — La nouvelle qualification rentre dans les termes du traité.	94
Jurisprudence.	96
Circonstances aggravantes et éléments constitutifs. .	100
Tentatives. Circonstances atténuantes.	103
§ 6. — Les questions d'extradition peuvent-elles être une cause de sursis au jugement ?	104
CHAP. VI. — <i>Des effets de l'extradition par rapport à l'extradé.</i>	110
§ 1. — Droits de l'extradé.	110
Demande de sursis.	119
§ 2. — L'extradé peut-il demander à être jugé sur tous les chefs d'accusation relevés à sa charge ?	120
Intérêt de la question.	121
Droit de l'extradé.	122
Démonstration.	128
Formes de la renonciation aux réserves.	133
§ 3. — De l'extradition volontaire.	133
§ 4. — Situation de l'extradé après sa mise en liberté. .	142
Situation de l'étranger.	143

Situation du national.	144
Droit conventionnel.	146
Extradé acquitté.	147
Obligations militaires de l'extradé.	147
CHAP. VII. — <i>De la détention subie à l'étranger.</i>	152
§ 1. — Imputation de la détention subie à l'étranger. . . .	153
1. — Le fugitif est libre au moment de la demande d'extradition.	153
A. — Cas du prévenu.	153
B. — Cas du condamné.	158
2. — Le fugitif est détenu au moment de la demande d'extradition.	160
A. — Cas du condamné.	160
B. — Cas du prévenu.	162
§ 2. — Application de la loi du 5 juin 1875.	165
§ 3. — Conséquences de l'arrestation opérée à l'étranger au point de vue de la prescription.	166
Appendice, Conventions d'extradition et Déclarations de réciprocité entre la France et les pays étrangers. . . .	176
TABLE DES MATIÈRES.	182



CHARTRES — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.